P.-G. LA CHESNAIS

LE GROUPE SOCIALISTE DU REICHSTAG

ET

LA DÉCLARATION DE GUERRE

LIBRAIRIE ARMAND COLIN
103, Boulevard Saint-Michel, PARIS

LE GROUPE SOCIALISTE DU REICHSTAG

ET

LA DÉCLARATION DE GUERRE

COULOMMIERS
Imprimerie PAUL BRODARD.

P.-G. LA CHESNAIS

LE GROUPE SOCIALISTE DU REICHSTAG

ET

LA DÉCLARATION DE GUERRE

LIBRAIRIE ARMAND COLIN
103, Boulevard Saint-Michel, PARIS

1915
Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

FLM.12°0128

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO

1 653 826

966829

LE GROUPE SOCIALISTE
DU REICHSTAG
ET LA DÉCLARATION DE GUERRE

AVANT-PROPOS

Formidable apparaît aujourd'hui l'orgueil national allemand. Le pangermanisme semble avoir totalement contaminé les esprits dans le pays de Leibnitz, de Kant et de Gœthe. La grandeur de l'Allemagne a suscité une sorte d'idéalisme égoïste, exclusif, hargneux et pédant, qui soulève un enthousiasme sombre et brutal, mais étrangement unanime et résolu. On ne peut nier qu'il a développé jusqu'ici, dans les armées allemandes, une redoutable force morale.

Rien ne pourrait être imaginé de plus contraire à l'esprit socialiste, ni même à l'esprit simplement démocratique ou à l'internationalisme des intellectuels qu'un tel patriotisme conquérant, qui tendrait à établir la domination d'un peuple prétendu supérieur.

Et pourtant, le groupe des députés socialistes du

Reichstag a voté les crédits militaires. Il les a votés après avoir entendu Bethmann-Hollweg avouer que c'était l'Allemagne qui avait lancé les ultimatums tant contre la Russie que contre la France, et sans donner même de prétextes sérieux à ces actes. Les députés socialistes ont entendu Bethmann-Hollweg déclarer avec une stupéfiante tranquillité que l'Allemagne allait violer la neutralité belge, et n'invoquer pour cela aucune excuse, et pas un seul d'entre eux ne s'est levé pour crier : « C'est une honte ! » Au lieu de pareil cri, tel qu'ils en ont souvent poussé pour de médiocres forfaits, ils se sont contentés de mériter les applaudissements de toute la Chambre par la lecture d'une déclaration où ils disaient : « Nous nous en lavons les mains. » Après quoi, ils ont voté.

Bethmann-Hollweg était un haut fonctionnaire très quelconque. Eux, étaient les gardiens d'une idée, qu'ils ont trahie. C'est sur eux qu'est la honte.

Mais pourquoi ont-ils trahi l'idée qu'ils représentaient ?

D'instinct, les gens se disent que si le pangermanisme a troublé les cerveaux d'un si grand nombre de savants d'une valeur scientifique qui reste incontestée, au point de leur faire écrire d'énormes sottises, il a bien pu aussi se faire une place dans l'ensemble des idées des députés socialistes allemands. Il a pu trouver cette place d'autant plus aisément, même à leur insu, qu'ils avaient coutume de considérer le monde des phénomènes économiques comme le seul réel, en sorte qu'ils étaient moins choqués des contradictions qu'il pouvait présenter avec le monde politique sensible. Ils se savaient patriotes

allemands, mais ne se doutaient sans doute pas que leur patriotisme était hautain. Ils n'avaient pas la notion démocratique de la société des nations juridiquement égales. Ils avaient de la guerre une sincère horreur, et appliquaient autrement que les dirigeants de l'Allemagne la croyance à la supériorité de leur pays, mais ils ne répugnaient pas entièrement, — du moins beaucoup d'entre eux, — à l'idée d'une hégémonie allemande. Bref, ils étaient atteints, eux aussi, de la maladie pangermaniste.

On dira que tout accusé doit être entendu dans sa défense, et que, l'Allemagne s'étant soudain fermée le 31 juillet par la déclaration de l'état de danger de guerre, nous ne savons pas bien ce qui a pu décider les députés socialistes allemands à voter les crédits.

Cela est vrai, bien des renseignements manquent encore. Aussi le présent travail est surtout un dossier qui pourra être complété. Mais on connaît la séance du 4 août, et le discours de Bethmann-Hollweg auquel a répondu la déclaration de Haase. Cela suffit pour qu'il y ait lieu de dresser l'acte d'accusation. Le reste, après cela, ne sert plus qu'à comprendre la genèse du crime.

Et puis, les députés socialistes allemands ont eu toute liberté de se défendre. Les socialistes belges en ont directement interrogé plusieurs. Par l'intermédiaire des socialistes hollandais, on a connu des détails. A la conférence de Copenhague, un mémoire justificatif aurait pu être envoyé. Dans les journaux socialistes de langue allemande publiés en Suisse ou aux États-Unis, une défense pouvait être librement présentée. Dans la presse suédoise, et ailleurs, des représentants du parti socialiste allemand ont exposé

les raisons de sa conduite, et s'en sont montrés fiers. Les dirigeants du parti ne plaident pas les circonstances atténuantes. Ils sont contents d'eux-mêmes. Ce qu'ils écrivent ne fournit aucun renseignement nouveau, et prouve seulement combien leur maladie est grave.

Nous sommes donc en droit de les juger. Jugement qu'il y aura lieu peut-être d'amender légèrement plus tard, mais non de réformer, et qu'il est d'ailleurs nécessaire de prononcer dès maintenant : car la question se posera bientôt, dès avant qu'il soit question de paix, de savoir dans quelles conditions pourra revivre l'Internationale socialiste.

L'excuse que les socialistes français, avec un louable empressement, imaginaient au bénéfice des députés socialistes allemands, lorsque fut connu le vote des crédits, fut que sans doute les députés avaient été mal renseignés et trompés. Cette excuse disparut lorsque parvint le texte des discours prononcés. Il importe pourtant de savoir jusqu'où a été leur connaissance des négociations diplomatiques et comment ils les ont appréciées. Trompés, ils l'ont été certainement en quelque mesure. Laquelle? C'est ce qui est surtout recherché ici, par le moyen des articles du *Vorwärts*, et ce qui détermine les différentes parties du présent travail : période des négociations, jusqu'au 31 juillet, — la séance du Bureau socialiste international, — la période de l'état de danger de guerre, — les séances du groupe parlementaire et du Reichstag.

CHAPITRE I

LA CRITIQUE DES NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES (23-31 JUILLET)

A parcourir le *Vorwärts* de juillet, on est surpris d'y trouver une telle prédominance d'articles contre les armements et le militarisme. Surtout en première page, il semble qu'il n'existe pas d'autre question. Il est clair que les socialistes allemands avaient la sensation du danger bien plus que les socialistes français. Sensation, d'ailleurs, purement instinctive, simple réflexe causé par l'excitation chauvine de la presse bourgeoise. Il s'agit de considérations générales, et non d'analyses de la situation politique, comme c'était le cas dans une longue étude sur « le militarisme et la démocratie », qui se termine dans le numéro du 9 juillet.

Voici les titres d'un certain nombre d'articles parus les jours suivants, la plupart comme éditoriaux. Le 10 juillet, « La belle guerre ». Le 12, « Désarmement ». Le 13, « 80 000 cartouches! » (à propos des Mannesmann et du Maroc), et « Pour le rapprochement franco-allemand ». Le 14, « Les dreadnoughts menacés ». Le 15, « L'accroissement

des armements ». Le 16, « Le bravo du Kronprinz » (à propos des compliments adressés par celui-ci à l'auteur de la brochure intitulée *L'Heure décisive de l'empire allemand*, où il est dit que les adversaires de l'empire seront prêts au printemps de 1915). Le 17, « Le militarisme français » (à propos de l'interpellation Humbert). Le 18, « Pour expier Saverne » (à propos d'une condamnation d'un socialiste à qui l'affaire de Saverne avait inspiré des réflexions d'ordre général). Le 19, « Déjà un nouveau télégramme » (à propos de compliments encore adressés par le Kronprinz à un écrivain militariste, ce qui fait dire au journal : « L'immixtion politique continue du Kronprinz doit nous être le plus sérieux avertissement, plus instant que jusqu'ici, pour nous faire agir contre le régime personnel »). Le 20, « Lecture pour M. de Falkenhayn » (à propos d'un ouvrage intitulé *Vingt ans comme officier d'infanterie dans le Reichsland*, c'est-à-dire en Alsace-Lorraine).

Cependant l'archiduc héritier François-Ferdinand avait été tué le 2 juin. Depuis lors l'Autriche poursuivait son enquête sur l'attentat, de manière à en faire sortir la guerre depuis longtemps projetée contre la Serbie. L'attitude du gouvernement autrichien était bizarre : des bruits inquiétants se répandaient, puis on affirmait que l'on serait très modéré. Les milieux diplomatiques avaient compris qu'il se préparait des événements graves. La presse autrichienne, et plus encore la presse hongroise, était très excitée. L'*Arbeiter Zeitung* de Vienne, journal du parti socialiste autrichien, consacrait à la Serbie et à la politique extérieure du gouvernement austro-hongrois de longs articles presque quotidiens, où se

manifestaient à la fois une vive méfiance à l'égard du nationalisme serbe et une inquiétude chaque jour croissante à l'égard de la diplomatie autrichienne[1].

Pour le *Vorwärts*, ce ne fut là, jusqu'au 21 juillet, qu'une question secondaire, relayée à la simple information. A noter un seul article, du 16 juillet, « Démarches en Serbie », où l'on observe une médiocre bienveillance envers « cet État perturbateur qui n'a pas peu de chose sur la conscience ».

Mais, trois jours avant la remise de la note autrichienne, la question serbe passe au premier plan. Le ton change. L'article du 21 juillet est intitulé : « Encore des persécutions serbes », et, à l'exemple de l'*Arbeiter Zeitung*, il formule des réserves au sujet de l'attitude du gouvernement austro-hongrois :

Sur la culture politique qui sera foulée aux pieds par les dirigeants impériaux et royaux dans les provinces opprimées de la monarchie, on peut à bon droit différer d'avis; mais que ce soit persécuter les Serbes que de rendre, sous l'excitation de velléités de guerre noires-jaunes, le peuple serbe tout entier responsable de l'attentat d'un fanatique, avant même que l'on en connaisse les détails, sur ce point les opinions ne devraient pas être partagées.

Le jour où fut remise la note, 23 juillet, et par conséquent avant qu'elle fût connue, parut l'article « Signes de danger de guerre ». La typographie de l'original est ici respectée, comme elle le sera dans tous les extraits suivants :

... En vérité, le danger que l'on en vienne à la guerre avec la Serbie est aujourd'hui incomparablement plus grand que

1. Voyez l'Appendice II.

jamais, bien plus grave et proche qu'en 1908-9 et 1912-13.

... il est bien possible aussi que les gouvernants autrichiens *veulent la guerre*, et même que leur fièvre guerrière *soit encore attisée de Berlin.*

Il est bien possible... ce n'est pas une affirmation. Il est vrai qu'en pareille matière la certitude est difficile, et, même si l'on était sûr, il serait difficile d'affirmer. Mais le *Vorwärts*, dès la première heure, avant que soit connu le document si révélateur, a été clairvoyant. La vérité lui est apparue, au moins comme une possibilité. Et c'est bien à la guerre générale qu'il pense déjà. Car voici comme il précise à quoi l'on pourra reconnaître si le gouvernement allemand désire la paix :

... telles que sont les choses, l'idée panserbe est aujourd'hui le vrai danger de guerre européenne; de Belgrade vient la plus forte menace contre la paix de l'Europe civilisée. Mais alors le gouvernement de l'empire allemand devrait se résoudre à provoquer une démarche commune de toute l'Europe, c'est-à-dire de toutes les grandes puissances, qui appellerait les perturbateurs serbes au calme et à la froide raison. Mais la déclaration du journal du chancelier, qui déclare compter que le conflit restera « localisé » est plus un appel de l'Autriche à la guerre qu'un avertissement de donner la préférence à la paix. Un mois avant la grande revue du prolétariat international, nous vivons en Autriche des jours graves et pénibles.

On voit bien dans ce passage la grande méfiance à l'égard des Serbes. Ces perturbateurs sont bien ennuyeux. Mais il est trop facile de les mettre à la raison, si vraiment on ne veut rien de plus. La volonté et la responsabilité de l'Autriche et de l'Allemagne sont indiquées par le *Vorwärts*, parce que ce « plus » lui apparaît clairement.

Le 24 juillet, le texte de la note autrichienne est connu, et l'éditorial du 25, sous la manchette : « Guerre? » s'indigne contre l'Autriche :

Ils veulent la guerre, les gens sans conscience qui ont influence et font pencher la balance à la Hofburg de Vienne. Ils veulent la guerre, — c'était depuis des semaines le cri de la presse excitatrice noire-jaune. Ils veulent la guerre, — l'ultimatum autrichien le montre clairement au monde entier.

Suit la démonstration facile de la volonté belliqueuse de l'Autriche, qui aurait pu obtenir autrement satisfaction à tout ce qu'il pouvait y avoir de légitime dans ses réclamations, mais dont le but est de réparer les échecs de sa politique impérialiste dans les Balkans. L'article se termine ainsi :

C'était un crime, de la part de la presse chauvine d'Allemagne, d'exciter à l'extrême les idées belliqueuses du cher allié, et sans nul doute Herr v. Bethmann-Hollweg a promis à M. Berchtold de le couvrir. Mais on joue ainsi à Berlin un jeu tout aussi dangereux qu'à Vienne. Car, avec une politique d'aventure, on sait bien comment elle commence, mais non où elle finit, et si l'on en vient au grand conflit européen, **bien des choses peuvent, de la manière la moins désirable, s'en aller à vau-l'eau, qui sont comptées, même en Allemagne, parmi « les biens les plus sacrés »**. Aussi, de même que les classes ouvrières de tous les pays doivent immédiatement se tenir prêtes en vue du danger de guerre mondiale menaçant, le gouvernement allemand devrait, si la conservation de la paix lui tient à cœur, calmer à la douzième heure les furieux fanatiques de Vienne.

Telle est, et nulle autre, en face de l'horizon aux nuages noirs, **la volonté du peuple allemand**.

Et le lendemain, aussitôt connue la rupture des

relations diplomatiques entre l'Autriche et la Serbie, un manifeste est publié [1] :

MANIFESTE DU PARTI OUVRIER ALLEMAND

Les Balkans fument encore du sang de milliers d'hommes massacrés, la fumée y monte encore des villages dépeuplés et des villes pillées, des foules de sans-travail affamés, de veuves et d'orphelins, y parcourent le pays, et voici que la furie de la guerre, déchaînée par l'impérialisme autrichien, se prépare à frapper de nouveau l'Europe de mort et de ruine.

Si nous condamnons les projets du nationalisme panserbe, la provocation étourdie de la guerre par le gouvernement austro-hongrois appelle notre plus énergique protestation. Les exigences de ce gouvernement sont d'une brutalité inouïe dans l'histoire contre une nation indépendante, et n'ont pu être calculées qu'en vue de provoquer la guerre.

Le prolétariat d'Allemagne, au nom de la civilisation et de l'humanité, exprime sa protestation enflammée contre les intrigues criminelles des excitateurs de guerre. Il exige résolument du gouvernement allemand qu'il use de son influence sur le gouvernement autrichien pour la conservation de la paix, et que, si l'épouvantable guerre ne peut être empêchée, il ne se mêle en aucune manière au conflit. Aucune goutte de sang allemand ne doit être sacrifiée à la folle ambition des maîtres de l'Autriche ou aux calculs de profit de l'impérialisme.

Camarades, nous vous appelons à exprimer en de vastes meetings l'inébranlable volonté de paix du prolétariat. C'est une heure grave, la plus grave depuis des dizaines d'années.

1. Je n'ai pu avoir les numéros du *Vorwärts* du 26 au 31 juillet. Les extraits que j'en donne ici sont traduits sur la traduction suédoise parue dans le numéro documentaire de *Tiden* (août-sept. 1914), revue dirigée par Hjalmar Branting et Richard Sandler. Le premier des documents allemands donnés dans *Tiden* est le « Manifeste du parti ouvrier allemand », sans indication de date ni d'origine. Mais son contenu ne permet aucun doute sur la date, et on le trouve dans l'*Humanité* du 28 juillet.

Le danger s'approche. La guerre générale menace. Les classes dirigeantes, qui, en temps de paix, vous tiennent en servage, vous méprisent et vous exploitent, veulent maintenant se servir de vous comme chair à canon. Il est nécessaire que partout les gouvernants entendent votre cri : « Nous ne voulons pas de guerre! A bas la guerre! Vive la fraternité internationale! »

La position des socialistes allemands est jusque-là bien claire. Ils considèrent l'Autriche comme entièrement et seule responsable. Ils ne soupçonnent pas l'Allemagne de connivence, en dehors de « l'appui », — diplomatique, évidemment, — qu'elle a dû lui promettre. Ils voient l'engrenage qui peut amener la guerre générale. Ils estiment que c'est le rôle du gouvernement allemand d'intervenir à Vienne pour assurer la paix, et ils le lui disent. En même temps, ils affirment fortement la volonté de paix du prolétariat, et, en termes très voilés, ils indiquent la possibilité de la révolution sortant d'une conflagration universelle.

L'éditorial du 27 juillet cherche à montrer combien c'est l'intérêt du gouvernement allemand d'éviter la guerre.

Vraiment, il n'est pas nécessaire d'attribuer au gouvernement allemand une habileté supérieure et un excès de conscience pour croire à son intention sincère, à son désir loyal de maintenir la paix. Et l'on peut attribuer le même désir, sans hésiter, aux gouvernements des autres États européens. Car ils *doivent* bien savoir que le sol tremble sous leurs pas, et que par une catastrophe militaire, il peut s'ouvrir et les engloutir. Les chances de victoire ne sont nulle part acquises d'avance, — tout ce qui est certain, pour tous les États, c'est l'effroyable boucherie, la ruine économique, un Iéna intérieur.

Déjà des voix *italiennes* influentes ont exposé que l'Italie

ne pense pas à se laisser englober comme troisième membre de la Triple-Alliance dans une guerre amenée par l'aventure serbe de l'Autriche. Et c'est dans ces conditions que l'Allemagne, seule, avec une aveugle confiance de Niebelung, irait se mettre aux avant-postes pour la politique de casse-cou de l'Autriche, même au risque d'une guerre mondiale?

D'ailleurs, les gouvernements russes et français, par crainte des complications intérieures, sont pacifiques. Ces réflexions persuasives se terminent par l'examen de l'attitude des partis ouvriers, prêts à faire leur devoir pour empêcher la guerre.

... Il va de soi que le parti social-démocrate allemand aussi mettra ses troupes en ligne pour cette âpre lutte.

Le principal est que l'on empêche l'Autriche de nous sortir de nouvelles surprises!

La social-démocratie allemande rend le gouvernement allemand coresponsable de toutes les décisions futures de l'Autriche!

Le prolétariat international met tout en jeu pour empêcher toute aggravation de la situation!

Jusque-là, sauf en ce qui concerne l'Autriche, il n'y a guère que des considérations générales. Mais, le 27, on a enfin des données plus précises sur les pourparlers, dont la direction est appréciée dans l'éditorial du 28 juillet :

... Vraiment, il est grand temps que l'on en vienne aux plus sévères représentations diplomatiques et aux protestations populaires les plus puissantes.

Heureusement l'Angleterre a pris l'initiative pour la conservation de la paix et l'apaisement du conflit. Les quatre États neutres, Angleterre, France, Allemagne et Italie, suivant la proposition anglaise, prendraient le rôle de médiateurs. C'est une *proposition équitable pour tous*. Toute plainte *justifiée* de l'Autriche peut, dans ces conditions, compter sur la bienveillance. On peut faire fond là-dessus, puisque l'Allemagne et l'Italie en seraient. Donc, si l'Autriche ne veut pas la *guerre à tout prix*, mais seulement son

droit et des *garanties pour l'avenir*, il est impossible qu'elle refuse la médiation. . . . . .

Mais cette médiation suppose que *la raison l'emporte à Vienne, à Belgrade et à Pétersbourg....* Aussi est-ce la plus grossière excitation à la guerre d'encourager l'Autriche à marcher à fond, sans égards aux avertissements des puissances, et à donner le plus vite possible « une bonne leçon » à la Serbie. Ce ne sont que des *Catilinas politiques qui peuvent ainsi écrire, gens qui, derrière le dos du gouvernement allemand, et même contre son opinion exprimée, veulent créer une situation d'où sortirait nécessairement la guerre mondiale.*

C'est tout au moins, de la part de notre presse libérale, une myopie sans exemple de crier sans cesse : La guerre devrait être localisée, aussi serait-ce un crime misérable, si la Russie venait au secours de la Serbie, car cela obligerait les armées allemandes à se mettre en marche....

C'est tout de même *par trop risqué* de se fier à l'action des révolutionnaires (russes) et d'exciter au suprême degré la puissance, malgré tout considérable, du tsarisme et du panslavisme, *en encourageant l'Autriche à poursuivre la voie de la provocation la plus sauvage.*

Le pire danger de guerre en ce moment n'est pas le tsarisme, mais l'Autriche, obéissante à de mauvais conseils, qui vit sur la folle illusion qu'elle n'a qu'à donner le signal pour que toute l'Europe sonne la marche générale et présente la fleur de sa jeunesse comme victime expiatoire pour le meurtre du prince héritier.

Non, et mille fois non. Les peuples d'Europe se refusent à être menés comme troupeaux de bétail sans volonté à la boucherie.

Et plus loin, dans le même numéro, on trouve cet article sur la réponse serbe :

On n'a que maintenant connaissance plus précise de la réponse serbe aux *brutales exigences de l'Autriche*. L'extrait parvenu au public prouve quelles larges concessions la Serbie était prête à faire. Il n'y a presque pas un seul point de la note autrichienne qui n'ait trouvé dans la réponse serbe une prise en considération, même de l'acquiescement.

Certes, la Serbie ne veut pas se soumettre purement et simplement, ne veut pas renoncer à son indépendance, qu'une adhésion sans réserves aux demandes autrichiennes aurait jugulée. Mais la Serbie était prête à accueillir les prétentions autrichiennes dans la mesure où elles pouvaient se concilier avec la dignité d'un État autonome.

Suit le compte rendu de la réponse serbe, puis :

Si ces assurances n'ont pas satisfait l'Autriche, cela montre combien peu l'Autriche était disposée à vraiment éclaircir ce qui était l'objet de la note, et que le but de l'Autriche était *l'humiliation*, même bien plus, la *guerre* avec la Serbie.

Suit le compte rendu des observations du gouvernement sur la réponse serbe, et une critique de ces observations. L'article conclut :

Si la Serbie a proposé de s'en remettre pour le règlement du litige à un tribunal international, ceci ne nous paraît être ni une injure à l'Autriche, ni un indice que la Serbie se sent coupable; il s'agit bien plutôt ici d'une *voie très acceptable*. Si l'Autriche ne souhaite pas une telle recherche impartiale, cela indique plutôt que, *dans les cercles dirigeants d'Autriche, on ne se sent pas bien sûr de sa cause*.

C'est encore l'Autriche qui est la seule coupable. Mais l'initiative anglaise est approuvée. La presse allemande est blâmée. La confiance, marquée la veille, dans l'action du prolétariat russe alors en grève, s'affaiblit, et l'on redoute la puissance russe, — sans que pour cela la Russie soit accusée de vouloir troubler la paix. C'est bien l'Autriche qui est provocatrice, et l'avertissement donné à la presse allemande est déjà un avertissement discret au gouvernement allemand. A cette date, en effet, le rôle de l'Allemagne apparaissait peu encore. Dès

qu'il est bien visible, le *Vorwärts*, dans l'éditorial du 30 juillet, le fait clairement ressortir. Le journal socialiste montre d'abord le danger de la formule par laquelle l'Autriche prétend ne pas vouloir annexer de territoire serbe; outre que l'idée d'une telle expédition à titre de châtiment est moralement choquante, comment l'Autriche pourrait-elle s'arrêter, une fois l'expédition en cours? Et il continue :

L'Angleterre et la Russie ont échoué sur la suspension des hostilités autrichiennes jusqu'à nouvel ordre. L'Autriche a refusé, parce qu'elle veut d'abord laisser la parole aux fusils. L'Allemagne semble avoir jusqu'ici refusé d'appuyer cette demande, la première et la plus importante, celle qui est *décisive pour la question de la guerre mondiale*. C'est une position que nous ne parvenons pas à comprendre, une position qui impose précisément au gouvernement allemand la *plus épouvantable responsabilité*. Devant le peuple allemand, devant l'étranger, devant le forum de l'histoire du monde!

Déjà l'on dit en France, où l'on souhaite aussi ardemment que n'importe où la conservation de la paix du monde, que désormais personne ne peut considérer la Russie, mais uniquement l'*Autriche et son alliée l'Allemagne comme les allumeurs du feu universel, comme les véritables perturbateurs de la paix*.

Et en Angleterre c'est une idée admise que *l'empereur allemand*, en sa qualité d'allié et de conseiller de l'Autriche, peut, en secouant sa toge, faire sortir de ses plis *la paix ou la guerre*.

L'Angleterre a raison. Au point où nous sommes, *la décision dépend de Guillaume II*.

Le journal socialiste reconnaît que Guillaume II s'est montré loyalement pacifiste, surtout en ces dernières années. Mais des influences peuvent s'exercer, qui agissent en ce moment sans scrupule. Il n'y a qu'un moyen d'enrayer leur action :

Que l'Allemagne agisse sur l'Autriche, c'est ce qu'il faut aujourd'hui avant tout. La suspension d'armes peut seule ouvrir la voie à des négociations conciliantes et raisonnables....

Et le même jour, revenant sur la réponse serbe à la note autrichienne, le rédacteur allemand, que l'on a vu si peu bienveillant envers le gouvernement et même les revendications nationales serbes, s'indigne des scandaleuses prétentions de l'Autriche, qui veut par la force interdire même des sentiments. Du côté des alliés, c'est un point sur lequel, à mon avis, on n'a généralement pas assez insisté, et on n'a pu le faire plus vigoureusement que dans ce passage :

L'Autriche ne veut pas seulement que cesse la propagande panserbe *officielle*... Elle veut extirper du monde le fait politiquement inévitable d'une propagande grand-serbe, même si elle se tient dans les limites de la loi et du droit des gens, et cela en *contraignant la Serbie elle-même à étouffer* de la manière la plus scandaleuse toute libre expression d'opinion. *La Serbie jouera elle-même le rôle de bourreau de la pensée d'avenir serbe.* Jamais grand État n'a osé envers un plus petit une aussi extraordinaire exigence....

Il est d'une urgente nécessité que les puissances européennes fassent sentir à l'Autriche ce qu'il y a d'inouï dans une telle prétention. Si non, l'étranger devrait présumer que, derrière les exigences impossibles à satisfaire de l'Autriche, c'est simplement un prétexte de guerre qui est caché.

Ainsi, la responsabilité allemande apparaît à la fois dans son attitude diplomatique à propos de l'affaire autrichienne, et jusque dans la note à la Serbie. Mais celle-ci est une responsabilité initiale, beaucoup plus grave, par conséquent, et plus difficile à déceler. Le *Vorwärts* dit le moyen de reconnaître l'initiative de l'Allemagne : c'est de voir si

elle protège les prétentions autrichiennes. Ceci, qui est indiqué discrètement dans l'article du 30, est exprimé le lendemain avec force. Après avoir constaté que le danger de guerre se fait de plus en plus menaçant, l'article continue :

C'est la faute de la Russie, crient aujourd'hui en chœur les excitateurs de guerre allemands. Nous n'avons jamais été amis de la Russie du tsarisme, et nous avons mille fois déclaré que l'État du knout et des massacres ouvriers est le dernier à jouer le rôle de sauveur et libérateur des États balkaniques. Et, si *aucun* groupe du prolétariat socialiste international a jamais fait son devoir contre la politique d'aventure absolutiste et les criminelles tentatives de guerre mondiale, ç'a été le jeune et vigoureux prolétariat *russe*. Mais nos impérialistes, nos partis bourgeois et nos hommes d'État se vantent d'être des *politiques réalistes* qui font entrer en ligne de compte à chaque instant les facteurs politiques donnés, au lieu de présenter des revendications en l'air.

Comment ces « habiles » politiques réalistes ont-ils pu et peuvent-ils, ne fût-ce qu'un instant, perdre de vue qu'il fallait considérer *l'intime amitié de la Russie et de la Serbie* comme un fait, et compter avec ce fait. Comment a-t-on pu laisser l'Autriche manœuvrer à l'aveugle et heurter sans les moindres égards la politique du tsar, dont le gouvernement allemand a pourtant, d'habitude, indûment respecté les vœux, et qui un jour a reçu le télégramme : « Deuil russe, deuil allemand » ?

Mais ne parlons pas du passé, même du passé récent. Tenons-nous-en à la situation du jour. Examinons ce point de vue, que le conflit austro-serbe doit être « localisé ». Cette « localisation », l'Autriche et le gouvernement allemand se sont proposé de la réaliser. On ne pense à aucune guerre mondiale, assurent-ils. Il s'agit seulement de l'affaire entre l'Autriche et la Serbie, où aucune autre puissance n'a rien à voir. Mais que la Russie, malgré cela, vienne au secours de la Serbie, cela signifie l'intervention de l'Allemagne, bref, la guerre mondiale.

Même la Russie recule à l'idée de la guerre mondiale, — comme *tous* les États intéressés. Mais les gouvernements allemand et autrichien devraient pourtant comprendre que la Russie tsariste ne *peut* absolument pas, de son point de vue, abandonner *entièrement* son protégé la Serbie.

Certainement, sous la pression de sa situation intérieure et sous l'influence du gouvernement français résolument pacifiste, la Russie, malgré sa mobilisation, s'imposera la plus grande retenue et fera des concessions étendues. Mais qu'elle abandonne la Serbie *entièrement*, *à la merci* de l'expédition de châtiment de l'Autriche, cela paraît hors de toute prévision.

L'Autriche a solennellement déclaré qu'elle n'envisage aucune conquête *territoriale*. La Russie exige que soit aussi garantie l'indépendance *politique* de la Serbie. Voilà, en fait, le fond des choses.

L'Autriche veut-elle imposer à la Serbie des conditions qui la *rayeraient du rang des États indépendants*, au lieu de se procurer simplement des assurances contre de nouveaux troubles et attentats panserbes?

L'Autriche a, sur ce point, *à répondre clairement*. Un langage diplomatique équivoque et des menaces réciproques ne servent à rien ici. C'est ici que devrait être posée une *base claire pour des négociations et une entente*.

Et le pont de l'entente serait si facile à jeter, si l'on ne travaillait pas à la catastrophe avec une bêtise de taureau.

Cette fois ce n'est vraiment pas un mensonge conventionnel de dire que *tous* les États montrent leurs dispositions à des négociations loyalement conciliantes.... Et l'Autriche aurait *l'incompréhensible manque de conscience de rester sourde* à tout conseil de modération? Et *l'Allemagne* serait *résolue* à passer *par où le voudrait* un *pareil* camarade d'alliance, — au risque d'une guerre mondiale?

Nous ne pouvons pas le croire, encore aujourd'hui. De nouveau nous élevons la *plus haute protestation* contre une telle politique d'une *irresponsabilité sans exemple!*

Comme parti de la solidarité populaire internationale, nous adressons notre conseil et notre avertissement aux responsables de *tous* les peuples.

Nous avertissons la *Russie* que, par sa mobilisation, elle

crée un état qui peut amener les plus sanglants massacres, mais qui peut aussi amener la chute du tsarisme.

Nous conjurons la *France* d'exercer toute son influence sur la Russie, en sorte que celle-ci, avec sa lourde politique cosaque, n'implique pas aussi la France dans les horreurs imprévisibles de la guerre européenne.

Mais nous avertissons aussi de la façon la plus sérieuse, une fois de plus, *le gouvernement allemand* de ne pas trop tendre la corde. Le *peuple* allemand, — la démonstration du prolétariat allemand l'a montré, — veut la *paix*, veut les *négociations*, veut la *solution du conflit*.

Ce n'est pas la faute des socialistes allemands s'ils ont mis une semaine à comprendre les manœuvres des diplomaties autrichienne et allemande, puisque celles-ci, tout en agissant chacune pour son propre compte, se prêtaient une aide mutuelle si habile, que la plupart des diplomates étrangers ne parvenaient pas à deviner leur jeu. Il faudrait la comparaison, jour par jour, avec les journaux socialistes des autres pays, pour pleinement apprécier toute la pénétration et l'esprit vraiment objectif que manifeste cette série d'articles.

CHAPITRE II

L'ATTITUDE DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE ALLEMAND DANS L'INTERNATIONALE

Le *Vorwärts* a suivi pas à pas les démarches diplomatiques et en a vu la direction. Il s'est étonné de l'attitude des gouvernements allemand et austro-hongrois, en a signalé le danger, et a montré combien elle est injustifiable. Il a, par avance, fourni les arguments les plus décisifs contre ceux qui, plus tard, ont douté de la volonté agressive de l'Allemagne. Le pacifisme du grand journal socialiste n'a pas été sentimental et vague, et ne s'est pas réfugié dans les considérations générales, soit sur les malheurs de la guerre, soit sur les responsabilités indistinctes qui résultent du régime capitaliste et du système de la paix armée. Le rôle de chacun des États intéressés a été examiné séparément, et compris mieux que par la chancellerie impériale. La responsabilité de l'Allemagne, — indirecte peut-être, parce que c'est l'Autriche qui l'a engagée, mais plus probablement directe, — a été bien établie et affirmée.

Et ce jugement a une valeur d'autant plus grande que, visiblement, les articles ne sont pas écrits dans

un esprit d'opposition au gouvernement. Je veux dire par là que l'on n'y trouve aucune joie à prendre le gouvernement en faute. On ne cherche pas l'occasion de lui faire des reproches. Tout au contraire. Par moments, même, on cherche à le flatter. Quand le ton devient celui de la menace, elle est voilée. L'analyse des faits n'a évidemment été inspirée que par le plus sincère désir de comprendre. Pour en compléter les conclusions, il manque seulement une phrase : Si vous ne faites pas le nécessaire pour la paix, c'est que vous voulez la guerre.

Le *Vorwärts* a préféré croire, — ou sembler croire, — à la « bêtise de taureau » de la diplomatie impériale.

Par contre, si l'analyse des pourparlers diplomatiques est excellente, il ne faut pas chercher de réflexions générales sur le militarisme, le capitalisme, sur le caractère réservé de la diplomatie même dans les pays les plus démocratiques, sur le régime personnel en Allemagne, etc. Bien que les articles sur de tels sujets soient, d'habitude, très fréquents dans le *Vorwärts*, il semble qu'à ces idées doit revenir une place à part : il n'en peut plus être question dès qu'il s'agit de faits précis. Pourtant, il valait la peine de se demander pourquoi le gouvernement allemand allait ainsi au-devant d'un danger de conflagration générale aussi certain. La « bêtise de taureau » n'était tout de même pas une explication suffisante. Si le comité directeur du parti et la direction du journal y avaient bien réfléchi, s'ils avaient replacé par la pensée les faits particuliers de cette fin de juillet dans l'ensemble des conditions politiques de leur pays, peut-être auraient-ils été

amenés à une perception plus juste de la responsabilité, non présente seulement, mais ancienne et permanente, de leur gouvernement autocratique envers lequel ils s'étaient accoutumés à une trop facile tolérance. Mais peu d'entre eux, sans doute, étaient capables de rectifier leurs jugements sur l'empire en si peu de jours.

Du moins ne se contentèrent-ils pas, — ce qui, déjà, était utile, — de montrer dans leur journal combien ils voyaient clair. Ils organisèrent une véritable campagne de réunions publiques contre la guerre. Ils avertirent ainsi le peuple du danger prochain, et cherchèrent à contre-balancer l'action de la presse chauvine. Dans toute l'Allemagne, souvent dans des localités peu importantes, les réunions paraissent avoir été bien suivies. A Berlin, le mardi 28 juillet, un cortège se forma Unter den Linden, chantant l'*Internationale* et criant : « A bas la guerre ! » Il fallut des forces de police importantes pour le refouler. Il rencontra une contre-manifestation patriotique, et le sang coula.

Cependant le Bureau socialiste international, conformément à la décision du congrès de Copenhague (1910), qui l'invite « pour les cas de conflits internationaux, à faire l'entente, pour une action commune, entre les partis ouvriers des pays intéressés, afin d'empêcher la guerre », s'était réuni le 29 juillet. Les délégués de la Belgique, de la France, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la Pologne, de la Russie, de l'Italie, de la Hollande, de la Suisse, du Danemark, de l'Espagne et de l'Autriche-Hongrie, s'étaient réunis. Pour la France, il y avait Jaurès, Vaillant, Sembat, Guesde et Jean Longuet. Le seul

représentant de l'Allemagne, le premier jour, fut Haase, membre du Reichstag et président du *Partei Vorstand*, ou comité directeur du parti. Mais, comme représentant de la Pologne, il y avait Rosa Luxemburg, fougueuse militante de la social-démocratie allemande, qui venait d'être condamnée à la prison pour sa propagande antimilitariste. Les délégués de l'Autriche-Hongrie étaient Victor Adler, F. Adler, Nemec (Tchèque), et Burian (Hongrois). Il n'y avait pas de délégué serbe[1].

Victor Adler, l'un des vétérans les plus respectés de la social-démocratie, fut invité le premier à exposer la situation en Autriche, et à dire ce que les camarades autrichiens se proposaient de faire. Au nom des Allemands d'Autriche, il déclara que la guerre contre la Serbie était très populaire, et qu'il serait très difficile au parti socialiste de résister à ce mouvement d'opinion, parce que le public voyait dans la guerre un moyen de renforcer la cohésion de l'État austro-hongrois. Dans ces conditions, les socialistes se trouvaient complètement sans défense, et tout ce qu'ils pouvaient faire était : 1° préserver la classe ouvrière de l'infection belliqueuse et patriotique qui commençait à gagner le public autrichien ; 2° arriver à maintenir les organisations prolétariennes pendant la tourmente et après elle. Il conclut en demandant que le Bureau, en raison des circonstances, accordât un vote de confiance aux camarades autrichiens, condamnât les responsables de la guerre, et s'efforçât d'obtenir, de la part des pays directement intéressés

1. Les renseignements suivants, sur la séance du Bureau socialiste international, m'ont été fournis par Fabra Ribas, délégué espagnol, qui m'a autorisé à les publier.

dans le conflit, une pression sur leurs gouvernements respectifs pour éviter les complications qui pourraient résulter de l'état de choses actuel. Enfin, Adler déclara que l'on devait renoncer à la tenue du congrès socialiste international à Vienne.

Nemec, au nom des Tchèques, ne put que confirmer l'impuissanee du parti autrichien.

Les déclarations de Adler produisirent fort mauvais effet. Haase et Rosa Luxemburg, indignés, dirent que l'on ne pouvait continuer la discussion dans l'atmosphère créée par les discours de Nemec, et surtout de Victor Adler. On avait espéré autre chose des camarades autrichiens. Haase, toutefois, exposa ensuite l'attitude du parti socialiste allemand, et affirma que le Kaiser savait déjà le parti disposé à créer toutes sortes de difficultés pour empêcher la guerre. Des représentants officieux du gouvernement de Berlin ont essayé de tâter le terrain et se sont convaincus du grand désir existant dans la masse des socialistes de s'opposer aux projets des chauvins.

Jaurès insistait pour obtenir des précisions sur l'action positive que pourrait exercer le parti allemand. Parmi les dépêches qui arrivaient de temps en temps se trouva celle qui annonçait les troubles survenus à Berlin la veille au soir. « Nous avons commencé, dit Haase, à manifester publiquement notre hostilité contre la guerre. La protestation ne cessera pas, et si notre action s'est manifestée énergiquement dans la rue, elle se manifestera de même dans les casernes et dans l'administration de l'État. »

Le Bureau socialiste international décida que le congrès socialiste international aurait lieu à Paris

et que la date en serait avancée au 9 août. A l'unanimité les délégués votèrent la déclaration suivante :

Le Bureau socialiste international a entendu aujourd'hui en sa séance du 29 juillet les délégués de toutes les nations menacées par la guerre mondiale exposer la situation politique dans leur pays respectif. A l'unanimité, il a fait une obligation aux prolétaires de toutes les nations intéressées, non seulement de poursuivre, mais encore d'intensifier leurs démonstrations contre la guerre, pour la paix et pour le règlement arbitral du conflit austro-serbe.

Les prolétaires allemands et français feront sur leur gouvernement une pression plus énergique que jamais afin que l'Allemagne exerce sur l'Autriche une action modératrice et que la France obtienne de la Russie qu'elle ne s'engage pas dans le conflit. Les prolétaires de Grande-Bretagne et d'Italie, de leur côté, appuieront ces efforts de toutes leurs forces.

Le Congrès convoqué d'urgence à Paris sera l'expression vigoureuse de cette volonté pacifique du prolétariat mondial.

Mieux que les séances du Bureau socialiste international, sont connues les paroles prononcées dans la grande manifestation publique organisée à cette occasion à Bruxelles le mercredi 29 juillet. Le journal socialiste belge, *Le Peuple*, a publié ces discours presque *in extenso*, le lendemain matin. Vandervelde présidait, et donna d'abord la parole à Haase :

Le crime de la déclaration de guerre a fait une telle impression que des milliers de personnes sont ici.

A peine a-t-on vu les désastres des Balkans se terminer, que de nouveau le grand malheur est déchaîné. C'est ce moment que l'Autriche a choisi pour provoquer la guerre.

L'Autriche, depuis vingt-cinq ans, a voulu étrangler économiquement la Serbie.

L'ultimatum était donc, en réalité, une véritable provocation à une guerre voulue et désirée. La réponse de la Serbie fut, on le sait, rédigée dans un esprit tellement

modéré que, si la bonne foi était admissible du côté autrichien, la paix devait être assurée. L'Autriche voulait la guerre. Et ce qui est effroyable, c'est que cette folie criminelle peut couvrir de sang l'Europe entière.

Un télégramme a fait connaître aujourd'hui que l'Autriche ne voulait pas prolonger la guerre contre la Serbie, mais qu'elle voulait seulement occuper Belgrade pour infliger une leçon aux Serbes. Ce rôle de l'instituteur punissant l'élève n'est-il pas à la fois ridicule et odieux?

L'Autriche semble vouloir compter sur l'Allemagne, mais les socialistes allemands déclarent que les traités secrets n'engagent pas le prolétariat. Le prolétariat allemand dit que l'Allemagne ne doit pas intervenir, même si la Russie intervient. La bourgeoisie allemande pense que l'Allemagne devra intervenir parce que l'Autriche a attaqué la Serbie. Et, par conséquence non moins logique, mais non moins odieuse non plus, les bourgeois français pensent aussi que la France devra intervenir contre l'Allemagne.

Les prolétaires français pensent comme nous.

Que nos ennemis prennent garde! Il se pourrait que les peuples, fatigués de tant de misères et d'oppression, s'éveillent enfin et établissent la cité socialiste.

Hier, à Berlin, des milliers et des milliers de prolétaires ont protesté contre la guerre aux cris de : Vive la paix! A bas la guerre!

Discours d'une netteté parfaite, au moins sur un point: l'entière responsabilité de l'Autriche. Ceci était parfaitement conforme aux conclusions du *Vorwärts*. Et il faut croire que Haase était également d'accord avec les délégués autrichiens, puisque aucun d'eux ne prit publiquement la parole. Mais que devient la responsabilité du gouvernement allemand?

Elle disparaît par un double artifice. D'abord, Haase ne parle pas du gouvernement, c'est-à-dire d'une volonté manifestée par des actes positifs. Il parle seulement de la bourgeoisie allemande, c'est-

à-dire de tendances sentimentales sans action décisive. Aussi n'indique-t-il aucun des faits qui sont à la charge du gouvernement allemand, tandis qu'il a fort bien énuméré les chefs d'accusation contre l'Autriche. Ensuite, Haase rejette la responsabilité allemande, même celle de la bourgeoisie, sur l'alliance austro-allemande : on serait victimes des fautes du passé. Mais c'est bien de responsabilité actuelle qu'il s'agit. Le gouvernement allemand a connu la préparation par l'Autriche de son agression contre la Serbie, et y a consenti... ou bien, s'il a été assez stupide pour laisser faire sans avoir su et prévu toutes les conséquences, il n'y a pas de traité qui puisse l'engager envers un allié pareil. C'est, du moins, le *Vorwärts* qui raisonne ainsi, et il est singulier que la social-démocratie allemande n'ait pas profité de cette occasion pour montrer devant le prolétariat international la même sévérité envers le gouvernement impérial. On ne peut croire, pourtant, que Haase se soit retenu, « parce qu'il parlait devant des étrangers », conformément à la mentalité bourgeoise, de formuler un blâme à l'adresse de son gouvernement.

Cette manière de mettre en cause l'alliance austro-allemande comme unique origine de l'intervention, et par suite de la responsabilité allemande, avait un autre et grave inconvénient, mais qui est en même temps une explication. La responsabilité française, du même coup, devenait toute pareille et égale. Sans doute l'initiative française ne viendrait qu'en dernier rang (on ne pensait pas encore, à ce moment, à l'Angleterre), mais l'initiative allemande ne viendrait pas au premier, puisqu'elle se produirait après

les déclarations de guerre de l'Autriche à la Serbie et de la Russie à l'Autriche; et l'Allemagne et la France seraient toutes deux entraînées dans un conflit qui leur était étranger, à l'une comme à l'autre, par le mécanisme identique de leur fidélité à leurs alliances respectives. Fausse similitude, car le gouvernement allemand avait soutenu l'Autriche sans réserve, dès le début, si même il ne la menait pas, tandis qu'il n'était pas besoin des recommandations anglaises et françaises pour que le gouvernement russe fût aussi pacifiste qu'il pouvait l'être. Mais Haase mettait ainsi à la fois l'Allemagne et le parti socialiste allemand en meilleure posture vis-à-vis de la France et du parti socialiste français, les responsabilités des deux gouvernements, et par suite des deux sections de l'Internationale, se trouvant égalisées par cet artifice. Comment pourrait-on reprocher au parti allemand de ne pas exercer une action plus efficace, si le parti français, dans une situation pareille, ne faisait pas mieux que lui?

Car les deux partis étaient venus à Bruxelles pour s'interroger. « Eh bien! qu'avez-vous fait pour la paix, et que ferez-vous encore? — Et vous? » Mais la position n'était pas la même. Le parti allemand était sans puissance effective, tandis que le parti français pouvait peser sur le gouvernement. Or c'était en Allemagne qu'une pression était utile. Nul ne savait encore que le gouvernement impérial était le vrai provocateur de la généralisation du conflit, mais, parmi les grands journaux sérieux, le *Vorwärts* était celui qui avait le plus approché de la vérité sur ce point, en quoi il avait fait œuvre utile. Mais à Bruxelles, et devant le parti français, la so-

cial-démocratie allemande n'avouait ni à quel point l'Allemagne officielle était coupable, ni à quel point l'Allemagne socialiste et prolétarienne était passive et impuissante.

Pour répondre aux socialistes allemands, les socialistes français étaient fort embarrassés. D'abord ils ne voulaient pas les humilier, en leur reprochant leur impuissance trop réelle, au moment de leur demander un effort. Puis, ils croyaient à la responsabilité principale de l'Autriche, et, d'autre part, ils se méfiaient des intentions pacifiques de la Russie, — double raison de se représenter les positions des partis allemands et français comme moins dissemblables qu'elles ne l'étaient en réalité, — en sorte qu'ils ne pouvaient rien demander à leurs camarades allemands sans promettre, en échange, de faire au moins autant. Enfin, ils savaient que le parti allemand était sans action sur son gouvernement, et que, par suite, force était bien de se contenter de simples affirmations pacifistes, et, tout au plus, de manifestations publiques pour la paix.

Jaurès, bien qu'il souffrît ce jour-là d'une forte migraine, parla le dernier, « au nom de la France et de l'Internationale », et fut salué par une interminable ovation, ce qui le fit débuter ainsi :

> Citoyens, je dirai à mes compatriotes, à mes camarades du parti en France, avec quelle émotion j'ai entendu, moi qui suis dénoncé comme un sans-patrie, avec quelle émotion j'ai entendu acclamer ici le souvenir de la grande Révolution.

C'est sans doute « le pays auquel reste attaché le souvenir... » qu'il faut lire, et cette affirmation patrio-

tique, jointe à l'évocation du souvenir des temps héroïques dont il s'était fait l'historien, est, à ce moment, tout un programme : celui de l'attitude à la fois militaire et politique qu'il eût désiré, quelques jours plus tard, voir prendre par le pays, pour sauver la patrie en danger. Mais il n'insiste pas, car il s'agit d'abord de sauver la paix, si possible. Après avoir souligné le rôle de l'Autriche, il accuse nettement l'Allemagne, puis il affirme sans aucune réserve le pacifisme du gouvernement français. C'était bien là l'essentiel de la réponse qu'il fallait faire à Haase.

Et l'Allemagne? Si elle a connu la note austro-hongroise, elle est inexcusable d'avoir permis une pareille démarche. Et si l'Allemagne officielle n'a pas connu la note autrichienne, quelle est cette sagesse gouvernementale? Quoi! vous avez un contrat qui vous lie et qui vous entraîne à la guerre, et vous ne savez pas ce qui va vous y entraîner? Je demande quel peuple a donné un exemple pareil d'anarchie.

Si l'on pouvait lire dans le cœur des gouvernants, on ne pourrait y voir si vraiment ils sont contents de ce qu'ils ont fait. Ils voudraient être grands; ils mènent les peuples au bord de l'abîme; mais, au dernier moment, ils hésitent; le cheval d'Attila effarouche encore, mais il trébuche. Cette hésitation des dirigeants, il faut que nous la mettions à profit pour organiser la paix.

Nous, socialistes français, notre devoir est simple; nous n'avons pas à imposer à notre gouvernement une politique de paix. Il la pratique. Moi qui n'ai jamais hésité à assumer sur la tête la haine de nos chauvins, par ma volonté obstinée et qui ne faillira jamais de rapprochement franco-allemand, j'ai le droit de dire qu'à l'heure actuelle le gouvernement français veut la paix et travaille au maintien de la paix.

Le gouvernement français est le meilleur allié de paix de cet admirable gouvernement anglais qui a pris l'initiative de la conciliation. Et il donne à la Russie des conseils de prudence et de patience.

Après quoi il montre qu'il accepte trop facilement, — exemple donné, d'ailleurs, à certains moments, par notre diplomatie, — le parallélisme de notre position à l'égard de la Russie et de la position de l'Allemagne à l'égard de l'Autriche. Enfin, avec une puissance d'optimisme et d'illusion qui lui était naturelle, mais qu'il avait systématiquement développée en lui parce qu'il croyait que l'optimisme est sain et propice à l'action, Jaurès termine en exprimant sa satisfaction des bagarres antiguerrières qui avaient eu lieu la veille à Berlin. Il parle de cent mille manifestants, et voit dans ce fait un service rendu à la cause de l'humanité.

Il ne s'agit pas ici de Jaurès. Son discours offre toutefois cet intérêt de préciser la portée des articles du *Vorwärts* et des paroles de Haase. Mais le discours de Jaurès paraît avoir été fort mal compris par les socialistes allemands. Ils en ont retenu ce qui leur a plu, et ils ont déformé le reste. Ce fut, on le sait, le dernier discours qu'il prononça. Le surlendemain, un fou qui avait trop lu la presse nationaliste lui tira une balle en plein cerveau. Dans le *Vorwärts* du 2 août, un article nécrologique encadrant un portrait de Jaurès le considère avant tout comme le grand propagandiste du rapprochement franco-allemand, comme si cette idée avait été vraiment prédominante dans son action. Il est vrai qu'elle lui tenait au cœur. Mais parmi combien d'autres! Et il importerait surtout de montrer, à côté de cela, quel admirateur passionné il a toujours été de la tradition révolutionnaire française et de toute l'histoire du socialisme français. En même temps que le grand organe socialiste mutilait ainsi la pensée de Jaurès, il supprimait

l'essentiel de ses paroles, dans la citation d'un passage de son dernier discours :

> Moi qui toute ma vie ai dit bien haut la vérité dans mon pays, j'ai aujourd'hui le droit de porter témoignage pour mon pays devant l'Europe. Je déclare hautement que le peuple français, en cette heure d'excitations guerrières et de provocations, veut la paix absolue, sans arrière-pensée ni réserve, loyalement et ardemment, et ne désire que la voir durer.

Comme on le voit par la comparaison avec le texte du *Peuple*, a disparu l'affirmation très nette, évidemment réfléchie et voulue à cette place, du fait essentiel que le gouvernement français est résolument pacifiste, et en cela d'accord avec le gouvernement anglais, tandis que les deux empires germaniques sont les perturbateurs de l'Europe. Elle est remplacée par l'affirmation assez banale des sentiments pacifistes, bien certains *a priori*, de la masse de la population française.

Il y eut, à Bruxelles, de la part des socialistes allemands, moins de fermeté dans l'analyse de la situation diplomatique, en ce qui concernait le rôle de l'Allemagne, que n'en avait montré jusqu'alors le *Vorwärts*. La gêne éprouvée par Haase devant les représentants du parti socialiste français suffit à expliquer cette attitude. Il n'a pas voulu charger le gouvernement impérial, parce qu'il aurait ainsi rendu plus lourde la tâche que le Bureau socialiste international aurait dû exiger de son parti. Il ne voulait pas être acculé à cet aveu humiliant : Nous, la plus grande section de l'Internationale, fière de ses quatre millions d'électeurs, nous sommes impuissants, nous ne comptons pas dans notre pays

et n'avons nulle voix au chapitre, nous ne pouvons rien de plus qu'élever une vaine protestation. Son parti avait, à ce moment, les meilleures intentions, mais Haase a promis en son nom plus que le parti ne pouvait tenir. Il n'a pas voulu aggraver la mauvaise impression produite par Adler. Devant les délégués français, il n'a pas voulu faire l'aveu de la faiblesse réelle de son parti. Il a bluffé. Cette attitude était déjà regrettable. Mais, ensuite, la déformation des paroles de Jaurès dans l'article nécrologique du 2 août est un détail qui révèle un état d'esprit moralement beaucoup plus grave. Quoi de plus impressionnant pour les lecteurs du *Vorwärts* que l'affirmation solennelle des dispositions pacifiques du gouvernement français, faite par Jaurès dans son dernier discours, et lue quand il vient d'être tué? On a escamoté cela. Il est vrai que l'article nécrologique est du 2 août, et la suite montrera quelle brusque transformation s'est opérée dans l'esprit des chefs du parti social-démocrate allemand, aussitôt que la guerre est devenue certaine.

CHAPITRE III

DE L'ÉTAT DE SIÈGE A LA SÉANCE DU 4 AOUT

On a vu que les dirigeants du parti social-démocrate allemand, quoique peu bienveillants envers les Serbes, et très méfiants à l'égard du gouvernement russe, ont su démêler avec une remarquable clairvoyance, du 23 au 31 juillet, d'abord la volonté autrichienne d'opérer, par une guerre localisée, sa mainmise sur son petit voisin, et ensuite la responsabilité de l'Allemagne elle-même dans le conflit général qui menaçait, et dont toutes ses interventions favorisaient l'explosion. Ils ont agi jusque-là, en faveur de la paix, à la fois par leur campagne de réunions publiques, et par leurs articles, qui auraient eu la valeur d'un avertissement donné à leur gouvernement, si celui-ci avait pu croire à une action consécutive. Mais, au moment décisif, il faut constater un changement dans l'attitude des socialistes allemands.

Les événements ont marché. Le 31 juillet, lorsque les délégués allemands au Bureau socialiste international furent revenus à Berlin, ils apprirent la déclaration du *Zustand der drohenden Kriegsgefahr*,

ou « état de danger de guerre menaçant », qui annonçait la mobilisation, fermait le pays, équivalait à l'état de siège pour tout ce qui concernait la presse, le droit de réunion et les associations. La mobilisation générale était ordonnée en Autriche, en Russie, en Belgique. On savait que Guillaume et Nicolas échangaient des télégrammes. On pouvait donc concevoir encore quelque espoir, mais bien léger. L'Empereur, revenu à Berlin, avait dit de son balcon :

Une heure grave a aujourd'hui éclaté sur l'Allemagne. Partout des envieux nous contraignent à une juste défense. On nous pousse l'épée dans la main. *Si au dernier moment mes efforts ne réussissent pas à faire réfléchir nos adversaires et à sauver la paix*, j'espère qu'avec la volonté de Dieu nous manierons l'épée de telle sorte que nous puissions la remettre avec honneur au fourreau. La guerre exigerait de nous d'énormes sacrifices en vies et en biens. Mais les adversaires connaîtraient ce que c'est que d'exciter l'Allemagne. Et maintenant je vous recommande à Dieu, allez à l'église, agenouillez-vous devant Dieu et demandez son secours pour notre brave armée [1].

Voici le manifeste publié à l'occasion de la déclaration de « l'état de danger de guerre menaçant » :

Camarades,

L'état de guerre est déclaré. L'instant prochain peut apporter la déclaration de guerre. La plus dure épreuve sera ainsi imposée non à notre peuple seulement, mais à tout notre continent,

Jusqu'à la dernière minute le prolétariat international a fait son devoir, de ce côté et de l'autre côté de la frontière,

1. D'après le *Vorwärts* du 1er août. Le passage en italique est donné dans le journal en caractères espacés.

et mis en œuvre toute sa force pour conserver la paix et rendre la guerre impossible. Si nos sérieuses protestations, si nos efforts toujours renouvelés ont été vains, si les conditions dans lesquelles nous vivons ont été encore une fois plus fortes que notre volonté et la volonté de nos frères de travail, il nous faut maintenant regarder fermement en face ce qui peut arriver.

L'épouvantable entredéchirement des peuples d'Europe est l'affreuse confirmation de ce que, depuis plus d'une génération, nous avons crié, mais vainement, pour avertir les classes dirigeantes.

Camarades, ce n'est pas avec une impassibilité fataliste que nous traverserons les événements prochains. Nous demeurerons fidèles à notre cause, nous resterons unis, pénétrés de la grandeur de notre mission civilisatrice.

Les femmes en particulier, sur qui le poids des événements retombe double et triple, ont, en ces heures graves, le devoir d'agir dans l'esprit socialiste pour le haut idéal de l'humanité, afin que la répétition de ce malheur sans nom soit évitée, et que cette guerre soit la dernière.

Les règles rigoureuses de l'état de guerre atteignent avec une effrayante sévérité le mouvement ouvrier. Des actes irréfléchis, des sacrifices inutiles et mal compris, feraient du tort en ce moment non seulement aux individus, mais à notre cause.

Camarades, nous vous exhortons à patienter, dans l'inébranlable conviction que l'avenir appartient malgré tout au socialisme qui unit les peuples, à la justice et à l'humanité.

LE COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI.

Berlin, 31 juillet 1914.

On trouve, dans ce manifeste, la même idée que dans les déclarations ou articles des socialistes français au même moment, ou plutôt le même désir : que cette guerre, au moins, soit la dernière. Mais pour les socialistes, et l'on peut même dire pour tous les soldats français, ce désir était plus qu'un

vœu pieux. Il donnait pour eux un sens à la guerre elle-même. Ils voulaient vaincre le militarisme prussien, où ils voyaient le seul obstacle à la paix. Dans le manifeste allemand, au contraire, que signifie cette formule vaine qui ne se rattache à aucune action? Cette proclamation est un aveu de totale impuissance. On se courbera sous l'orage, et l'on attendra qu'il passe. Deux idées seulement sont indiquées. L'une : Sauvons les organisations, restons unis, pour que le mouvement ne soit pas trop atteint. L'autre, et c'est la plus nettement exprimée : Pas de bêtises! Soyons bien sages, il faut subir ce que l'on ne peut empêcher. Cette recommandation, d'ailleurs probablement inutile, était au moins prématurée, alors que la mobilisation allemande n'était pas encore officiellement déclarée, et qu'un espoir de conserver la paix, si léger fût-il, existait encore. C'était aller au-devant des vœux du gouvernement, et lui dire d'avance : « Vous pouvez être bien tranquille, ce n'est pas nous qui vous dérangerons. »

Dans ces conditions, il est clair que l'analyse des pourparlers diplomatiques ne pouvait être poursuivie, dans le *Vorwärts*, d'une manière aussi vigoureuse que les jours précédents. On peut penser aussi que la censure n'aurait plus permis désormais une liberté aussi grande. Pourtant, il ne faut pas nous exagérer le changement qui s'est produit, en Allemagne, dans la vie des journaux. Il a été beaucoup moins grand qu'en France. Chez nous, l'*Humanité* s'est réduite soudain à deux pages, le 2 août, avec la plupart des autres journaux. Le *Vorwärts* a continué à paraître sur dix et douze

pages, comme toute la grande presse allemande, avec feuilleton, suppléments et annonces. Et l'Allemagne n'a pas été aussi fermée, du moins aux nouvelles, qu'on le croit généralement. Les socialistes allemands ont continué à être assez bien informés des négociations. S'il y a eu un changement de ton dans leurs articles, il a tenu beaucoup plus à un changement dans leur état d'esprit qu'à celui des conditions de vie de la presse. Voici les réflexions sur les événements du 31 juillet.

L'HEURE FATALE DE L'EUROPE

Le destin épouvantable que, avertisseurs, nous avons prédit, à la marche duquel nous nous sommes opposés de toutes nos forces, paraît devoir se réaliser : **la déclaration de la guerre.** L'état de guerre est déjà proclamé en Allemagne, et doit, d'après les paroles du chef des armées, être immédiatement suivi de la **mobilisation.**

L'ultime décision peut donc survenir à tout instant, et la dernière étincelle du plus timide espoir de paix est sur le point de s'éteindre. Guillaume II lui-même a parlé vendredi soir, et en ses paroles résonnait l'effrayante gravité de la situation. Si ses efforts pour la paix n'ont pas de succès au dernier moment, **la guerre est inévitable.**

L'espoir de conserver la paix est d'autant plus faible, qu'aujourd'hui, au milieu des plus fiévreux préparatifs de toutes les nations, une nervosité compréhensible rend singulièrement difficiles les négociations calmes et les réflexions raisonnables. Et pourtant le pays qui **rendrait au monde civilisé tout entier un immense service que les générations de l'avenir loueraient comme un haut fait d'humanité**, ce pays-là serait celui qui conserverait le plus longtemps **son sang-froid et la force de ses nerfs.**

Car **la paix pourrait encore être conservée**, si l'on réussissait à formuler des conditions conciliantes, que l'Autriche, aussi bien que la Russie, pourrait accepter. Mais ces conditions devraient tenir compte de l'état de choses

politique donné, et ne pas laisser hors de considération le rôle de la Russie dans la politique. Ce point de vue, exposé par nous à maintes reprises, est maintenant défendu aussi dans le *Berliner Tageblatt* par Walter Rathenau, qui est, dans les cercles industriels, l'une des personnalités dirigeantes.

D'après ce que dit savoir le mi-officieux *Lokal Anzeiger*, il paraît que l'empereur, en fait, a encore vainement essayé, au dernier moment, de faire admettre par la Russie des bases d'accommodement acceptables. La Russie a répondu par la *mobilisation générale de son armée*.

Cette mobilisation russe ne nous paraît pas une raison pour ne pas *continuer les négociations les plus sérieuses, les plus patientes* du point de vue de *la plus loyale politique de paix*. Personne ne peut savoir si la Russie ne tient pas pour nécessaire de continuer à pousser activement ses préparatifs de guerre uniquement parce que le *Lokal Anzeiger*, par sa singulière bévue, a faussement publié la mobilisation allemande[1]. D'ailleurs, l'Allemagne n'a pas de raison de devenir nerveuse à cause de la mobilisation russe, puisque la Russie, par suite de l'organisation de son armée et de l'étendue du pays, a besoin pour mobiliser d'un temps infiniment plus long que l'Allemagne.

On a donc encore le temps de négocier, et de détourner l'effrayant sinistre de l'humanité civilisée européenne, en particulier de l'Allemagne, qui, d'après les paroles de Guillaume II lui-même, aurait à souffrir « d'énormes sacrifices de biens et de sang », si vraiment ce destin était inévitable.

Nous ne pouvons encore, à l'heure actuelle, le tenir pour inévitable, parce qu'aucun État, aucun groupe de puissances ne peut compter avec certitude sur la *victoire, les lauriers et les bénéfices politiques. Toutes* les parties doivent donc être disposées à un *juste accommodement*, si seulement on trouve la bonne voie. Et, à notre avis, précisément dans une situation aussi difficile et compliquée, il ne doit y avoir aucun plus haut triomphe pour un chef d'État que

1. Dans la journée du 31 juillet, un numéro exceptionnel du *Lokal Anzeiger*, annonçant la mobilisation allemande, avait été crié et vendu dans les rues de Berlin, puis confisqué.

de détourner par **son énergie, sa ténacité et son inaltérable sang-froid**, l'effroyable destin de toutes les nations, et particulièrement de son *propre peuple*, si étrangement entraîné dans le malheur commun!

Walther Rathenau demande que les conditions des deux parties soient publiées. Cela n'aura lieu probablement que lors de la réunion du **Reichstag** prévue par le gouvernement pour le 4 août, au moment de la déclaration de guerre. Alors on connaîtra l'exposé *officiel* de l'affaire, qui sera peut-être aussi présenté par le voisin en des *publications de littérature officielle*. La *Russie* et la *France* décriront naturellement les choses de *leur* point de vue. Mais quel récit se rapprochera le plus des faits *véritables*, c'est **l'avenir** seulement qui le mettra en lumière, ce sont **les recherches d'histoire objective** qui l'établiront.

De telles considérations sur « à qui la faute? » arrivent trop tard aujourd'hui, et surtout arriveraient trop tard aussitôt après la déclaration de guerre attendue. Trop tard non seulement parce que, avec la suspension de la liberté de la presse, toute expression d'opinion indépendante a cessé, mais aussi parce qu'il serait aujourd'hui oiseux de philosopher sur ce qu'il eût mieux valu faire ou ne pas faire.

Aujourd'hui, à la dernière heure, à l'heure encore la plus décisive, il s'agit seulement *d'une* question : comment la **guerre**, malgré tout, peut-elle encore **être évitée?** Et nous ne pouvons que résumer notre opinion, **l'opinion de millions et encore de millions de gens du peuple allemand**, afin d'avertir encore une fois les responsables **qu'il faut rassembler toutes les forces, toute l'énergie, toute l'habileté froidement calculatrice pour la conservation de la paix!** Le prolétariat socialiste de tous les pays est, *dans le même esprit, passionnément actif* en face de *tous* les gouvernements!

Si toutefois l'horreur devenait réalité, si la guerre des peuples noyait l'Europe dans des vagues de sang, une chose est certaine : **la social-démocratie ne porte en rien la responsabilité des événements prochains!**

On peut remarquer dans cet article la suite des idées exprimées les jours précédents. Il y est,

notamment, insisté de nouveau sur la nécessité d'admettre, comme un fait, le rôle de la Russie protectrice des peuples slaves, et l'on s'appuie avec empressement sur l'opinion concordante de Walther Rathenau. De plus, une idée nouvelle apparaît. La mobilisation générale de la Russie a naturellement été tout de suite présentée par la presse officieuse et la presse bourgeoise comme une preuve des dispositions belliqueuses de la Russie et comme une menace qui justifie en réponse les mesures les plus graves. A cela le journal socialiste oppose l'argument décisif que l'Allemagne, par des raisons évidentes d'ordre technique, n'a pas à s'inquiéter de la mobilisation russe, et peut continuer à négocier avec calme : toute valeur est ainsi d'avance retirée au prétexte que le gouvernement allemand pourrait trouver dans la précaution russe, d'autant plus que celle-ci est justifiée, à la fois par les mêmes raisons d'ordre technique, et par l'annonce prématurée parue dans le *Lokal Anzeiger*.

Mais, d'autre part, la critique du *Vorwärts* a faibli. On se contente de dire que le gouvernement peut encore sauver la paix. On ne lui reproche plus les actes qui montrent une volonté contraire. L'annonce du *Lokal Anzeiger*, journal officieux, n'est qu'une « singulière bévue ». On cherche à flatter l'empereur en lui faisant pressentir les louanges qu'il pourrait mériter. On fait semblant de croire aux paroles qu'il a prononcées de son balcon : « Si ses efforts pour la paix n'ont pas de succès au dernier moment.... » On le supplie presque, et on lui promet un « haut triomphe ». Ce n'est pas une attitude fière.

Et l'on renonce à la critique. Que savons-nous? et que saurons-nous, le 4 août? Rien de plus que ce que le gouvernement voudra bien nous dire. Ceci pourrait être un avertissement donné au gouvernement qu'il ne devra pas compter sur la naïveté du groupe socialiste parlementaire et lui faire accepter un exposé truqué des négociations diplomatiques. Si, en France, on eût été placé dans les mêmes conditions, c'est le sens qu'on eût donné à ce passage. Mais là, il signifie évidemment : Nous comptons trop peu pour qu'on nous renseigne, nous n'avons qu'à subir ce que l'on nous impose, sans même savoir d'où cela vient. C'est l'aveu de la faiblesse, et, par là, un encouragement à en abuser. Encouragement d'autant plus précieux pour Guillaume qu'il faisait tous ses efforts pour brouiller les responsabilités, car c'était pour lui le moyen d'entraîner son peuple, et tout spécialement d'empêcher la social-démocratie de se prononcer contre la guerre. En renonçant d'avance à porter un jugement, le *Vorwärts*, dès le 1er août, faisait inconsciemment le jeu de Guillaume.

Et le journal conclut : « La social-démocratie ne porte en rien les responsabilités des événements prochains. » Certes! Les mineurs ne sont pas responsables.

Je note encore une phrase déconcertante : celle où est annoncée « la réunion du Reichstag, prévue par le gouvernement pour le 4 août, au moment de la déclaration de guerre ». Le rédacteur a écrit cela sans s'y arrêter, sans s'étonner. Admet-il que la déclaration sera d'initiative allemande, ou croit-il que le kaiser s'attend à une agression russe? Il ne le dit pas. Il sera bientôt fixé, car, en dernière heure,

le journal annonce, d'après la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, l'ultimatum adressé par l'Allemagne à la Russie.

Au cours de la journée du 1er août, est donné l'ordre de mobilisation générale en Allemagne et en France, et la guerre est déclarée par l'Allemagne à la Russie. Mais la nouvelle de cette déclaration, faite à Saint-Pétersbourg par l'ambassadeur d'Allemagne à 7 heures 30 du soir, ne parvint au gouvernement allemand, paraît-il, que le lendemain, et indirectement, ayant été sans doute retardée par le télégraphe russe : ce fait résulte d'une communication officielle du 2 août à la presse. Ce qui est certain, c'est que la presse ne connut pas la déclaration le 1er. C'est dans ces conditions que fut rédigé l'article du *Vorwärts*, qui parut en seconde page, dans le numéro du 2, la première page étant consacrée à Jaurès.

La mobilisation allemande signifie-t-elle la guerre? La déclaration de guerre *n'a pas* encore paru, et même **les relations diplomatiques entre l'Allemagne et la Russie ne sont pas encore rompues**. Il subsiste donc encore une dernière faible possibilité de conserver la paix du monde. Le *Militär-Wochenblatt* lui-même fait ressortir dans son dernier numéro que « une mobilisation *ne doit pas avoir nécessairement pour conséquence la guerre;* elle peut *être décrétée comme une extrême mesure de précaution*, comme, par exemple, en 1912, par l'Autriche-Hongrie ».

Et, quand même, d'après tout l'ensemble des faits, l'espoir d'une entente entre les puissances au dernier moment ne serait **qu'extrêmement minime**, c'est encore le **devoir le plus sacré** de tous les hommes politiques conscients de leur responsabilité **de ne négliger aucune tentative pour écarter de l'Europe et de leur propre patrie les suites monstrueuses, aux incalculables répercussions, d'une guerre mondiale.**

Que les relations diplomatiques ne soient pas encore rompues, c'est là sans doute la *preuve* que le *gouvernement allemand partage notre manière de voir*, que les mesures de préparation militaire **ne doivent pas inévitablement entraîner l'effroyable choc.** Et rien ne satisferait mieux le plus ardent désir du peuple allemand et de tous les peuples que de voir au dernier moment **l'épée remise au fourreau et la bannière de la paix déroulée.**

Dans une édition spéciale, l'officielle *Gazette de l'Allemagne du Nord* donne *un exposé du conflit*. En ce qui touche le côté militaire de la question, on y lit que déjà, le 26 juillet, on avait des informations sûres d'une mobilisation russe, mais que l'État-Major russe avait toujours, et jusqu'au 29 juillet, donné à l'attaché militaire allemand l'assurance que la mobilisation n'était faite que dans des régions frontières de l'Autriche. L'organe officiel écrit ensuite, sur l'aggravation de la crise qui a conduit à la mobilisation allemande, ce qui suit :

« Le 29 juillet, l'empereur a reçu du tsar un télégramme, dans lequel l'empereur de Russie formulait l'instante prière que l'empereur allemand vînt à son secours *en ce moment si sérieux*. Il le priait de prévenir le malheur d'une guerre européenne, de faire tout son possible *pour retenir son alliée d'aller trop loin*. Le même jour, l'empereur répondit, par un télégramme assez long, que, pour répondre à l'appel d'amitié et d'aide formulé par le tsar, il se chargeait volontiers de ce rôle d'intermédiaire. Comme conséquence de cet échange de télégrammes, une action diplomatique a été aussitôt introduite à Vienne. Tandis que cette action suivait son cours, on a reçu la nouvelle officielle que la Russie avait mobilisé contre l'Autriche-Hongrie. Immédiatement, l'empereur signala, dans un nouveau télégramme, que le rôle d'intermédiaire qu'il avait accepté sur les instances du tsar *était compromis*, sinon rendu impossible, par la mobilisation russe contre l'Autriche-Hongrie. Malgré cela, l'action introduite à Vienne a été continuée, et le gouvernement allemand a chaudement appuyé les propositions faites par l'Angleterre, propositions qui allaient dans le même sens.

« C'est sur ces propositions d'arrangement que doit porter

aujourd'hui la décision de Vienne. Mais, avant qu'elle ne se soit produite, le gouvernement allemand a reçu la nouvelle officielle que l'ordre de mobilisation a été lancé à l'armée russe toute entière ainsi qu'à la flotte russe. Alors, l'empereur a adressé un dernier télégramme au tsar, lui faisant remarquer que la responsabilité de la sécurité de l'empire l'obligeait à prendre des mesures défensives; qu'il était allé, dans ses efforts pour maintenir la paix du monde, *à l'extrême limite de ce qui était possible*; que ce n'était pas lui qui portait la responsabilité du malheur qui menaçait le monde entier; qu'il était toujours resté fidèle à l'amitié pour le tsar et pour l'empire russe; que la paix de l'Europe pouvait encore maintenant être conservée, *si la Russie cessait de menacer l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.*

« Donc, pendant que le gouvernement allemand était entré en négociations sur les instances de la Russie, celle-ci avait mobilisé toute sa force armée et a ainsi menacé la sécurité de l'Empire allemand, qui, jusqu'à cette heure, n'avait encore pris aucune mesure militaire extraordinaire.

« C'est ainsi qu'est arrivé le moment qui appelle la force armée allemande à agir, sans qu'il y ait provocation de la part de l'Allemagne, mais plutôt contre la volonté de l'Allemagne manifestée par les faits. »

Dans des éditions spéciales inspirées, visiblement officieuses, ces communications ont été complétées : l'ordre de mobilisation aurait été donné par l'empereur parce que, à six heures du soir, il ne serait pas encore parvenu de **réponse russe à l'ultimatum allemand.**

Puis, à propos de cet exposé, il est *très digne de remarque* que l'aggravation de la situation s'est produite *juste* au moment où une **proposition anglaise de conciliation** appuyée par l'Allemagne avait certainement pour objet un **accord général définitif**, et aurait ainsi **assuré la paix**. Car l'influence de l'Angleterre sur la France, et par là sur la Russie, est tout aussi grande que l'influence de l'Allemagne sur l'Autriche. La conciliation, dans ces conditions, ne *pouvait* manquer!

Et c'est en un *pareil* moment que le pire devait se produire, et que l'Europe devait être infailliblement précipitée

dans la plus effroyable aventure de guerre de l'histoire universelle!

Et uniquement par suite de la méfiance réciproque et « par extrême prudence », non seulement en Russie et en Allemagne, mais probablement aussi en France, *la mobilisation* s'accomplira?

Et un autre fait surprend aussitôt. Comment *accorder* la *prière instante* du tsar à l'empereur allemand pour lui demander « aide » avec la continuation de la mobilisation et l'absence de réponse à la note? Le tsar, en affirmant son amour de la paix peut fort bien être tout à fait *sincère*, — tant à cause de la situation intérieure de la Russie que par l'horreur d'une guerre mondiale grosse de malheurs; et il n'aurait joué qu'une *comédie?* Ou bien peut-être, — l'histoire en a donné de trop nombreux exemples, — une camarilla belliqueuse aurait-elle, en Russie, accompli sa besogne néfaste?

Les télégrammes de Guillaume II n'auraient-ils pu, même, être en partie soustraits au tsar?

La mobilisation allemande, assure-t-on, a suivi parce qu'on voulait éviter d'être surpris, qu'il fallait être prêts à *toute* éventualité. Mais alors, justement dans le sentiment de sa force et de sa préparation à la lutte, l'Allemagne ne se pardonnerait pas de rien négliger en vue d'un effort pacifique sincère, si difficiles que soient les négociations.

La paix peut encore être maintenue si la Russie cesse de menacer l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, a déclaré Guillaume II dans son dernier télégramme. On a *paré* au danger de la mobilisation russe par la mobilisation beaucoup plus rapide de l'Allemagne. Il s'agit maintenant de poursuivre les tentatives de loyale entente.

Ce n'est nullement dans le fond même de la question que gisent les difficultés. Nous l'avons démontré bien des fois. D'autant plus dangereux, par contre, est le zèle excessif des subalternes, et de certains milieux tout à fait irresponsables, qui par leur politique peuvent à leur gré contrecarrer les vues du gouvernement et de Guillaume II lui-même. Quel *accompagnement singulier* aux télégrammes de l'empereur, que la « bévue » du *Lokal Anzeiger*, qui devait exercer sur l'attitude de la Russie la plus grave

influence, et les menaces de guerre passionnées d'une certaine presse, déclarant que l'on était allé « aux limites du possible » pour éviter « le malheur qui menace le monde ».

« *Le malheur qui menace le monde.* » C'est bien le mot juste. Car le malheur, quelque chose d'incompréhensible, d'immense, de monstrueux, un destin terrifiant menace l'humanité, si le dernier espoir de la paix s'écroule.

Il n'y a plus trace de critique. Le journal socialiste compte sur la bonne volonté du Kaiser, et ne doute pas de son pacifisme. Il lui rappelle seulement que l'Allemagne est forte, que sa mobilisation la met à l'abri, et qu'il peut donc négocier sans inquiétude. Il ne voit, du côté allemand, aucun autre danger pour la paix que l'action de quelques individus ou institutions privées, irresponsables, et surtout de la presse chauvine. Il paraît oublier que le *Lokal Anzeiger*, qu'il cite comme exemple, est un journal officieux, et que sa fameuse bévue n'a pu se produire que par l'oubli d'un contre-ordre ou par une manœuvre voulue. Il croit que l'Allemagne appuie la proposition anglaise de médiation à quatre.

Il ne comprend d'ailleurs pas qui pourrait désirer la guerre, et constate que la paix, à n'examiner que le fond du conflit, pourrait aisément être maintenue. Il pense même que le tsar a pour la paix un amour tout à fait sincère, et que la fâcheuse attitude du gouvernement russe doit être plûtôt attribuée aux intrigues d'une camarilla. Il est ainsi amené à n'attribuer l'origine de la guerre imminente qu'à un simple malentendu déploré de tout le monde. Conception enfantine de gens découragés, dont l'esprit n'est plus capable d'une analyse sérieuse des faits.

On a beaucoup dit que la diplomatie allemande

avait montré peu de sens psychologique, et cela est vrai. Pourtant il nous faut reconnaître l'habileté avec laquelle le gouvernement s'est servi de tous les textes qui pouvaient influencer l'opinion allemande, et particulièrement des télégrammes échangés entre Guillaume et Nicolas. Le communiqué du 2 août était un exposé tendancieux de leur contenu, et servit à justifier la déclaration de guerre. La contradiction entre les deux mobilisations russes successives et les dépêches envoyées par le tsar aux mêmes moments faisait apparaître l'échange de télégrammes, — bien que d'initiative allemande, — comme une astucieuse manœuvre de Nicolas II. Le rédacteur du *Vorwärts* comprend bien que l'histoire des pourparlers ainsi présentée est étrange, au moins incomplète, et il imagine des intrigues possibles. Mais il admet que la Russie, — camarilla ou tsar, — s'est mise dans son tort, et il n'a plus d'autre objection contre la guerre que le fait même de la mobilisation, qui met l'Allemagne à l'abri des surprises. Deux jours plus tard, le texte même des télégrammes fut donné, lorsque l'interprétation officielle avait déjà bien pénétré les esprits.

Malgré l'importance prise soudain par ces dépêches, comment le journal n'insiste-t-il pas sur le fait si grave, et mieux connu, de l'ultimatum? N'est-ce pas l'acte décisif qui désigne la puissance agressive, puisqu'il n'est expliqué que par la mobilisation russe, et que celle-ci, d'après le *Vorwärts* lui-même, ne justifie pas la rupture des négociations? Sans doute il serait gênant de s'étendre sur un fait qui met trop en évidence la responsabilité du gouvernement. Le temps est passé de la libre critique.

Mais ce qui me frappe surtout dans l'article du 2 août, c'est l'accent de désespoir. Le rédacteur est tout désemparé. Il raisonne sur les événements de la journée par habitude, et parce que c'est sa fonction. Mais il n'a qu'une pensée : trouver encore un moyen d'espérer, et c'est pourquoi il fait confiance au Kaiser, et va jusqu'à croire, — lui, un socialiste allemand, — aux sincères sentiments humains du tsar. On dirait qu'il vient seulement de réaliser dans son esprit l'horreur de la guerre, et qu'il en éprouve une émotion toute nouvelle. Jusque-là, sans doute, il savait que la guerre est effroyable, mais il le disait froidement, car elle n'était guère pour lui que le thème de déclarations générales. Dans la guerre, il voyait surtout l'attitude prise par son parti. C'est ainsi que, au cours des négociations, il a pu, d'un esprit libre et ferme, discerner, au moins comme une hypothèse probable, la réalité pourtant bien dissimulée. Depuis le 31 juillet, la guerre n'est plus un sujet d'articles. Elle est imminente, et menace le parti, le pays, la civilisation. Le rédacteur en est abasourdi. De la lecture du *Vorwärts*, j'ai retiré cette impression que les socialistes allemands ne croyaient pas la guerre possible. Elle était pour eux un mythe, ou du moins un danger aussi lointain qu'il le fut pour nous depuis la fin du boulangisme jusqu'au commencement des affaires marocaines.

Dans le numéro du 3 août, l'article de tête, très court, ne renferme plus aucune analyse des événements, mais des lamentations seulement. Il termine ainsi :

En face de tels orages dont le fracas entoure aussi notre cause, la cause du socialisme, nous n'avons *qu'un seul* vœu :

Puisse ce massacre général des peuples prendre fin aussitôt que possible, afin que toutes les forces puissent de nouveau être rendues utilisables pour la pacifique civilisation humaine, et avant tout pour le noble travail de libération de l'humanité!

Immédiatement après l'expression douloureuse de ce souhait peu confiant vient un article d'un autre ton, écrit évidemment par un autre rédacteur, et sans aucun artifice typographique. C'est un article de réflexions générales sur la manière dont la social-démocratie doit considérer une guerre avec la Russie en l'an 1914.

LA LUTTE CONTRE LE TSARISME

Dans les cercles dirigeants, on sait très bien de quelle importance est le sentiment populaire pour la conduite d'une guerre. Dans les ouvrages de notre littérature militaire, il y a sur ce sujet beaucoup de formules très belles et vraies. Et le Reichstag aussi doit être employé à l'effet d'influencer l'état d'esprit du peuple. Il est, au plus haut degré, caractéristique de notre état politique, que la pensée de faire appel à la représentation populaire ait été traitée avec mépris et moquerie par la presse conservatrice et patriote. Pour elle, le peuple allemand consiste toujours en une masse de sujets, qui n'ont pas à demander d'abord pourquoi l'on doit faire la guerre mondiale, à qui l'on commande le patriotisme, et qui sont alors patriotes par ordre. Mais le chancelier de l'empire n'est pas si sot. Il sait très bien, comme ancien officier de cavalerie, qu'il faut d'abord lâcher un peu la bride à un cheval qui va devoir donner son dernier, son suprême effort. Et maintenant que le peuple allemand doit partir pour la guerre mondiale contre la France, la Russie, et sans doute aussi contre l'Angleterre, on ne peut, dans cette situation, le traiter selon la recette des Junkers : avec le fouet et l'éperon. Au contraire : on tapote amicalement son cou puissant, et on lui dit de bonnes paroles!

Et ce n'est pas seulement dans le traitement du peuple allemand en général, c'est aussi dans le traitement du peuple travailleur en particulier, de la social-démocratie, que l'on s'écarte de la méthode des Junkers. Tandis que la presse conservatrice, à la joie de l'étranger, insulte comme coupable de haute trahison le plus fort parti du Reichstag, on cherche à persuader d'autre part la social-démocratie que la guerre, aujourd'hui imminente, est en réalité une ancienne revendication social-démocratique. La guerre contre la Russie, la guerre contre le tsarisme souillé de sang, et, comme il est appelé depuis quelques jours dans la presse naguère enthousiaste du knout, contre le tsarisme sans foi, n'a-t-elle pas été une revendication social-démocratique depuis toujours? Bebel, même, n'a-t-il pas voulu prendre le fusil, quand il s'agissait de la Russie? Et Lassalle, Engels, Marx, en leur temps, n'ont-ils pas formellement demandé la guerre contre la Russie? Donc, hourra! vive la guerre contre la Russie, la guerre essentielle et vitale de la social-démocratie!

Telle est, en fait, l'argumentation d'une partie de la presse bourgeoise, la partie la plus intelligente, et cela prouve quelle haute importance on accorde à la partie du peuple allemand qui est derrière la social-démocratie. C'est pourquoi on ne dit plus : « Deuil russe, deuil allemand », mais : « A bas le tsarisme! » Il est vrai que, depuis qu'autrefois les chefs de la social-démocratie ont demandé la guerre démocratique contre la Russie, celle-ci n'a plus été uniquement le rempart de la réaction, elle est aussi devenue le foyer de la révolution. Abattre le tsarisme est maintenant l'affaire du peuple russe en général, et du prolétariat russe en particulier. Et c'est justement en ces dernières semaines que l'on a eu de nouveau la preuve de la vigueur avec laquelle la classe ouvrière russe s'est mise à la tâche que l'histoire lui impose. Hier encore, la presse a annoncé que la révolution a éclaté dans trente-cinq villes de la Russie. Que cela soit exagéré ou prématuré, le petit père n'en est pas moins sur un volcan en éruption, et nul ne le sait mieux que lui-même. Et toutes les tentatives nationalistes des vrais Russes pour détourner du tsarisme la haine des masses, et déchaîner une meute réactionnaire contre l'étranger, avant tout contre l'Allemagne, ont jusqu'à pré-

sent échoué. Le prolétariat russe sait trop bien que son ennemi n'est pas de ce côté de la frontière, mais dans son propre pays. Rien n'était plus désagréable aux excitateurs nationalistes, aux vrais Russes et aux panslavistes, que la nouvelle des grandes démonstrations pour la paix de la social-démocratie allemande. Oh! quelle allégresse eût été la leur, si le contraire avait eu lieu, s'ils avaient pu dire au prolétariat révolutionnaire russe : Qu'est-ce que vous voulez?... la social-démocratie allemande est à la tête des instigateurs de guerre contre la Russie! Et le petit père à Pétersbourg aurait respiré à pleins poumons, et dit : Voilà la nouvelle qu'il me fallait! Maintenant la révolution russe, mon plus dangereux ennemi, a les reins cassés! La solidarité internationale du prolétariat est brisée! Maintenant je peux déchaîner les brutes nationalistes! Je suis sauvé.

On se rappelle qu'avant la déclaration, et pendant les premières semaines de la guerre, la Russie fut représentée par le gouvernement allemand, et considérée par toute la population, comme la provocatrice et la responsable. Le gouvernement cherchait ainsi à rendre la guerre populaire. L'article du *Vorwärts* cherche à déjouer cette tactique. Mais il met le journal en violente contradiction, le 3 août au matin, avec la déclaration qui devait être adoptée par la fraction socialiste du Reichstag, quelques heures plus tard.

CHAPITRE IV

LA SÉANCE DU 4 AOUT

Le gouvernement impérial avait annoncé pour le 4 août une séance du Reichstag, et dès son numéro du 2 août le *Vorwärts* avait convoqué les députés socialistes, qui devaient se réunir la veille, soit le 3 août, pour tenir une séance « importante ». Rien n'a paru dans le journal sur les décisions qui devaient être prises. Elles n'ont été discutées que dans les conciliabules des membres du comité directeur et des députés socialistes. Aussi est-il très difficile de savoir ce qui s'est passé.

Mais, avant d'en venir à la réunion du groupe socialiste parlementaire allemand, il faut mentionner d'abord une démarche qui fut faite à Paris. Le 1er août, — le jour même où fut décrétée la mobilisation tant en Allemagne qu'en France, — Müller, membre du comité directeur du parti socialiste allemand, se présenta devant le groupe socialiste parlementaire français réuni au Palais-Bourbon. Son arrivée était tout à fait imprévue. Il était venu en automobile par la Belgique, et il avait eu de la peine, dit-il, à trouver son chemin. Camille Huys-

mans, Belge, et secrétaire du Bureau socialiste international, l'accompagnait.

Müller parla en allemand, puis son discours fut traduit. Il dit qu'à son départ il était chargé d'une mission, mais son voyage avait été long, et les événements se précipitaient, en sorte qu'il ne savait pas si sa mission tenait encore. Au nom du comité directeur du parti socialiste allemand, il devait demander aux camarades français ce qu'ils comptaient faire, car les socialistes allemands estimaient désirable que l'on s'entendît pour adopter une même attitude.

L'Internationale réprouve la guerre, qui ne devient légitime que dans le seul cas où une nation est attaquée. Mais il est toujours extrêmement difficile de savoir qui est l'agresseur et qui est attaqué. En général, le gouvernement qui veut la guerre cherche à provoquer l'adverssire de manière à se la faire déclarer par lui, en sorte que l'acte même de la déclaration n'a pas grande signification. La recherche des responsabilités, en pareille matière, est assez vaine. Ce ne sont pas, d'ailleurs, les responsabilités immédiates, même s'il se trouve qu'elles soient assez apparentes, qui comptent le plus. Or, les vraies responsabilités sont partagées entre tous les États, puisque, au fond, c'est le régime capitaliste lui-même qui est le vrai coupable, c'est lui qui a produit le système de la paix armée et la concurrence des armements, et qui a excité les passions chauvines. La guerre n'est qu'une manifestation particulièrement odieuse du régime. Au capitalisme guerrier, l'Internationale doit opposer son idéal pacifique. En face de l'anarchie des intérêts bourgeois dont la concurrence s'exaspère jusqu'à

la guerre mondiale, le prolétariat socialiste international doit affirmer son unité. En Allemagne, disait Müller, il ne pouvait pas être question pour les socialistes de voter les crédits de guerre. Le groupe socialiste parlementaire ne s'était pas encore réuni pour délibérer à ce sujet, mais sur ce premier point il n'y avait pas d'hésitation. Deux courants existaient : l'un pour le refus des crédits, l'autre pour l'abstention. Ne pourrait-on se mettre d'accord, des deux côtés de la frontière, pour manifester l'unité de l'Internationale, en convenant, par exemple, de s'abstenir des deux côtés [1] ?

La discussion qui suivit n'intéresse pas mon sujet, qui est uniquement l'attitude du groupe socialiste parlementaire allemand. Je crois toutefois pouvoir donner la réponse qui fut faite à Müller. Je l'emprunte à une enquête faite par les socialistes belges [2] :

... Le délégué du comité directeur du parti allemand insista fortement pour qu'une ligne de conduite semblable fût adoptée des deux côtés. En réponse, il fut déclaré qu'un accord à ce sujet était très désirable; mais il fut observé, d'autre part, qu'une attitude semblable était seulement possible si les circonstances étaient identiques dans les deux pays; que si la France était attaquée en dépit de ses efforts évidents en faveur de la paix, les socialistes ne pourraient pas refuser les crédits pour la défense du pays. Le délégué allemand en convint, et, dans la conversation qui suivit, déclara que le vote des crédits était impossible en Allemagne. Personnellement, il estimait que l'abstention même

1. Ceci était écrit déjà, lorsqu'il a été question de la visite de Müller dans la presse française. V. l'appendice I.

2. *Justice*, organe officiel du Parti socialiste britannique, 31 déc. 1914.

n'était pas suffisante, et qu'il importait d'émettre un vote contre. Les renseignements très précis recueillis plus tard montrent que le délégué allemand parvint à rentrer à Berlin et à rendre compte de sa mission avant la séance du Reichstag et la discussion du groupe.

Que signifiait l'intervention de Müller? Ses premières paroles, cette mission qu'il accomplissait sans savoir s'il en était encore chargé, n'avaient pas fait bonne impression sur quelques députés, qui, dès lors, estimaient sa démarche singulière. On peut en effet se demander, surtout après que l'on a vu des socialistes allemands accepter de leur gouvernement des missions diplomatiques, ou même policières, si Müller n'a pas été un autre Südekum. Il est clair que le gouvernement impérial, s'il avait pu agir sur les socialistes français, n'aurait rien négligé pour les faire voter contre les crédits de guerre, ou simplement pour s'assurer leur abstention, de même que, à l'inverse, il n'a rien négligé pour obtenir le vote des crédits par les socialistes allemands. S'il avait pu atteindre ce double résultat, quel argument n'en aurait-il pas tiré pour sa justification?

Mais un soupçon ne suffit pas. Müller n'a pas été, par la suite, au nombre des socialistes que l'on a vus se compromettre dans des missions louches ou manifester des tendances particulièrement chauvines. Sa mission, bien que singulière, n'avait rien d'équivoque : le fait même que Camille Huysmans a consenti à l'accompagner depuis Bruxelles et à se faire son introducteur prouve combien, selon le jugement du secrétaire du Bureau socialiste international, elle paraissait importante et recommandable. Et ses paroles qui avaient le plus contribué à

causer un malaise étaient justifiées : il était vrai que les événements marchaient vite, et que sa mission aurait peut-être été différente, s'il l'avait reçue le jour de son arrivée, et non le 30 juillet. Car il a dû partir, au plus tôt, le 31 juillet, de très bonne heure. Sa mission lui a donc été donnée par le parti socialiste allemand, et par le parti seulement.

Mais alors il faut admettre que le comité directeur du parti, lorsqu'il a confié cette mission à Müller, était d'avis qu'il fallait voter contre les crédits de guerre, ou sinon, la manœuvre infâme, qui ne nous aurait pas étonné de la part du gouvernemcnt impérial, devrait être mise au compte du comité directeur.

Or, cela est parfaitement conforme à ce que nous avons lu. Jusqu'au 31 juillet, la critique des négociations diplomatiques est faite avec clairvoyance et fermeté. La responsabilité de la diplomatie allemande est décelée. Les délégués du parti au Bureau socialiste international sont revenus ce jour-là de Bruxelles, ils ont raconté la déception causée par l'attitude d'Adler, et l'insistance de Jaurès à leur demander : « Et vous, qu'allez-vous faire pour la paix? » A ce moment, sans doute, il paraissait évident qu'il faudrait voter contre les crédits. Il n'était même pas besoin pour cela de délibération préalable. Et alors, la situation s'étant aggravée dans la journée au point qu'il ne restait vraiment plus d'espoir que la paix pût être maintenue, l'idée vint d'informer les camarades français et de s'entendre avec eux afin d'adopter une attitude commune.

Il y a là, cependant, une idée qui nous choque : celle d'une attitude commune, alors que les situations

sont différentes. Elle nous choque surtout maintenant que nous savons à quel point la guerre est l'effet de la volonté agressive de l'Allemagne et à quel point elle était voulue et préparée contre la France. Il faut se rappeler qu'alors l'Allemagne se montrait belliqueuse et hautaine, il est vrai, mais semblait encore entraînée par son alliance avec l'Autriche dans un conflit qui n'était pas le sien, de même que la France était entraînée par son alliance avec la Russie. Nous ne voyons plus, aujourd'hui, que ce fait : l'Allemagne a, sans même un prétexte, envahi la Belgique et la France. Le 2 août, la situation paraissait moins simple. Elle était moins simple surtout pour les Allemands, situés entre la France et la Russie, peu rassurés sur les dispositions pacifiques du gouvernement russe, et à qui le gouvernement allemand avait grand soin d'indiquer la Russie comme le vrai provocateur et le véritable ennemi. De ce côté, les responsabilités pouvaient encore sembler partagées.

Et puis, il faut bien le dire : l'idée d'une attitude commune venait aussi, pour une part, de cette phraséologie socialiste par laquelle les socialistes allemands avaient accoutumé de justifier à leurs propres yeux leur passivité. Ce grand parti, si fier de sa masse et de son organisation, et en même temps si résigné à son impuissance, se réfugiait dans les formules théoriques et dans une sorte de fatalisme de savante apparence, qui le consolaient de son inaction réelle. L'idée d'une attitude commune correspondait à la conception doctrinale de la solidarité prolétarienne internationale en face des États capitalistes, conception juste seulement lorsque l'on ne

considère rien d'autre que les phénomènes d'ordre économique. A un moindre degré qu'en Allemagne, cette phraséologie avait cours aussi parmi beaucoup de socialistes français. Elle ne tenait pas compte de faits tels que le sentiment national. Aussi fut-elle bien vite oubliée, en Allemagne comme en France, aussitôt que le sentiment national devint le fait prépondérant.

Ceci est une première explication du vote des crédits par les socialistes du Reichstag, le 4 août. Jusqu'au 31 juillet environ, ils avaient été des socialistes purs, à l'allemande, des êtres en quelque sorte irréels, abstraits. Le 4 août, ils étaient redevenus de simples hommes, d'autant plus emportés par leurs passions instinctives. Mais on sent bien qu'une telle explication a elle-même le défaut d'être trop théorique, au mauvais sens du mot, c'est-à-dire pas assez vivante.

Le gouvernement ne manqua pas d'exercer une action. Hermann Wendel, rédacteur antimilitariste du *Vorwärts*, député, celui qui avait, quelques mois avant la guerre, terminé un discours au Reichstag par le cri de « Vive la France ! », profita d'un passage à Bruxelles avec un convoi d'approvisionnement, au mois de septembre, pour aller « serrer les mains des camarades de la Maison du Peuple ». Ceux-ci l'ayant reçu assez froidement, une discussion fort vive s'éleva au sujet du vote des crédits. Wendel déclara qu'il était certain qu'une entente existait entre la France et la Belgique pour laisser passer les troupes françaises qui devaient attaquer l'Allemagne. Les Belges protestèrent contre cette fable. Wendel répliqua que, « au cours d'une

entrevue secrète qui eut lieu entre des socialistes allemands et un membre du gouvernement avant la séance du 4 août, celui-ci montra des documents qui rendirent impossible au groupe de refuser le vote des crédits de guerre [1] ».

Karl Liebknecht, passant à Bruxelles à son tour peu après, fut interrogé sur ce fait. Il n'avait connaissance ni de l'entrevue secrète, ni des documents. Il n'avait eu connaissance de la violation de la neutralité belge que par le discours de Bethmann-Hollweg.

L'entrevue secrète n'est connue, je crois, que par le seul témoignage de Wendel, qui était heureux d'y recourir pour échapper aux reproches des socialistes belges. Dans ces conditions surtout, le témoignage serait insuffisant. Mais l'entrevue est tellement probable *a priori* que l'on peut bien l'admettre, et alors les paroles de Wendel sont intéressantes par les précisions qu'elles fournissent. Ce fut une entrevue avec « des socialistes allemands », tellement secrète qu'il n'en fut pas question au groupe parlementaire, non plus, bien entendu, que des documents montrés, puisque Liebknecht ne connut ni le fait de l'entrevue, ni l'existence des documents. Il semblerait donc que le gouvernement a choisi quelques députés socialistes qui lui inspiraient une particulière confiance, et qu'il les a munis de renseignements, — faux, naturellement, — utiles à colporter, mais en leur recommandant la plus grande prudence. Les communications n'auraient eu lieu qu'en tête à tête et à voix basse.

1. *Justice*, 31 déc. 1914.

D'après des renseignements recueillis au cours d'une sérieuse enquête belge auprès des socialistes hollandais qui ont pu circuler en Allemagne et causer avec des membres du Reichstag, la déclaration du parti qui fut lue à la séance du 4 août aurait nécessité trois jours de discussion[1]. Or, on a vu que la réunion du groupe était annoncée dans le *Vorwärts* du 2 août, pour le 3, à 11 heures du matin. Si donc on a mis trois jours à peser les termes de la déclaration, il faudrait croire qu'elle fut l'œuvre, non du groupe lui-même, mais de quelques-uns de ses membres, qui auraient commencé à la rédiger dans le sens du vote des crédits dès le 1er août, c'est-à-dire à un moment où il semble bien que l'opinion des milieux socialistes dirigeants devait encore être nettement hostile au vote des crédits.

Ainsi, les rares indications recueillies feraient croire à la fois à des manœuvres gouvernementales et à des intrigues de certains députés. Mais peut-être il vaut mieux ne pas trop se fier à ces indications et n'en tenir aucun compte. J'ajoute cependant encore ce détail, qui montre l'opinion dominante du groupe toujours hostile au vote des crédits bien peu de temps avant sa décision en sens contraire[2] :

Deux ou trois jours avant la réunion (du Reichstag), le camarade Haase eut une entrevue avec le chancelier impérial, au cours de laquelle il lui dit que le groupe social-démocrate ne pourrait pas voter les crédits de guerre; à quoi Herr von Bethmann-Holweg répondit « que c'était bien malheureux, mais qu'il comprenait parfaitement la position difficile du groupe socialiste ».

1. *Justice*, 24 déc. 1914.
2. *Justice*, 24 déc. 1914.

Enfin la séance proprement dite du groupe eut lieu le lundi matin 3 août. On était en face d'une situation claire. La déclaration de guerre à la Russie était connue depuis la veille, on connaissait l'occupation du Luxembourg, on attendait la déclaration de guerre à la France d'un moment à l'autre, et l'article paru le matin dans le *Vorwärts* montrait que l'on ne serait pas surpris de voir l'Angleterre déclarer la guerre à son tour. Les socialistes allemands, fort bien renseignés jusqu'au 31 juillet, l'étaient beaucoup moins bien depuis lors, et nous avons vu le rédacteur du *Vorwärts* bien désemparé; mais ils étaient encore assez capables de critique pour ne pas se laisser prendre aux fausses nouvelles, comme le montre la note suivante, parue le 3 août :

SUR LA FRONTIÈRE OCCIDENTALE

Sur ce qui se passe à la frontière franco-allemande, les nouvelles sont pour le moment assez rares. Ce qui se répand à travers le filtre officieux appelle fortement la critique. Mais comme, à l'heure actuelle, les nouvelles militaires et de guerre données par la presse sont rigoureusement surveillées par l'autorité militaire, nous devons nous interdire de critiquer. Les nouvelles officiellement répandues disent....

Suivent deux dépêches, dont la seconde sur les fameuses bombes jetées près de Nürnberg par des avions français.

Cette nouvelle des avions de Nürnberg a eu un sort singulier. Elle fut communiquée aux journaux sous la forme ci-dessus. Une demi-heure plus tard, vint un avis du bureau Wolff, disant que cette nouvelle ne devait être

donnée « en aucun cas ». Trois quarts d'heure plus tard, le bureau déclara que la nouvelle pouvait tout de même être donnée.

Les socialistes allemands savaient donc à quoi s'en tenir au sujet de l'agression dont plusieurs ont prétendu ensuite que l'Allemagne aurait été victime. Ils connaissaient la mauvaise foi de leur gouvernement.

Müller, leur rendant compte de sa démarche auprès des socialistes français, fut sans doute obligé de leur exposer la vraie doctrine de leur parti. Vote des crédits par les socialistes d'un pays attaqué. Sinon, protestation contre la guerre par le rejet des crédits.

Telle était la situation lorsque la discussion commença. Rarement on avait supposé, quand on avait cherché, dans l'Internationale, à se la représenter d'avance, qu'elle pourrait être aussi claire, que le devoir socialiste pourrait être aussi évident.

La discussion fut longue et vive. Il paraît même que l'on n'a pas souvenir, au groupe socialiste allemand, d'une séance aussi violente. Trois courants se manifestèrent.

La fraction numériquement la plus faible comptait quatorze membres (sur 111; mais on ne dit pas combien il y avait d'absents). On nomme Ledebour, Haase, membres du comité directeur; Lensch, directeur de la *Leipziger Volkszeitung*; Leibknecht, Geyer, Stolle, Peirotes (alsacien), député de Colmar, et Emmel (allemand), député de Mulhouse. Mais celui-ci, par la suite, s'est fait agent de propagande germanique. On sait que Georges Weill, député de Metz, alsacien d'origine, était alors en France, et s'est engagé dans l'armée française aussitôt après la décla-

ration de guerre. Boehle (allemand), député de Strasbourg-ville, était de la majorité, et Fuchs (allemand), député de Strasbourg-campagne, s'est abstenu.

Une autre fraction, nombreuse, considérait la guerre comme d'essence capitaliste, mais ne pensait pas que les socialistes eussent le droit de se séparer de la masse de la nation, dont le développement et l'existence même étaient menacés au cas d'une défaite par l'absolutisme russe.

La dernière fraction, à peu près égale à la précédente, était dirigée par le Dr David, député de Mayence. Elle estimait que, le pays étant en guerre, il ne pouvait plus y avoir de partis, et que les socialistes devaient associer leur action sans réserve à celle du gouvernement.

Ceux-ci déclaraient donc sans ambages qu'ils cessaient, du moins tant que durerait la guerre, de se considérer comme socialistes. Pas plus qu'eux, les précédents n'examinaient si l'Allemagne avait mené une politique agressive ou pacifique, et, considérant uniquement le fait de la guerre, qui entraînait la nécessité d'un grand effort national, ils estimaient ne pouvoir affaiblir l'unité allemande, tout en déplorant la guerre, manifestation du système capitaliste. Si différents que fussent les motifs de ces deux fractions, elles concluaient toutes deux au vote des crédits, et elles réunissaient ensemble une écrasante majorité. La déclaration suivante[1] fut votée, pour être lue au nom du parti à la séance du Reichstag, le lendemain :

1. Voir *Justice*, 31 déc. 1914.

L'heure du destin va sonner. Les conséquences de la politique impérialiste, d'où est résultée une ère de concurrence des armements et une aggravation des dissentiments entre les peuples, se sont déchaînées comme une trombe sur l'Europe. La responsabilité en incombe aux fauteurs de cette politique; quant à nous, nous la déclinons. La social-démocratie a combattu de toutes ses forces ce dénouement fatal, et jusqu'au dernier moment, par de puissants appels dans tous les pays, et notamment en accord intime avec les frères français, elle a travaillé au maintien de la paix. Ses efforts ont été vains.

Aujourd'hui, nous sommes en face de l'impitoyable fait de la guerre. Les horreurs de l'invasion ennemie nous menacent. Ce n'est pas pour ou contre la guerre que nous avons aujourd'hui à statuer, mais sur la question des moyens nécessaires à la défense du pays.

Nous devons maintenant penser aux millions de camarades du peuple qui, sans y être pour rien, sont saisis dans l'engrenage! C'est eux qui seront le plus gravement atteints par les ravages de la guerre. Nos vœux ardents accompagnent nos frères appelés sous les drapeaux sans distinction de parti.

Nous pensons aussi aux mères, qui doivent donner leurs fils, aux femmes et aux enfants privés de leur soutien, menacés de l'effroyable famine. Bientôt les combattants blessés et estropiés viendront se joindre à eux par dizaines de milliers. Nous considérons comme devoir étroit de les assister tous, d'adoucir leur sort, de soulager l'immense détresse.

Pour notre peuple et son avenir de liberté, avec une victoire du despotisme russe, souillé du sang des meilleurs parmi son propre peuple, il y va de bien des choses, sinon de tout. Il s'agit d'écarter ce danger, de sauvegarder la « Kultur » et l'indépendance de notre propre pays. En cela nous accomplissons ce que nous avons toujours proclamé, nous n'abandonnons pas la patrie à l'heure du danger. Nous nous sentons ainsi d'accord avec l'Internationale, qui a toujours reconnu le droit de tout peuple à défendre son indépendance nationale, de même qu'en accord avec elle nous condamnons toute guerre de conquête.

Nous voulons qu'il soit mis fin à la guerre aussitôt que sera atteint le but de préservation, et que les adversaires seront disposés à la paix, au moyen d'une paix qui rende possible l'amitié avec les peuples voisins. Nous voulons cela, non pas seulement dans l'intérêt de la solidarité internationale pour laquelle nous avons toujours lutté, mais aussi dans l'intérêt du peuple allemand.

Nous espérons que l'affreuse école de souffrance de la guerre éveillera l'horreur de la guerre en des millions de consciences, qu'elle gagnera ainsi à l'idéal du socialisme et de la paix des peuples.

En vertu de ces considérations, nous voterons les crédits demandés.

Telle est la déclaration à laquelle aboutissait le groupe socialiste du Reichstag. Il savait bien que la guerre n'était pas le résultat d'une agression russe ou française, et n'osait prétendre qu'elle était, pour l'Allemagne, défensive. Mais, par un biais, l'idée de défense est introduite : il faut se défendre contre une victoire possible du despotisme russe. Et ce droit de défense contre ceux qu'on attaque est tout de suite étayé de l'autorité des décisions de l'Internationale. Le groupe condamne l'idée d'une guerre de conquête, et fait semblant de croire qu'il s'agit de « préservation », sans oser l'affirmer, sachant le contraire. Il invoque pour plus tard, à la paix, l'intérêt du peuple allemand qu'il abandonne dans le présent. Que signifie la condamnation de la politique impérialiste en général, sans préciser dans quel pays elle a sévi jusqu'à déchaîner la guerre? Que signifie l'accord avec les « frères français » au moment même où l'on se sépare d'eux, et où l'on ne peut douter que l'effort militaire principal de l'Allemagne va être porté contre leur pays? Et comment le groupe peut-il se vanter

d'avoir lutté de toutes ses forces contre la guerre au moment même où il renonce à la seule protestation vigoureuse que l'on espérât de lui? Ce texte équivoque est la déclaration de faillite des chefs de la social-démocratie allemande.

Il y avait une minorité. A sa demande, le journal socialiste suédois *Socialdemokraten* du 16 octobre a publié un article de Hjalmar Branting, qui déclare que les vues de cette minorité peuvent être ainsi résumées :

Il faut peut-être d'abord, afin de prévenir tout malentendu, insister sur ce qui est évident : que, pas un instant, n'ont été mis en question par la minorité le droit et le devoir de défense nationale.

Sur ce point, l'accord a donc été complet. Par contre, la minorité a considéré que c'était le devoir du groupe socialiste du Reichstag d'écarter de la façon la plus nette toute responsabilité dans cette guerre, suscitée en conséquence d'une politique que nous avons toujours combattue, politique dont les classes dirigeantes d'Allemagne sont dans une large mesure complices, et qui, en gros, est un résultat du développement capitaliste-impérialiste que nous combattons.

Seule la forme de protestation la plus nette pouvait convenir en ce cas. Mais, en accordant les crédits de guerre, le groupe social-démocrate du Reichstag allemand a assumé, malgré toutes les réserves contenues dans sa déclaration, sa part de responsabilité.

Cette faute était d'autant plus grande que, dans l'exposé officiel allemand, le « tableau complet » des faits qui ont immédiatement occasionné la guerre était en réalité *incomplet*, et que peut-être il a été surtout question, pour l'Allemagne, d'une *guerre préventive*, voire plus, d'une guerre de conquête, d'une guerre capitaliste d'expansion. Il est superflu de développer ici l'idée que *toute annexion* comporterait la continuation d'un danger pour la paix dans l'avenir, et absolument aucune garantie de paix.

Mais, même d'un point de vue purement national, la

décision du groupe du Reichstag contient une erreur fatale.

Ce n'est qu'en apparence qu'elle a fortifié la position militaire de l'Allemagne. Du coup ont été détruites toutes les digues qui, à l'étranger, s'opposaient encore à la guerre et à la solidarité extérieure ou interne des masses avec la guerre.

Si le groupe du Reichstag avait pris une autre attitude, jamais la guerre n'aurait pu être aussi populaire qu'elle l'est aujourd'hui. Les esprits auraient été autrement disposés en France, en Russie et en Angleterre. Sembat et Guesde ne seraient pas entrés dans le gouvernement français, les trade-unions anglaises n'auraient pas encouragé de leur approbation les enrôlements de volontaires. Bref, on voit que cette manière d'agir de la démocratie allemande devait, par ses effets indirects, fortifier de façon très sensible les ennemis de l'Allemagne.

Le seul espoir que l'on puisse conserver aujourd'hui est que l'on réussisse, au cours de la guerre même, à mettre en avant les forces internationales qui peuvent s'opposer à la guerre et affaiblir le désir de la continuer. C'est donc dans cette direction que devraient s'exercer tous les efforts, dans l'intérêt de chaque peuple en particulier et de l'humanité tout entière.

En somme, accord fondamental entre la majorité et la minorité sur le droit et le devoir de défense nationale, qui est sans réserve ni conditions, et sur l'origine impérialiste de la guerre. La minorité ajoute que, cette politique impérialiste, l'Allemagne en est complice « dans une large mesure », ce qui n'est pas beaucoup dire. Mais les origines immédiates de la guerre conduisent à penser qu'elle a été, pour l'Allemagne, une « guerre préventive », c'est-à-dire agressive, et, de plus, une guerre de conquête, donc dangereuse pour l'avenir. Et voilà posée la question essentielle. Le gouvernement allemand attaque : c'est une responsabilité que les

socialistes ne peuvent partager. Si le parti socialiste allemand avait adopté cette position, elle aurait été pour lui le point de départ de réflexions utiles sur la politique internationale et sur son gouvernement.

La fin de l'article est curieuse. Il y est reproché à la majorité de la fraction socialiste d'avoir négligé l'intérêt national, mais non l'intérêt du peuple à la paix, ni l'intérêt futur du peuple à ce que son pacifisme ait été du moins affirmé. Non, c'est l'intérêt qu'avait l'Allemagne, pour le succès même de la guerre, à ce que le parti socialiste fît une démonstration pacifique, que la majorité n'a pas aperçu. On voit combien la minorité doit avoir de peine à comprendre les socialistes alliés, lorsqu'ils disent que la défaite militaire de l'empire allemand est nécessaire pour l'avenir démocratique et vraiment national de l'Allemagne elle-même.

C'était une règle absolue, au groupe socialiste, qu'il devait voter publiquement à l'unanimité, comme la majorité l'avait décidé en réunion particulière. Tout au plus admettait-on l'abstention. La déclaration que l'on a lue plus haut était donc la déclaration du groupe tout entier. Haase était désigné pour en donner lecture en séance. Mais il avait fait partie de la minorité. Kautsky, bien qu'il ne fût pas député, assistait apparemment à la séance, car ce fut lui qui insista auprès de Haase pour qu'il poussât l'abandon de son opinion personnelle encore plus loin que la règle ne l'exigeait, et lût la déclaration. Il accepta.

La séance du Reichstag où elle fut lue avait été soigneusement préparée par les soins du gouvernement et du bureau du Reichstag. Il avait été con-

venu avec les groupes politiques que personne ne prendrait la parole en dehors du chancelier v. Bethmann-Hollweg et du président Kaempf, qui parlerait au nom de toute la Chambre. Une seule exception avait été consentie en faveur du groupe socialiste, dont la déclaration serait lue, mais devait être préalablement communiquée au président, en sorte que le texte en était établi *ne varietur*, avant la séance, quoi qu'il advînt.

Il paraît que les socialistes n'ont appris que par le discours du chancelier la violation de la neutralité belge. Ils recueillirent l'aveu que rien ne justifiait cet acte. Ils entendirent le récit des peu croyables violations de frontière par les Français, unique prétexte de la déclaration de guerre à la France. Quelques députés furent peut-être troublés. Mais comment des figurants se seraient-ils permis de troubler une mise en scène si minutieusement réglée? Liebknecht aurait bien voulu prendre la parole, mais il était convenu que personne ne parlerait.

La social-démocratie ne pouvait plus se dégager. Dès le matin, un journal, le *Tägliche Rundschau*, avait annoncé en gros caractères que le président Kaempf terminerait la séance, ou plutôt la cérémonie, par un *Hoch!* à l'empereur, à l'empire et au peuple, et que la social-démocratie elle-même ferait chorus. Le *Vorwärts* du lendemain 5 août fit précéder le texte des discours d'un compte rendu de la séance, où ils sont résumés sans aucune appréciation. On a pris le parti d'accepter les affirmations du chancelier sans réserve. Ses dernières paroles sont ainsi résumées, puis suivies d'une observation caractéristique :

Dans cette guerre qui lui est imposée, le gouvernement sait qu'il est d'accord avec le peuple allemand uni. Ces mots, qui n'ont été rendus possibles que par la résolution du groupe socialiste de voter les crédits de guerre, ont excité un formidable enthousiasme. Tout le monde était debout, battait des mains et criait bravo.

L'auteur de l'article semble fier de son parti, et il est sans doute l'inventeur de l'expression « guerre imposée », *aufgezwungen*, qui traduit bien le sens du discours de Bethmann-Hollweg, mais ne s'y trouve pas. Plus loin, le journal constate que le vote unanime de l'ensemble des mesures législatives présentées fut salué par d'unanimes applaudissements, mais que seule la social-démocratie s'abstint d'y prendre part. Par contre :

Le président Kaempf prit de nouveau la parole. La Chambre l'écouta debout. En terminant il poussa un *Hoch* à l'empereur, au peuple et à la patrie, que les social-démocrates aussi écoutèrent debout. Le premier *Hoch* au peuple et à la patrie dans cette Chambre, sur laquelle on avait voulu placer l'inscription : Au peuple allemand! L'inscription manque encore.

Cette addition au *Hoch* traditionnel en l'honneur de l'empereur était tout ce que le groupe socialiste du Reichstag avait obtenu pour se rendre moins pénible sa figuration complète dans le cérémonial établi par Bethmann-Hollweg.

Ainsi la social-démocratie allemande avait abdiqué. Elle s'effaçait. Elle avait bien pu décliner toute responsabilité dans la guerre, mais elle se ralliait autour du gouvernement impérial. Elle affichait son impuissance et sa soumission. Elle se livrait plus même qu'elle ne le pensait. Des trois fractions en

lesquelles s'était décomposé le groupe socialiste parlementaire allemand, lorsqu'il avait délibéré sur son attitude, c'était la fraction extrême qui triomphait, la fraction composée de ceux qui voulaient qu'il n'existât plus de partis. Ceux-là étaient bien certains de ne pouvoir être désavoués lorsqu'ils se mettraient au service du gouvernement pour ses obscures menées chez les neutres. Toute force d'opposition était brisée dans la social-démocratie, désormais liée à l'empire, et obligée de subir l'ascendant des députés à qui leur qualité de socialistes ne devait plus servir qu'à faciliter leurs missions spéciales. Au contraire, les dissidents qui auraient voulu que l'on votât contre les crédits n'avaient qu'à s'incliner, comme Haase, devant la décision d'une énorme majorité, ou à se taire. C'est ce qu'ils ont fait pendant huit semaines.

CHAPITRE V

CONCLUSION

Jusqu'au 31 juillet, les députés socialistes allemands ont été bien informés. C'est dire qu'ils ont pu suivre complètement les pourparlers diplomatiques sur le fond du conflit, puisque, à partir de cette date, il n'est plus question que de mobilisation. Ces pourparlers, ils en ont parfaitement compris le sens et la portée. Très vite, leur journal a vu qu'on allait à la guerre européenne, et la responsabilité autrichienne lui est apparue. Il espéra d'abord que l'Allemagne interviendrait en faveur de la paix, et indiqua ce qu'elle avait à faire. Peu à peu, il s'aperçut que la diplomatie allemande agissait dans un sens directement opposé. Il a montré alors la responsabilité de l'Allemagne, — en termes moins énergiques qu'il ne l'avait fait pour l'Autriche, mais aussi clairs. Pendant tout ce temps, le *Vorwärts* avait affirmé les dispositions pacifiques de l'Angleterre et de la France, et loué les initiatives diplomatiques de l'Angleterre, et, malgré son extrême méfiance à l'égard du gouvernement russe, il avait constaté que rien ne pouvait lui être reproché, et que même sa mobilisation, vu sa

lenteur, ne pouvait justifier une fâcheuse nervosité dans la suite de la conversation avec lui.

Le 31 juillet, déclaration de l'état de danger de guerre menaçant. On sait que la mobilisation va suivre immédiatement, et que la mobilisation, pour l'Allemagne, signifie la guerre. C'est donc la guerre, dès ce moment. Et soudain le journal du parti change de ton. Il se rappelle encore les raisonnements des jours précédents quand ils lui paraissent de nature à suggérer un faible espoir, et il indique encore la bonne voie : il n'est plus capable d'esprit critique. Il ne paraît plus mettre en doute la bonne volonté pacifiste du kaiser, dont il cite les paroles. Rien, pourtant, n'a pu modifier son jugement sur le fond, et aucun reproche n'est fait à aucun des futurs ennemis.

Franz Mehring, l'historien du socialisme allemand, qui s'est rangé du côté de la minorité, donnera plus tard cette explication simple : les chefs ont perdu la tête.

Il fallait tout de même, après l'attitude prise par Haase au Bureau socialiste international, et par Müller devant le groupe socialiste français, plus que l'émotion de la guerre pour décider la majorité des députés à voter les crédits. Les paroles échangées entre Bethmann-Hollweg et Haase après le retour de Bruxelles de celui-ci, c'est-à-dire entre le 31 juillet et le 2 août, montrent qu'à cette date le refus des crédits paraissait évident. Le gouvernement intervint. Quelles fausses preuves d'agression contre l'Allemagne furent apportées par un membre du gouvernement dans une entrevue secrète avec quelques députés socialistes, et quelles furent les

intrigues de ces députés? On l'ignore. Mais les informations, à ce moment, étaient toutes officieuses. Celle qui semble avoir produit le plus d'effet paraît avoir été relative aux dépêches échangées entre le tsar et le kaiser. Elle a été donnée en deux temps, d'abord par une note parue dans la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, où le sens des dépêches est exposé, de façon tendancieuse naturellement, avec d'assez nombreuses citations non placées entre guillemets, puis par le texte même des dépêches publiées dans le *Livre Blanc*. Celui-ci a été distribué le 4 août, il contient neuf des dépêches échangées entre les deux empereurs. Il est singulier que le *Vorwärts* ait négligé les deux dernières. Dans l'une, Nicolas II affirme son désir de négocier, encore après la remise de l'ultimatum, que Guillaume II, dans l'autre, renouvelle brutalement. Cette suppression a été sans doute voulue. Le soir du 4 août, il fallait justifier l'attitude du parti. La publication des sept télégrammes est suivie de ce rapide commentaire :

> Cet échange de dépêches entre le tsar et Guillaume II réfléchit, en réduction, de même que les autres documents publiés dans le *Livre Blanc*, les conceptions des deux côtés, entre lesquelles, dans l'état de choses existant, il ne pouvait y avoir de conciliation.

Le gouvernement allemand a joué avec beaucoup d'habileté de ces télégrammes. Il a supprimé la dépêche où le tsar, on l'a su depuis, en appelait à la cour de la Haye. Il en a supprimé au moins une autre. Il a soigneusement communiqué son interprétation de ces documents, sans les livrer à la critique,

et enfin il a donné le texte des neuf dépêches choisies, réparties en trois groupes, dans le *Livre Blanc*, distribué au dernier moment, alors que les députés ne pouvaient en faire une lecture attentive. On a beaucoup dit que la diplomatie allemande a, comme à plaisir, accumulé les bévues, faute de sens psychologique. Il faut reconnaître que le gouvernement a été habile au moins à tromper le peuple allemand, et en particulier le parti socialiste. Et n'était-ce pas là, en réalité, son souci principal? Qu'on relise les télégrammes de Guillaume à Nicolas : on y verra le désir de paraître pacifique. Guillaume ne pouvait cependant espérer faire illusion au tsar, qui savait à quoi s'en tenir. C'est donc à l'usage du peuple allemand qu'ils ont été écrits. Ils n'ont joué aucun rôle dans les négociations mêmes : c'est un hors-d'œuvre destiné au public allemand.

Mais les députés socialistes, même s'ils n'avaient pas si bien compris le jeu de la diplomatie jusqu'au 31 juillet, n'avaient pas le droit de se laisser prendre à une si médiocre habileté. Ce n'est pas après avoir, pendant quarante-quatre ans, reproché à leur diplomatie l'artifice de la dépêche d'Ems qu'ils pouvaient faire confiance à leur gouvernement. La masse du peuple pouvait être trompée, céder à un entraînement chauvin. Les députés, non. Et ils n'ont pu être trompés que parce qu'ils l'ont bien voulu. En réalité leur gouvernement leur a fourni un prétexte à se rallier, un prétexte tout juste suffisant, s'ils n'étaient pas difficiles. Et la facilité avec laquelle ils l'ont accueilli montre que leur ralliement était acquis d'avance. Sans doute la plupart d'entre eux ne s'en doutaient pas, mais le gouvernement impérial les

connaissait mieux qu'ils ne se connaissaient eux-mêmes.

Refuser les crédits, c'était prendre une attitude révolutionnaire, et ils étaient devenus le parti d'opposition le moins révolutionnaire qui se puisse imaginer. Aussi n'ont-ils pas su voir l'intérêt d'une simple manifestation sans effet pratique, d'une affirmation pour réserver l'avenir. Ils n'ont vu que l'intérêt immédiat. La guerre, quel que fût leur vote, était un fait acquis. Ils ont pensé que dès lors il n'y avait plus qu'à défendre le pays, car toute guerre, même agressive à son origine, devient défensive aussitôt qu'elle est en cours. Et surtout, ils ont pensé qu'ils devaient par leur vote sauver les organisations du parti et les organisations syndicales. Car il semble bien que ce souci de sauver les organisations a été l'un des arguments décisifs. Les dirigeants des syndicats ouvriers ont exercé une grande influence.

Et leur renoncement à toute action a été si complet qu'ils se sont contentés d'incriminer vaguement la politique impérialiste, et n'ont été capables d'aucun sursaut quand ils ont appris, en pleine séance, la violation de la neutralité belge, pour laquelle aucune excuse, alors, n'était invoquée. Leur soumission était aussi totale que l'inconscience de Bethmann-Hollweg. S'ils avaient protesté, au moins alors, au moins sur ce point, qui sait si la méthode de terrorisme et de dévastation n'aurait pas été abandonnée ou au moins atténuée?

On a dit qu'il leur aurait fallu un courage héroïque pour condamner la guerre devant le Reichstag. Il est certain que Karl Liebknecht a fait preuve de courage le 2 décembre, parce que, ce jour-là, il

savait qu'il serait seul. Mais, le 4 août, si le groupe avait décidé le rejet des crédits, peut-on dire qu'un si grand effort était nécessaire pour affirmer l'opinion collective du plus grand parti du Reichstag et du pays? En 1870 et 1871, il avait fallu un noble courage à Bebel et à Liebknecht, — tradition bien oubliée. Mais, en 1914, le vote contre les crédits était facile, aucun risque n'en pouvait résulter. Jamais le gouvernement n'aurait sévi contre plus de cent députés qui représentaient trop d'électeurs et trop de soldats.

D'autant plus facile était le rejet des crédits, que les députés socialistes n'avaient même pas besoin, dans leur déclaration, de parler comme socialistes. Ils n'avaient qu'à dire le véritable intérêt national allemand, et à parler comme patriotes. Ils pouvaient incriminer l'impérialisme allemand, et opposer au pangermanisme le développement normal de la nationalité allemande en bons rapports avec les autres nationalités, puisque cela était conforme aux formules courantes du parti socialiste. Ils pouvaient montrer la coalition formidable prête à enrayer la menace d'hégémonie allemande, puisque l'encerclement de l'Allemagne était une crainte ancienne, et puisque leur journal avait prévu l'intervention probable de l'Angleterre (article du 3 août : « Contre le tsarisme »). Ils pouvaient répéter ce qu'ils avaient écrit : que la France et l'Angleterre sont pacifistes, que la Russie s'est montrée conciliante, que sa mobilisation, parce qu'elle est lente, n'est pas inquiétante, et que la victoire est toujours incertaine. Ils pouvaient dire que la victoire même est malsaine et dangereuse pour la nation victorieuse.

Ils pouvaient aussi, connaissant la mentalité et la doctrine de leurs écrivains militaires, protester d'avance contre une guerre qui serait menée suivant de tels principes.

Il est probable qu'on ne leur aurait pas laissé lire une telle déclaration. Ils auraient alors silencieusement refusé les crédits, et leurs motifs auraient été publiés dans quelque journal de la Suisse allemande. Leur gouvernement aurait été obligé de s'avouer en opposition avec le peuple. Ils auraient été prêts, à la première occasion, à soulever le peuple contre le régime impérial, responsable de l'immense détresse nationale, et qui n'a même pas su organiser la rapide victoire promise. Ils auraient sans doute contribué à diminuer les horreurs de la guerre, et à maintenir la distinction qui était dans tous les esprits en France, au début, entre le peuple allemand et l'Allemagne militariste. Ils auraient manifesté l'existence, dans leur pays, d'un esprit pacifiste, rassurant pour le monde, et ainsi rendu presque aisé l'établissement d'une paix à la fois plus prochaine, honorable et solide.

C'est tout cela, toutes ces possibilités d'heureux avenir qu'ils ont détruites par leur geste maudit. Possibilités qui intéressaient avant tout, il faut le remarquer, leur propre pays. Ils étaient, hélas! à leur insu, trop pangermanistes, et, par là même, mauvais patriotes.

Car la décision néfaste du 3 août n'a été que l'affirmation décisive de tendances dont on avait observé bien des indices. Ils avaient quelque peu subi la contagion de l'impérialisme. Ils avaient déjà voté les ressources nécessaires au plus récent et au plus formidable accroissement des forces militaires alle-

mandes. S'ils ont été traîtres à la fois à leur patrie et au socialisme, c'est qu'ils l'étaient devenus depuis longtemps, peu à peu, imperceptiblement. De leurs formules socialistes se retirait la vie qui les avait animées autrefois. Eux-mêmes constataient la passivité mi-satisfaite, mi-résignée, des membres du parti et des syndicats. L'esprit démocratique s'effaçait parmi eux, et ils se ralliaient de plus en plus à l'empire : d'abord, parce que l'idée d'organisation, dominante à la fois dans les milieux bourgeois et dans le parti, finissait par être comprise, ici et là, de manières peu différentes, et leur faisait accepter avec une certaine docilité la hiérarchie bureaucratique, puis, parce que l'idée de suprématie germanique, pour n'avoir chez eux rien de belliqueux, hantait cependant l'esprit d'un nombre croissant d'entre eux.

Mais l'analyse du processus particulier par lequel l'actuelle maladie psychologique et mentale qui sévit en Allemagne les a aussi contaminés nécessiterait une autre étude. Tenons-nous-en au fait, et arrivons à la conclusion. Les chefs de la social-démocratie allemande ont trahi la cause du socialisme international. Leurs réserves verbales n'empêchent pas qu'ils partagent avec le gouvernement impérial la responsabilité d'une guerre agressive. Ils n'ont pas eu l'initiative, mais ils y ont consenti. Ils ont consenti également à la violation de la neutralité belge. et même ils ont, par la suite, plaidé la légitimité de cet acte [1]. Ils ont une part indirecte de responsabilité

1. V. l'article de Wilhelm Jansson, délégué par le Comité directeur du parti allemand auprès des socialistes suédois, dans le *Tiden* (aug.-sept. 1914) : « La social démocratie d'Allemagne,

dans les atrocités allemandes, qu'ils réprouvent en principe, mais qu'ils se refusent à constater, ou auxquelles ils trouvent des excuses. L'étude des origines de la guerre a bien ouvert un peu les yeux à quelques-uns d'entre eux. Mais la direction du parti et la grande majorité du groupe parlementaire n'ont pu que se raidir dans l'attitude adoptée. Ils ont déclaré, après délibération nouvelle, qu'ils avaient eu raison. Lorsqu'il a été révélé que Südekum, après ses voyages déjà suspects en Italie et en Suède, avait accompli en Roumanie, à l'insu de son parti, une mission gouvernementale, on ne l'a pas blâmé, et c'est contre Karl Liebknecht qu'un blâme a été voté. Mais qu'il y ait eu, dans le groupe socialiste parlementaire allemand, un ou plusieurs Südekum, c'est là un fait sans grande importance, et qui a seulement une valeur de symbole. Ce qui est grave, c'est que le parti n'ait pas marqué nettement qu'il n'acceptait avec lui aucune solidarité. Tout au contraire. Le parti est devenu, de plus en plus, un parti de « socialistes impérialistes ». Kautsky, le grand théoricien, a longtemps tardé à réagir contre cette tendance. Scheidemann, que le groupe parlementaire avait autrefois porté à la vice-présidence de la Chambre, a suivi le courant, avec presque tous les chefs les plus connus. Il semble bien, il est vrai, que la minorité grandit, et peu à peu s'affirme davantage, mais elle reste une petite minorité, et Ledebour, membre de cette minorité depuis le début,

comme parti, ne s'est pas identifiée (*sic*) avec cette violation de neutralité. Mais nombreux sont ceux qui en reconnaissent la nécessité, du point de vue de la stratégie militaire. »

s'est vu obligé de quitter le Comité directeur. Il ne pouvait en être autrement. La conduite du parti a été déterminée le 4 août. Par son vote néfaste, il était lié. Il ne pouvait plus que préciser les conséquences de sa trahison, et par conséquent l'aggraver. Il était asservi, et ne pouvait par suite rien obtenir en échange de son vote, pas même la réforme électorale en Prusse, car il ne représentait plus une force, et le gouvernement n'avait plus à se gêner avec lui. Car les dirigeants de la social-démocratie allemande n'ont pas seulement trahi leurs propres principes, et les idées de justice et de droit, et la cause de l'Internationalisme, et les intérêts de la nation allemande, ils ont aussi agi contre les intérêts les plus étroits du parti socialiste allemand. Je ne vois, à une pareille aberration, qu'une explication possible : ils croyaient, avec une confiance absolue, à la victoire allemande. Incapables d'envisager une autre hypothèse [1], ils couraient au secours de la victoire pour ne pas être traités en ennemis par l'empire triomphant : leur souci de « sauver les organisations » n'eut pas d'autre sens. Ils espéraient, à l'ombre du pouvoir, être admis à recueillir les fruits de leur soumission. Humbles en Allemagne, ils s'apprêtaient, en même temps, à régenter plus que jamais l'Internationale. Malgré leur sincère horreur de la guerre, ils étaient fiers de la victoire escomptée, et aussi des bienfaits qu'allait répandre

1. Leur confiance dans le succès ne paraît pas douteuse, malgré l'argument qu'ils ont tiré, dans leurs articles, de l'incertitude de toute guerre. Cette confiance est d'autant plus remarquable que, on l'a vu, ils prévoyaient la neutralité de l'Italie et l'intervention probable de l'Angleterre.

sur le monde la sage administration impériale allemande. Avec naïveté le député au Reichstag Wendel a promis aux Belges l'introduction chez eux des réformes sociales dont l'Allemagne jouit depuis longtemps [1]. Les chefs de la social-démocratie allemande étaient devenus, à leur insu, trop pangermanistes et trop admirateurs de leur empire pour se douter que la victoire de l'Allemagne aurait encore retardé la lente formation d'une nationalité allemande normale, qu'elle aurait arrêté tout essor démocratique, en Allemagne et ailleurs, pour une longue période, et que l'ère des grands armements et des impérialismes, où nous vivons, serait entrée dans une période nouvelle, plus pénible encore que la précédente. Que seraient devenus, dans ces conditions, leur parti et l'Internationale?

La conclusion, si pénible qu'il puisse être à des socialistes de la formuler, s'impose avec force :

Il est impossible de considérer la social-démocratie allemande, telle qu'elle se manifeste aujourd'hui par la majorité de ses chefs, comme un parti socialiste.

Il faut connaître l'influence de la social-démocratie allemande dans l'Internationale, l'autorité de ses représentants sur les congrès, la véritable suprématie qu'elle exerçait, limitée seulement par la confiance et le respect qu'inspirait Jaurès, pour se rendre compte de l'énormité d'une telle affirmation. C'est presque un sacrilège socialiste. Toujours les faux dieux ont résisté longtemps avant qu'on abattît leurs idoles. Aussi doit-on s'attendre à ce que l'Internationale hésite à s'ériger en tribunal.

1. *Justice*, 31 déc. 1914.

Mais que serait la future Internationale, si, par respect traditionnel de la social-démocratie allemande, elle n'osait prononcer une juste et nécessaire condamnation? Oh! je sais bien, on peut, dans un congrès, se tenir sagement, chaque groupe sur ses bancs, et voter, parfois ensemble, puis se séparer, sans qu'il y ait eu rapprochement. Quelle valeur aurait une telle Internationale, purement formelle, sans cordialité, sans confiance mutuelle, sans réelle coopération possible entre plusieurs de ses sections les plus importantes? Il y aurait, d'un côté, le clan des germanistes, de l'autre, ceux qui le réprouvent, et qui ne sont pas nombreux seulement dans les pays alliés, mais aussi parmi les neutres, et entre les deux groupes on verrait tous ceux qui chercheraient une position d'équilibre, et essaieraient de s'interposer. La question du vote des crédits au Reichstag demeurerait un point de scission visible même dans les débats qui lui seraient le plus étrangers, troublerait la vie même des partis nationaux, et rendrait impossible le fonctionnement de l'Internationale. Et il ne s'agirait pas là d'une froideur passagère, car la réprobation contre les chefs de la social-démocratie allemande ne cessera pas de sitôt : elle commence seulement à se faire sentir, et elle ira grandissant.

A moins... que la social-démocratie allemande ne vienne à résipiscence et ne se réforme elle-même. Là serait l'heureuse solution. Si Mehring, Ledebour, Haase, Clara Zetkin et tous les social-démocrates allemands les plus respectés dans leur parti, et qui comprennent quelle énorme faute a été commise le 4 août, — pour ne pas parler de Karl Liebknecht et de

Rosa Luxemburg, que l'on est trop habitué à voir faire bande à part, — réussissaient à rallier quelques-uns des hésitants, comme Bernstein, et certainement bien d'autres, et si par un moyen quelconque ils parvenaient à opérer une réforme intérieure du parti socialiste allemand, assez profonde pour que l'on puisse croire à un changement sérieux d'orientation, ce serait sans aucun doute avec une joie unanime que la section allemande transformée serait accueillie par l'Internationale réunie dans un congrès le plus prochain possible.

Mais il ne suffirait pas que le parti allemand blâmât, ou même exclût Südekum et quelques autres de ses membres les plus compromis dans des manœuvres diplomatiques ou policières dont sans doute on ne connaît qu'une partie. Ce ne sont pas là de simples actes d'initiative individuelle, dont le parti peut rejeter la responsabilité sur les auteurs.... Ces actes sont la suite logique de l'attitude adoptée le 4 août, et il ne peut suffire de sacrifier quelques boucs émissaires. C'est le parti socialiste allemand qui doit être réformé, qui doit devenir autre. Mais, dira-t-on, ce grand parti se trouvera ainsi bien réduit. Tant mieux, puisque sa grandeur était un trompe-l'œil.

Voilà une bien grande prétention. Est-ce que des sections de l'Internationale, est-ce que l'Internationale elle-même, en congrès, vont s'ingérer dans les affaires particulières d'une section et lui imposer une telle réforme? Il n'y a pas de précédents. On a bien vu des sections discrètement rappelées à la discipline socialiste par des décisions de congrès, jamais on n'a vu de blâme formel ni d'exclusion collective.

Jamais non plus on n'a vu de manquement aussi grave à la parole donnée.

Il ne s'agit pas de dire au parti socialiste allemand ce qu'il doit faire. Sa réforme intérieure, c'est à lui de l'opérer. Suivant ce qu'il sera, on l'accueillera. Ce qui est certain, c'est que, s'il doit se présenter au premier congrès qui suivra la guerre, tel qu'il est aujourd'hui, et si l'Internationale a la faiblesse de passer l'éponge sur le passé, et de croire que son action pourra continuer, se préciser et s'étendre, elle se portera un coup fatal à elle-même, et ne sera plus qu'une institution formelle et sans vie, ou vivante seulement par ses dissensions. Si les socialistes veulent maintenir actifs les organes de la vie internationale de leur parti, ils devront renoncer à toutes les formules commodes par lesquelles, dans les cas embarrassants, ils ont coutume de rejeter sur le régime capitaliste toutes les responsabilités. Il est bien clair que les fautes mêmes, commises par les socialistes dans leur opposition contre le régime qu'ils combattent, peuvent être expliquées par les conditions de lutte qu'impose ce régime, qui en supporte, par conséquent, l'essentielle responsabilité. Cela est vrai même dans un cas de trahison à la cause socialiste. Est-ce une raison pour l'excuser? Non, car ce serait une trahison nouvelle. La social-démocratie allemande, si elle voulait s'imposer telle quelle, devrait être rejetée. C'est le moyen de sauver l'Internationale, si l'on ne veut pas que la guerre lui soit fatale, comme la guerre de 1870-71 a été fatale à l'ancienne Internationale.

Au Congrès socialiste de Copenhague (1910), a été votée la motion des Hollandais van Kol et Vliegen,

d'après laquelle « le Bureau international déposera, avant chaque congrès international, un rapport donnant un aperçu sur l'exécution des résolutions des congrès internationaux par les partis nationaux ». C'est par là que l'on devra préluder à la reprise des relations internationales, et la discussion du rapport ainsi prévu suffirait à remplir les séances d'un congrès. La conférence des neutres à Copenhague, la conférence des alliés à Londres, n'ont pas entamé leurs pourparlers par où il eût convenu.

Et que peut être le rapport du Bureau socialiste international? Il doit évidemment se fonder sur les rapports des divers partis nationaux en cause. Dans son rapport particulier, le parti allemand, — il en sera de même du parti autrichien, — devra être invité à présenter sa défense. Ce sera pour lui l'occasion de faire la critique de sa propre action. En sera-t-il capable?

Il n'a été question, dans tout cet article, que des députés socialistes du Reichstag, et non de la masse des socialistes allemands. Que ceux-ci aient également subi un entraînement chauvin, cela ne paraît pas douteux, que leur passivité lamentable ait encouragé le gouvernement, c'est trop certain; mais il ne peut être question de les rendre responsables du vote des crédits, et ils ont évidemment cru que l'Allemagne était attaquée, tandis que les députés savaient qu'elle attaquait. Cette masse n'est pas encore instruite. Elle soupçonne seulement qu'elle a été trompée par son gouvernement et par ses propres chefs. C'est d'elle, et non de la ridicule minorité des députés qui voulaient voter contre les crédits, que l'on peut espérer un réveil et une réforme intérieure

du parti socialiste allemand, si toutefois l'historien du socialisme allemand, Franz Mehring, dit vrai dans ce qu'il a écrit pour le numéro du Jour de l'An du *Labour Leader* :

> Le jour fâcheux sous lequel la social-démocratie allemande apparaît aux partis frères n'est pas, malgré tout, entièrement juste. Ce qui se passe aujourd'hui est analogue à ce qui s'est produit au temps des lois d'exception, où les chefs, comme cette fois-ci, ont perdu la tête, mais la masse s'est bientôt reformée avec ce cri de guerre : *Avec* les chefs, s'ils marchent; *sans* les chefs, s'ils ne font rien; *contre* les chefs, s'ils s'opposent au mouvement!

Il est d'autant plus nécessaire que l'Internationale prête son appui à cette masse allemande.

Si les socialistes des pays neutres et des pays alliés avaient osé, au cours même de la guerre, examiner les faits d'un esprit libre et sincère, il n'est pas douteux qu'ils auraient été conduits à exprimer hautement leur réprobation contre la trahison des chefs de la social-démocratie allemande. Cet acte souverain n'aurait pas seulement assuré l'avenir de l'Internationale. Il pouvait exercer, au cours de la guerre même, la plus heureuse influence. Rien n'aurait pu davantage contribuer à éclairer la masse du parti allemand. Et si le parti régénéré retrouvait l'énergie qu'il a eue autrefois, qui sait s'il n'aurait pas bientôt l'occasion de provoquer, dans l'Allemagne ébranlée, un mouvement révolutionnaire? Alors on pourrait parler de paix, car alors une paix rassurante serait possible....

Mais sans doute Mehring se leurre et nous leurre sur les dispositions de la masse socialiste allemande.

Il ne faudrait pas, d'ailleurs, après une guerre ainsi menée, lui faire trop facilement confiance.

Et sans doute les chefs de l'Internationale négocient et parlementent, de parti à parti, et se donnent l'illusion d'agir, au lieu d'étudier, penser et se résoudre.

Pourtant, il serait temps encore....

APPENDICES

APPENDICE I

*Sur la visite de Müller (p. 53), ont été publiés sous la signature de Pierre Renaudel, dans l'*Humanité *du 26 février 1915, quelques renseignements en réponse à un récit tendancieux qu'en avait fait M. Südekum. Ces renseignements ont été fournis au cours d'un article à propos de la conférence des socialistes des pays alliés, à Londres. Je ne donne ici que la partie de l'article qui concerne la visite de Müller. Quelques jours plus tard, le 4 mars, l'*Humanité *publiait la lettre que l'on lira à la suite de cet extrait.*

LA VOIX DE LONDRES

. . . . . .

Mais il est un autre point capital. M. Südekum a colporté en Italie, — j'en trouve le récit dans *Il Secolo* du 9 février, — un récit inexact d'une visite faite au groupe socialiste au Parlement par Müller, membre du *Parteivorstand* allemand.

Cette visite se produisit le lendemain même de la mort de Jaurès (que Müller apprit en arrivant à Paris). Premier point faux : Müller ne venait point pour les obsèques de notre ami, mais bien parce que le *Partei-*

vorstand était inquiet sur la gravité de la situation. Südekum prétend que Müller fut reçu « d'une façon inouïe ». Müller fut reçu avec cordialité. J'imagine qu'il le pourrait dire lui-même. Sa démarche, à l'heure où nous étions, ne pouvait que nous émouvoir par l'affirmation de solidarité internationale qu'elle marquait. Müller affirma que la social-démocratie, dans le vote des crédits au Reichstag, *voterait contre*, ou s'abstiendrait si les socialistes français s'abstenaient eux-mêmes. Certains d'entre nous firent remarquer à Müller que si la France était attaquée, envahie, pas un socialiste ne se soustrairait au vote des crédits. Müller déclara que la question de savoir qui était l'agresseur était une question théorique toujours difficile à vider. Ce qui restait, c'était le principe : ne pas voter les crédits militaires nécessaires à la guerre, et il répéta que deux courants seulement s'étaient manifestés parmi les socialistes allemands : ceux-ci voteraient *contre* ou, au plus, s'abstiendraient. Südekum a trompé les socialistes italiens, en leur contant autre chose.

Du moins ne pourra-t-on dire que les socialistes allemands avaient été trompés par nous. Loyalement nous leur avons dit que l'agression dicterait notre attitude. On sait le reste : la guerre déclarée, la Belgique et la France envahies, les socialistes français fidèles à leur devoir national, après avoir tout fait pour éviter la catastrophe, et sûrs que leur gouvernement avait voulu, jusqu'au bout, chercher la solution pacifique.

UNE CONFIRMATION

J'ai reçu du citoyen Henri de Man la lettre qu'on va lire et qui confirme ce que j'ai fait connaître, il y a quelques jours, de la visite faite par Müller, membre du Parteivorstand, au Parti socialiste français avant la déclaration de guerre. Le témoignage d'Henri de Man est particulièrement précieux. Notre camarade était attaché, à Bruxelles, aux services du secrétariat du Bureau Socialiste International. C'est à ce titre et comme traducteur qu'il accompagna Müller. Notre ami de Man est, à l'heure actuelle, sous-lieutenant dans l'armée belge.

P. R.

Le 28 février 1915.

Mon cher Renaudel,

Je vois par *l'Humanité* d'avant-hier qu'un récit inexact de la visite de Müller à Paris, le 1er août, colporté par Südekum en Italie, t'a forcé à mettre les choses au point.

J'ai malheureusement dû détruire les notes dont je me suis servi pour remplir mes fonctions d'interprète pendant les deux entrevues que Müller eut avec le groupe socialiste du Parlement. Mais, avant que mes souvenirs s'obscurcissent, je tiens à corroborer, en y ajoutant quelques précisions, ton récit de la visite de Müller. Tu feras de ma lettre tel usage que tu jugeras utile.

Müller avait, en effet, été envoyé par le Parteivorstand, non pas pour assister aux obsèques de Jaurès, dont il n'apprit la mort qu'en cours de route (à

Bruxelles), mais dans un but d' « information mutuelle », pour employer sa propre formule. Le Parteivorstand tenait à informer les camarades français de l'état des choses et des esprits en Allemagne et voulait en même temps se renseigner sur l'attitude probable du groupe socialiste français lors du vote sur les crédits de guerre. Il désirait ces renseignements en vue de la séance du Reichstag annoncée pour le mardi suivant, et qui devait être précédée par une séance du groupe social-démocrate où celui-ci fixerait son attitude à l'égard des crédits pour la guerre.

Müller fut reçu, non pas « d'une façon inouïe », comme le dit Südekum, mais avec une cordialité extrême, que les circonstances tragiques du moment rendirent particulièremeut émouvante.

Aussitôt que nous fûmes entrés en séance, Müller précisa la portée de sa mission et des déclarations qu'il allait faire en disant que, comme ni le Parteivorstand ni le groupe parlementaire social-démocrate n'avaient encore discuté la question de leur attitude à l'égard des crédits de guerre, et que d'ailleurs la situation pouvait encore se modifier avant qu'ils n'aient à le faire, il se bornerait à exposer aussi objectivement que possible la situation du Parti socialiste en Allemagne au moment de son départ de Berlin. Il ajouta qu'au surplus, les socialistes allemands désiraient, avant de prendre attitude eux-mêmes, se renseigner sur l'attitude probable des socialistes français, pour pouvoir, si possible, suivre une ligne de conduite semblable à la leur.

Müller déclara ensuite, de la façon la plus formelle

et à plusieurs reprises, qu'un vote du groupe social-démocrate en faveur des crédits de guerre ne se produirait certainement pas. « Dass man für die Kriegskredite stimmt, das halte ich für *ausgeschlosen* », furent ses propres termes. Il n'y avait, déclara-t-il, parmi les dirigeants du Parti et les membres du groupe social-démocrate, que deux courants appréciables d'opinion : l'un en faveur du vote *contre* les crédits de guerre, l'autre préconisant *l'abstention*. Les partisans du vote *contre* semblaient d'ailleurs, ajouta-t-il, devoir être plus nombreux que ceux de *l'abstention*.

Un député socialiste français ayant fait observer qu'une agression brutale et subite de la part de l'un des pays intéressés dans le conflit pourrait entre temps créer un cas de légitime défense pour le ou les pays attaqués, Müller déclara qu'à l'avis des socialistes allemands, la distinction entre l'État agresseur et l'État attaqué, que des socialistes se plaisaient naguère à considérer comme essentielle, était devenue surannée. Le conflit actuel, dit-il, découle de causes générales qui se résument dans la notion de l'impérialisme capitaliste, et sa responsabilité retombe sur les classes dirigeantes de tous les pays intéressés. Müller déclara donc considérer comme hautement improbable l'hypothèse où les événements feraient apparaître un pays comme le seul agresseur (comme si, par exemple, l'armée russe faisait soudainement irruption dans les provinces orientales de l'Allemagne), la seule hypothèse, ajouta-t-il, où les socialistes d'un pays pourraient considérer celui-ci comme étant en état de légitime défense.

C'était précisément parce qu'une telle hypothèse était peu vraisemblable, ajouta-t-il, qu'il était désirable que les socialistes aient une attitude à peu près identique dans tous les pays, et surtout de part et d'autre des Vosges.

L'échange de vues qui s'ensuivit ayant établi que les socialistes français étaient convaincus que le gouvernement de la République voulait sincèrement le maintien de la paix et que par conséquent, si la guerre éclatait malgré la France, ils n'auraient à choisir qu'entre deux alternatives : le vote en faveur des crédits de guerre et l'abstention, Müller finit par se rallier à l'opinion exprimée par le président de la séance, que l'abstention, dans les deux pays serait le seul moyen d'assurer l'unité d'action des partis socialistes de France et d'Allemagne. Toutefois, il resta bien entendu qu'aucun engagement ne pouvait être pris à cet égard, et que l'échange de vues qui venait d'avoir lieu n'aurait d'autre but que d'éclairer mutuellement les décisions qu'au moment décisif chacun des deux partis prendrait de son côté, en pleine autonomie, mais avec le désir de sauvegarder autant que possible l'unité internationale d'action du prolétariat.

En somme, les déclarations de Müller laissaient cette impression fort nette : 1° que la majorité du groupe social-démocrate allemand était favorable au vote contre les crédits militaires; 2° que si malgré cela les partisans de l'abstention devaient l'emporter, ce serait surtout pour sauvegarder l'unité d'action avec les socialistes français; 3° que la seule hypothèse à ne pas envisager était celle d'un vote des socialistes allemands en faveur des crédits de guerre.

Pour qu'aucun doute ne soit possible quant à la portée de mes déclarations, j'ajouterai que je suis convaincu que la bonne foi de mon ami Müller était entière, et que d'ailleurs ses déclarations traduisaient très probablement d'une façon exacte l'état d'esprit des dirigeants de la social-démocratie allemande jusqu'aux derniers jours de juillet.

Je profite de cette occasion, mon cher Renaudel, pour te dire toute mon admiration pour la façon courageuse et nette dont l'*Humanité*, surtout depuis la conférence de Londres, défend le point de vue socialiste dans la lutte que nous menons contre le militarisme prussien. On peut dire des socialistes belges qui se trouvent actuellement sous les armes, — en grande partie comme engagés volontaires, — la même chose que de leurs camarades français, c'est qu'ils ne se battraient pas comme ils le font, s'ils ne savaient que l'enjeu de la lutte n'est ni la conquête de territoires germaniques, ni la destruction de l'unité nationale allemande, mais au contraire la libération de tous les territoires, l'affranchissement de toutes les nationalités, la réduction à merci du Junkertum prussien, la fin même des guerres et du militarisme.

Cordialement à toi.

H. DE MAN.

APPENDICE II

LES SOCIALISTES AUTRICHIENS

Il n'a guère été question, dans cette brochure, des socialistes autrichiens. L'Autriche est plus loin de nous, et nous intéresse moins que l'Allemagne. D'ailleurs, bien que l'ultimatum à la Serbie ait été l'occasion de la conflagration européenne, et que par là l'Autriche ait agi pour son propre compte, sans qu'il fût nécessaire de l'inciter à une telle initiative, il paraît certain toutefois qu'elle ne souhaitait pas la généralisation du conflit, en sorte que c'est le gouvernement allemand, et lui seul, qui est, en définitive, directement responsable de la grande guerre. Enfin, la social-démocratie allemande tenait dans l'Internationale une telle place qu'il semblait presque indifférent de connaître, après qu'elle avait parlé, ce qu'avait pu dire dans le même sens le parti socialiste autrichien, et cela d'autant plus que ce parti autrichien n'était, au fond, qu'une annexe du parti allemand.

On a vu (p. 23) l'attitude de Victor Adler à la séance du Bureau socialiste européen, et le fâcheux effet que produisit sa déclaration, aussi bien, sinon plus, sur les délégués allemands que sur les membres du bureau. Ainsi, une différence se marquait, le 29 juillet, entre le principal leader des socialistes

allemands d'Autriche et les socialistes d'Allemagne. Depuis lors, ceux-ci ont été pris à leur tour d'une crise de chauvinisme pangermaniste. Mais une différence a subsisté, en ce sens que la crise paraît avoir été plus forte encore parmi les socialistes d'Autriche, — du moins si l'on en juge par la comparaison du *Vorwärts* et de l'*Arbeiter Zeitung* de Vienne.

L'organe officiel des socialistes allemands d'Autriche s'est montré, tout d'abord, disposé à juger sévèrement la diplomatie de la monarchie dualiste, et ce n'est certes pas une particulière sympathie pour les Serbes qui le guidait : il était évidemment mû par une idée de justice élémentaire et par la crainte de la guerre. On serait presque tenté de s'étonner de la liberté avec laquelle l'*Arbeiter Zeitung* critiqua l'ultimatum autrichien à la Serbie, si l'on songe que ce journal paraît en un pays où la liberté de la presse est toujours assez précaire, et qu'il avait eu peu de temps auparavant un numéro saisi parce qu'il avait publié des discours prononcés au congrès socialiste français sur le militarisme. Mais cet esprit critique n'a pas duré. Aussitôt que la question serbe est devenue, comme le journal l'avait prévu lui-même, une question européenne, il s'est retourné avec indignation contre la Russie, et l'analyse des faits diplomatiques devient étrangement fragmentaire et fantaisiste. Il aurait pu, alors, se laisser guider avec avantage par son confrère le *Vorwärts*. Il n'a plus rien à redire à l'attitude du gouvernement austro-hongrois, et, bien entendu, tout ce que fait l'Allemagne est au mieux des intérêts de la paix. Dans ces conditions, la conduite de l'Angleterre et de la France est absolument inexpli-

cable, et, en effet, le journal renonce à toute explication. Ses articles ne sont plus que bavardage et déclamation, et tout ce bavardage aboutit, après la séance du Reichstag du 4 août, à une explosion d'enthousiasme chauvin.

Je publie dans le *Mercure de France* du 1er juin 1915 la traduction des principaux passages des articles parus du 22 juillet au 5 août 1914.

Je me contente de reproduire ici le dernier article, du 5 août. Le numéro du 5 août est un de ceux que je n'ai pu me procurer. La traduction suivante est faite d'après le numéro documentaire d'août-septembre de la revue suédoise *Tiden*.

LA JOURNÉE DE LA NATION ALLEMANDE

Mardi. 5 août.

Nous devons ne jamais oublier ce 4 août. De quelque façon que tournent les dés du destin, — et avec les vœux les plus ardents de notre cœur nous espérons la victoire pour la cause sainte du peuple allemand, — l'image du Reichstag allemand se dressera dans l'histoire comme une journée de la plus fière et la plus puissante élévation de l'esprit allemand.... La diplomatie a-t-elle bien agi, a-t-elle fait ce qu'elle devait, l'avenir en décidera. Aujourd'hui, la vie de la nation allemande est en jeu, et alors il n'y a ni doute ni hésitation. Le peuple allemand est uni dans sa résolution de fer inébranlable de ne pas se laisser subjuguer, et ni mort ni diable ne réussiront à vaincre ce grand peuple intelligent, notre peuple allemand....

Les socialistes allemands, sans en excepter un, ont voté le projet. Certes, ce n'est pas leur faute si l'empire allemand et le monde européen tout entier vont éprouver les horreurs de la guerre. Mais, puisque la patrie allemande est en danger, la social-démocratie est là pour défendre le pays.... Elle ne marchande pas; jamais parti n'a eu conduite plus

grande et plus sublime que cette social-démocratie allemande, qui s'est montrée digne de cette heure si extraordinairement grave.

Donc, maintenant, le peuple allemand s'en va lutter uni pour sauver son existence comme État et comme nation. De l'autre côté, rien que des raisonnements misérables, d'étranges coalitions, d'où toute idée morale est absente.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos. 1

Chapitre I. — La critique des négociations diplomatiques (23-31 juillet). 5
— II. — L'attitude du parti social-démocratique allemand dans l'Internationale 20
— III. — De l'état de siège à la séance du 4 août. . . 34
— IV. — La séance du 4 août. 53
— V. — Conclusion. 73

APPENDICES

Appendice I. — La voix de Londres. — Une confirmation. 91
— II. — Les socialistes autrichiens 98

107-15. — Coulommiers. Imp. Paul BRODARD. — 5-15

LIBRAIRIE ARMAND COLIN
103, Boulevard Saint-Michel, PARIS

SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

DIVISIONS DE CE CATALOGUE

Sciences sociales et politiques :

Bibliothèque du Mouvement social contemporain. . . . 3
Ouvrages généraux. 5
Questions politiques. 7
Questions d'éducation et d'enseignement. 11
Questions économiques. 13
Questions du temps présent. 17

Études et Enquêtes en France et à l'Étranger :

France. 18
Allemagne 21
Angleterre et Empire Britannique 22
Autriche-Hongrie. 25
Belgique. 26
Espagne 26
Italie 26
Russie. 27
Suisse 28
Turquie 28
Afrique 29
Asie 31
Amérique 35
Océanie 38

TABLE ALPHABÉTIQUE par *noms d'auteurs*. 39

Tous les ouvrages compris dans ce Catalogue sont expédiés franco *au prix marqué, contre envoi de leur montant, en un mandat postal, à l'adresse suivante :* LIBRAIRIE ARMAND COLIN, 103, Boulevard Saint-Michel, Paris, 5e. — Les droits de douane et les frais de recommandation sont à la charge du destinataire.
Nos publications sont en vente chez tous les libraires.

SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

BIBLIOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL CONTEMPORAIN

Les Fonctionnaires : leur action corporative, par **Georges-Cahen**, Maître des Requêtes au Conseil d'État. Un volume in-18, broché . . . . . **3 fr. 50**

« On sera séduit par l'exacte documentation de cet ouvrage, par sa belle ordonnance, sa parfaite clarté d'exposition, la rapidité, l'animation du récit. C'est un des livres les plus étudiés, les mieux faits, qui aient été écrits sur une grande question contemporaine. On devra y recourir pour connaître le passé et le présent du corporatisme des Fonctionnaires. » (*Revue Bleue.*)

Le Procès de la Démocratie, par **Georges Guy-Grand**. Un volume in-18, broché. . . . . **3 fr. 50**

« Depuis quelques années, des attaques précises contre le régime démocratique se sont élevées de côtés très différents. M. Guy-Grand étudie ces diverses critiques. Parfaitement renseigné, il sait les exposer clairement et les distinguer entre elles. Quoi qu'on pense de ces graves questions, c'est un livre à lire et qui mérite d'être signalé pour le talent et le sérieux de la discussion. » (*Le Correspondant.*)

L'Orientation Religieuse de la France actuelle, par **Paul Sabatier**. Un volume in-18 (2e ÉDITION), broché . **3 fr. 50**

« M. Paul Sabatier suit dans l'évolution politique, intellectuelle, artistique, les efforts de l'esprit religieux et s'applique à nous faire pressentir ce qui peut résulter des multiples aspirations contemporaines vers une vie spirituelle complète et harmonieuse. » (*Revue de Paris.*)

« M. Paul Sabatier affirme qu'il y a une renaissance du sentiment mystique réunissant dans une sphère commune les plus hauts esprits... Le problème angoissant qui se pose à l'heure actuelle, est de savoir si la véritable foi religieuse, qui est amour, l'emportera sur la fausse foi qui est scolastique et dialectique, et si la réconciliation pourra se faire entre le christianisme et la civilisation moderne. » (*Mercure de France.*)

La Question sociale et le mouvement philosophique au XIXe siècle, par **Gaston Richard**, professeur à l'Université de Bordeaux. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

La pensée philosophique a-t-elle été étrangère à la transformation sociale de notre époque? Tel est le problème qu'étudie M. G. Richard. Il s'attache à prouver que seule la philosophie pouvait démontrer que la question sociale est, au fond, une question morale que l'on ne peut résoudre, ni même bien comprendre si l'on élude le double problème du droit et du mal. A l'appui de sa thèse, l'auteur soumet à un nouvel examen critique plusieurs points d'histoire souvent controversés, concernant les rapports de filiation entre les écoles philosophiques et les écoles socialistes du XIXe siècle.

Conduit avec une méthode rigoureuse, constamment appuyé sur l'étude des sources, ce travail aboutit à des conclusions neuves et personnelles. Un Index bibliographique permet au lecteur de contrôler et d'étendre la solide documentation de l'ouvrage.

La Famille française et son évolution, par **Louis Delzons**. Un volume in-18, broché . . . . . 3 fr. 50

« Avec l'autorité du jurisconsulte et l'expérience du romancier, qui a mesuré à la fois la valeur et la portée des articles de nos Codes et observé leur influence et leurs effets sur le caractère de la société contemporaine, M. Louis Delzons étudie les tendances nouvelles de notre époque; où mène depuis un siècle, en France, l'évolution de la famille, si rapide et si complète en ces dernières années. » (*Revue des Deux Mondes.*)

L'Évolution de la France Agricole, par **Michel Augé-Laribé**. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« Cet ouvrage est l'exposé précis de la transformation industrielle de l'agriculture et aussi de la transformation morale du monde de la terre. Il y a là un très gros problème, dont bien peu de nos contemporains se doutent, et dont on voit vite les conséquences économiques, politiques et surtout sociales à la lumière des faits développés brillamment par Michel Augé-Laribé. » (*Le Parlement et l'Opinion.*)

Les Transformations du Droit Civil, par **Joseph Charmont**, professeur à l'Université de Montpellier. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« Écrit d'une manière très objective, ce bref, mais ingénieux ouvrage expose, avec une pénétrante sagacité, l'évolution du droit privé sur les trois points fondamentaux de la famille, de la propriété, de la responsabilité. Mais, avec une infinie discrétion, M. Charmont laisse entrevoir ses vues, plus qu'il ne les indique. L'évolution n'a-t-elle pas eu le plus souvent d'heureux résultats? Pourtant n'inspire-t-elle pas aussi des inquiétudes? Ne laisse-t-elle pas, parfois, des regrets? L'auteur, ici, discrètement s'efface; il n'a voulu que nous montrer des courants, des luttes d'idées. Il n'entend pas se mettre en scène, et l'on ne peut, à cet égard, qu'apprécier son tact. »

(*Revue de Droit international privé.*)

Les Transformations du Droit public, par **Léon Duguit**, professeur de droit à l'Université de Bordeaux. Un volume in-18, broché . . . . . 3 fr. 50

« L'auteur montre la désagrégation de notre ancien système juridique et les conceptions nouvelles qui semblent présider à l'élaboration d'un nouveau système. L'influence des faits économiques est ici prépondérante ; et c'est ainsi que dans l'idée qu'on tend à se faire de l'Etat, la notion de souveraineté ou de droit subjectif va s'effaçant devant la notion, plus réaliste, de service public. On retrouvera dans ce volume la netteté et la vigueur de pensée qui ont fait apprécier M. Duguit des juristes et des philosophes. »

(*Le Correspondant.*)

Paraîtront successivement :

A travers la France, par Ardouin-Dumazet. — **Le Mouvement syndical**, par Félicien Challaye. — **L'Alsace-Lorraine**, par F. Eccard. — **La Politique de l'Église catholique**, par Maurice Pernot. — **La Philosophie du Syndicalisme**, par Edouard Berth. — **L'Organisation de l'Expérience sociale**, par Charles Rolland.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Les Systèmes Socialistes et l'Évolution économique, par **Maurice Bourguin**, professeur d'économie politique à la Faculté de droit de Paris. 4e édition *revue et corrigée, augmentée d'un index alphabétique des auteurs cités et des matières traitées.* Un volume in-8° cavalier (23c × 16c), 560 pages, broché. . . 10 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques : Prix Wolowski et Prix J.-B. Chevallier.

« C'est là une œuvre forte et loyale qui vaut d'être méditée par les hommes de toutes les tendances et de tous les partis. La documentation en est sérieuse et sobre, les analyses pénétrantes et exactes. M. Bourguin combat les systèmes sans parti pris d'école et sans préjugé de classe. A la probité d'analyse et d'interprétation s'ajoute l'inspiration sociale et humaine la plus libre, la plus démocratique et la plus large. » (Jean Jaurès. — *L'Humanité.*)

« L'œuvre de M. Bourguin est le fruit d'un labeur considérable ; le raisonnement pur y eut pour auxiliaire une méthode d'observation rigoureuse. Le lecteur, en même temps qu'il reconnaît l'analyste subtil et pénétrant, apprécie l'homme de cœur hanté par l'image obsédante de la misère. Il lui sait gré d'avoir écrit une œuvre d'une haute portée philosophique et scientifique tout à la fois. » (*Revue d'Economie politique.*)

La Sociologie de Proudhon, par **C. Bouglé**, chargé d'un Cours à la Sorbonne. Un volume in-18, broché. . . . 3 fr. 50

« De Proudhon se réclament aujourd'hui les théoriciens du syndicalisme révolutionnaire, les réformistes radicaux socialistes, les anti-collectivistes. Pour les uns, c'est un anarchiste ; pour les autres, un des maîtres de la contre-révolution. Qui croire ? Où est l'unité de la pensée proudhonienne ? M. Bouglé estime que c'est la sociologie de Proudhon qui fournit la clef de beaucoup de ses thèses, c'est-à-dire ce postulat que la société n'est pas la simple somme des unités qui la composent, que cette force collective est une réalité originale. La démonstration de M. Bouglé est judicieuse et brillante. »

(*Revue de Paris.*)

L'Individualisme économique et social : *Ses Origines, son Evolution, ses Formes contemporaines*, par **Albert Schatz**, professeur à la Faculté de droit de Lille. In-18, 600 pages, br. 5 fr.

« Ouvrage aussi remarquable par la concision élégante de la forme que par l'originalité de ses conclusions. L'ensemble en est constitué par l'exposé très clair et très complet des diverses théories individualistes, depuis Hobbes et Mandeville jusqu'à Nietzsche et Ibsen. Mais ce n'est pas seulement un exposé de doctrine, et ce livre n'intéresse pas que les économistes. Il constitue une œuvre de combat et, à ce titre, il s'adresse à tous les esprits indépendants, désireux de penser et d'agir par eux-mêmes, sans se laisser guider par leurs ambitions personnelles et les abus de toute coterie officielle. »

(*Le Monde Économique.*)

L'Élite dans la société moderne : *Son rôle*, par **Paul de Rousiers**. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

L'ouvrage de Paul de Rousiers met en relief le rôle social de l'Élite par des faits précis empruntés à la France comme à l'étranger. Mais il ne se borne pas à l'examen des phénomènes purement économiques. Des besoins intellectuels et moraux réclament l'action d'une élite désintéressée, d'une *surélite*; là où elle fait défaut, l'intérêt général court risque d'être exploité dans des vues intéressées. Ainsi l'élite est indispensable à la vie sociale sous toutes les formes. La Société moderne doit pourvoir constamment elle-même au recrutement des diverses élites qu'elle requiert. Telle est la conclusion de ce travail documenté et consciencieux, où le souci de la vérité s'allie à l'élévation des idées.

Les Sociétés primitives de l'Afrique Équatoriale, par le Dr **A. Cureau**, gouverneur des Colonies. Un volume in-8° écu, 432 pages, 9 figures, 18 *planches* et 1 carte *hors texte*, broché. 6 fr.

« Pour écrire une étude psychologique et sociologique du noir congolais, peu d'hommes étaient aussi qualifiés que le Dr Cureau. Il a passé plus de vingt ans dans l'Afrique centrale qu'il a parcourue d'un bout à l'autre; il parle plusieurs idiomes du pays; il s'est depuis longtemps intéressé, en esprit curieux et averti, aux coutumes, à la vie mentale, sentimentale et sociale des indigènes. De là vient la valeur toute particulière de son livre dans lequel il décrit le milieu, l'individu, la famille, le village et les organisations supérieures au village. L'ouvrage du Dr Cureau est singulièrement vivant, car il résume des expériences vécues. » (*Revue du Mois.*)

« Intéressante et utile contribution à l'étude des races primitives, conduite avec une méthode toute scientifique, d'ailleurs agréable à lire, où sont résumées de longues années d'observation. Ce travail offrira des documents précieux, tant aux coloniaux qu'aux sociologues, aux philosophes et aux historiens des religions. » (*Le Correspondant.*)

Essais politiques et sociaux, par **R. W. Emerson**. Traduction M. Dugard. Un volume in-18, broché . . . . . 3 fr. 50

« Il y a là, pour beaucoup, une sorte de révélation, car Emerson, maître universellement célèbre de la vie intérieure, est moins connu comme génie positif. Il fut cependant pénétré au plus haut point du respect des réalités. Guerre, propriété, éducation, gouvernement, rôle de l'écrivain, lutte des partis et des classes, il n'est pas une question que son idéalisme pratique n'ait approfondie en ces pages souvent admirables. » (*Le Figaro.*)

L'Économie de l'Effort, par **Yves Guyot.** Un volume in-18, broché. . . . . 4 fr.

« Ce livre n'est pas à proprement parler un traité d'économie politique; l'auteur dogmatise le moins possible; et à côté du précepte, il place toujours le fait qui l'éclaire et le justifie. Il ne définit pas seulement les trois entités maîtresses, la propriété, le capital et le travail; il en décrit les péripéties et les évolutions, multipliant les exemples pour les mieux faire comprendre... Livre intéressant où l'auteur a su condenser en 300 pages la substance de toute une bibliothèque d'économie politique. » (*Le Siècle.*)

La Synergie sociale, par **Henri Mazel.** Un volume in-18, broché. . . . . 4 fr.

L'auteur étudie dans ce volume l'action civilisatrice des énergies morales librement mises en commun. Comme cette étude porte à la fois sur le passé, le présent et même sur l'avenir, le livre abonde en aperçus d'histoire générale, en appréciations sur l'état de choses contemporain, et aussi en prévisions des âmes futures d'après quelques grands penseurs d'aujourd'hui. *La Synergie sociale* se rattache ainsi au mouvement actuel qui détache la sociologie de la biologie pour la rapprocher de la psychologie; à ce titre la lecture en est indiquée à tous ceux qui veulent se tenir au courant des nouvelles idées en sciences sociales.

L'Église catholique : *sa Constitution, son Administration,* par **André Mater,** professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles. Un volume in-18, 460 pages, broché. . . . . 5 fr.

« Les questions concernant la constitution et l'administration de l'Église catholique rentrent aujourd'hui dans les préoccupations de tous, et l'un des problèmes les plus graves qui s'imposent à l'attention publique, c'est la forme juridique et durable que doivent prendre les relations entre prêtres et laïques pour le maintien et l'entretien du culte. M. Mater, en un résumé clair et concis, nous donne tous les textes et « précédents » qui permettent de concilier les traditions et ordonnances de l'Église avec les besoins et les nécessités de la société présente. » (*Revue de Paris.*)

QUESTIONS POLITIQUES

L'Appropriation du Sol : *Essai sur le passage de la propriété collective à la propriété privée,* par **Paul Lacombe.** Un volume in-8° écu, VIII-412 pages, broché. . . . . 5 fr.

« L'ouvrage porte en sous-titre : Essai sur le passage de la propriété collective à la propriété privée. Dans le grand débat qui partage historiens et sociologues, l'auteur se range donc du côté des sociologues; mais l'originalité et l'intérêt de son livre consistent en ce qu'il a rapproché l'ethnographie de l'histoire, les enquêtes des voyageurs sur les sociétés primitives des recherches historiques sur l'origine de nos institutions, et qu'il a tenté de nous montrer comment a dû se constituer, au cours des siècles, la propriété privée. Cet essai de synthèse est suggestif et séduisant. » (*Revue de Paris.*)

Nos Libertés politiques : *Origines, Évolution, État actuel,* par **Maurice Caudel,** professeur à l'École libre des Sciences politiques. Un volume in-18, 462 pages, broché. . . . . **5 fr.**

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« Sans révérence exagérée pour les formules consacrées, M. Caudel va au fond des choses et son livre est une très sincère et perspicace philosophie de l'histoire et de la politique depuis plus d'un siècle. Même ceux que risque d'irriter sa méthode ou qui seront surpris de ses conclusions trouveront le plus grand profit à suivre attentivement ses considérations. Elles sont établies sur une connaissance profonde des faits et sur une sincérité de raisonnement auxquelles il est difficile de ne pas rendre justice. Le sujet est traité avec une liberté de jugement et une acuité d'esprit qui réservent au lecteur de rares jouissances. » (*Le Correspondant.*)

Traditionalisme et Démocratie, par **D. Parodi.** Un vol. in-18, broché. . . . . **3 fr. 50**

« C'est un livre de grande valeur et solidement pensé que cette étude d'un intérêt tout actuel. Tous ceux qui s'appliquent aux questions sociales du temps présent trouveront plaisir non moins que profit à le lire. Par l'analyse des doctrines ou opinions de MM. Brunetière, P. Bourget, M. Barrès, comme par l'étude des notions d'égalité, de liberté, de démocratie, M. Parodi a très bien su opposer les deux tendances pragmatiste et rationaliste de notre temps. » (*La Revue de Paris.*)

Syndicats et Services publics, par **Maxime Leroy.** Un volume in-18, broché. . . . . **3 fr. 50**

« On lira avec beaucoup d'intérêt et de profit cet ouvrage qui traite sérieusement une question sérieuse. Il y a là un ensemble de faits, de phénomènes sociaux contre ou pour lesquels les beaux discours ne feront rien; ce qui importe, c'est de les connaître, de les préciser et d'en comprendre la portée ; c'est à quoi M. Maxime Leroy a remarquablement réussi en étudiant « ces mouvements confus et diffus, qui pressent, menacent et débordent même les antiques notions du droit public auxquelles, depuis Rome, l'humanité attache tous ses sentiments d'ordre et de liberté. » (*Le Figaro.*)

Tableau politique de la France de l'Ouest *sous la Troisième République,* par **André Siegfried.** Un volume in-8° raisin, avec 102 cartes et croquis dans le texte et une carte hors texte, broché . . . . . **12 fr.**

L'étude de nos scrutins législatifs révèle l'existence de frontières électorales et de régions politiques. Si l'on veut connaître l'esprit et l'orientation de l'opinion politique française, il est nécessaire de l'analyser dans sa répartition territoriale.

Soumettre à cette classification géographique la France politique contemporaine, apprécier, à l'épreuve de leur continuité, la réalité des opinions et des tendances, sonder leur nature en voyant comme elles « réagissent » sous l'action des évènements, déterminer ainsi, en dressant la topographie des partis, les liens intimes qui les attachent au sol ou à certains sols, deviner par là les tempéraments politiques divers des races et des classes, tel a été le but de M. A. Siegfried en ce qui concerne nos provinces de l'Ouest. L'œuvre qu'il a entreprise est une œuvre de psychologie politique et de géographie humaine.

Problèmes politiques du Temps présent, par **Émile Faguet**, de l'Académie française, professeur à l'Université de Paris. Un volume in-18 (3e ÉDITION), broché. . . . . **3 fr. 50**

Sur notre régime parlementaire. — Armée et Démocratie. — Le socialisme dans la Révolution française. — La Liberté de l'Enseignement. — Les Églises et l'État.

« M. Émile Faguet apporte en ce volume cette même intelligence subtile et ce même esprit de sincérité qu'il déploie en sa critique des hommes et des œuvres. Sans vouloir donner de conseils, il s'attache du moins à nous expliquer son avis sur toutes les grandes questions qui ont occupé et divisé les esprits jusqu'à la fin du XIXe siècle. On trouve partout, en ces études, des idées précises et fortes qui s'imposent à la réflexion. »

(*Revue de Paris.*)

Questions politiques, par **Émile Faguet**, de l'Académie française. Un volume in-18 (2e ÉDITION), broché. . . . . **3 fr. 50**

La France en 1789. — Décentralisateurs et Fédéralistes. — Le socialisme en 1899. — Que sera le XXe siècle?

« Ces études sont toutes abondantes, réfléchies et documentées : l'auteur, tout en accordant la plus grande place au *socialisme*, a su y faire entrer toutes les questions intéressantes et trouver prétexte à nous donner de tous les problèmes sa solution personnelle. Le volume se termine par un long et curieux chapitre : « Que sera le XXe siècle ? » M. Faguet apporte en cette vaste méditation toute l'autorité de son expérience et toute sa logique à la fois subtile et précise. » (*Revue de Paris.*)

Études politiques, par **Émile Boutmy**, membre de l'Institut. Un volume in-18, broché . . . . . **3 fr. 50**

« Deux essais sur la *Souveraineté du peuple*, sur *la Déclaration des droits de l'homme et M. Jellinek*, deux notices sur *A. Bardoux* et *Albert Sorel*, telle est la matière de ce livre posthume. Comme dans les précédents ouvrages d'Emile Boutmy, on admirera, dans ces analyses d'esprits et d'idées, une grande finesse de psychologie et, dans le style, une forme subtile et nuancée. »

(*Revue de Paris.*)

« Ceux qui aborderont ce livre y trouveront cette finesse de l'observation, cette clarté, cette force de pensée qui marquent les ouvrages de M. Boutmy ; ils y prendront une utile leçon de discussion courtoise et d'impartialité sereine. » (*Revue Suisse.*)

Études de Droit constitutionnel (*France — Angleterre — États-Unis*), par **Émile Boutmy**, membre de l'Institut. Un volume in-18 (6e ÉDITION), broché. . . . . **3 fr. 50**

Ce volume renferme trois importantes études qui se font valoir et se complètent mutuellement. Dans la première, l'auteur nous expose un tableau critique et une classification aussi complète que possible des sources de la constitution anglaise. Le second « essai » ouvre une suite d'échappées et, pour ainsi dire, de vues latérales sur la constitution des Etats-Unis. Enfin la troisième étude forme en quelque mesure la conclusion des deux précédentes. L'auteur se propose de faire ressortir par une comparaison plus serrée et plus suivie avec la France, les différences non seulement de forme et de structure, mais d'essence et de genre qui existent entre la constitution anglaise, la constitution des États-Unis et la nôtre.

*

Solidarité, par **Léon Bourgeois.** 7e ÉDITION (9e et 10e mille), *revue et considérablement augmentée.* Un volume in-18, br. **3 fr. 50**

« Cette thèse de M. Léon Bourgeois, si simple et si forte en sa nouveauté, obtint un grand retentissement lors de sa publication. Depuis, l'auteur a ajouté au texte primitif des morceaux inédits qui en augmentent la haute portée et l'intérêt considérable. » (*Le Temps.*)

« Ce livre est un des meilleurs essais de critique sociale que nous ayons lus... On n'avait pas encore mis autant de clarté ni d'enchaînement dans l'exposition des résultats de la méthode scientifique appliquée aux questions de la vie sociale. » (MAXIME FORMONT. — *Gil Blas.*)

La République démocratique : *la Politique intérieure, extérieure et coloniale de la France,* par **J.-L. de Lanessan,** professeur agrégé à la Faculté de Médecine de Paris, ancien gouverneur général de l'Indo-Chine. Un volume in-18, broché. . . . **4 fr.**

« Il faut démocratiser la République », telle est la formule qui résume l'esprit et le but de cet ouvrage. L'ancien Gouverneur de l'Indo-Chine y étudie la genèse et les résultats de la Constitution de 1875, l'organisation des pouvoirs exécutif et législatif dans la République idéale, les moyens de rendre plus effectif l'exercice de la souveraineté nationale; et il esquisse, en terminant, un programme de réformes démocratiques capables d'être immédiatement réalisées. » (*Journal des Débats.*)

LES AFFIRMATIONS DE LA CONSCIENCE MODERNE, par GABRIEL SÉAILLES :

★ **Les Affirmations de la Conscience moderne,** par **Gabriel Séailles.** Un volume in-18 (5e ÉDITION), br. . . **3 fr. 50**

« Le nom de l'auteur suffisait à recommander ce livre à tous ceux qui, dans une phrase harmonieuse, cherchent une pensée. Il traite d'un sujet qui ne doit laisser aucun de nous indifférent, et il le fait sur un ton qui concilie le respect de toutes les convictions avec la hardiesse de toutes les libertés.... Ce livre est sérieux, profond, clair et accessible à tous. » (*Revue de Paris.*)

★★ **Éducation ou Révolution.** Un volume in-18, br. . **3 fr. 50**

« Qui veut éviter la Révolution doit vouloir les réformes; et de toutes les réformes, la plus urgente est celle de l'éducation ». M. Gabriel Séailles, qui s'est fait un domaine de ces questions d'éducation sociale, préconise l'émancipation intellectuelle, mais en insistant sur le développement de l'humanité en l'homme et, pour cela, sur la reconnaissance de tous ses droits naturels. C'est très libéral et très haut comme tendance. » (*Journal de Genève.*)

« Ces deux volumes ont une forte et belle unité d'inspiration. Ils ne nous intéressent pas seulement parce qu'on y trouve des contributions à l'histoire des idées, mais parce qu'ils résument tout un côté de l'histoire morale des dernières années. » (*Revue de Synthèse historique.*)

Choix de Discours de Charles Floquet (1885-1896). Deux volumes in-8°, avec un portrait de Ch. Floquet et deux autographes en fac-similé. Les deux volumes, brochés . . . . **12** fr.

« Ces deux volumes, qui sont un pieux hommage, ont en même temps une valeur scientifique. Les textes qu'ils groupent et mettent à la disposition des historiens, dans un format maniable, sont des documents importants pour l'histoire de la Troisième République. »
(*Revue d'Histoire moderne et contemporaine.*)

Discours et Opinions de Jules Ferry, publiés avec commentaires et notes, par **Paul Robiquet,** avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, docteur ès lettres (7 *volumes*). Chaque volume : in-8° cavalier, broché . . . . . **10** fr.

« Le souci de l'exactitude a obligé l'auteur à nous présenter les discours de Jules Ferry tels qu'ils sont reproduits dans les documents parlementaires. Cet important recueil offrira ainsi une abondante collection de témoignages aux historiens à venir. » (Gaston Deschamps. — *Le Temps.*)

« Même dans les discours étrangers à la politique — éloges nécrologiques, panégyriques d'artistes — se révèlent le don d'assimilation et l'universalité de vues de ce large esprit qui ne sut demeurer indifférent à aucune des manifestations de la vitalité du pays. » (*Journal des Débats.*)

Du rôle colonial de l'Armée, par le général **Lyautey.** Une brochure in-16 . . . . . **50** cent.

« L'utilisation de tous les éléments de l'Armée, officiers et troupe, pour l'œuvre coloniale, exige certaines conditions que l'auteur expose ici avec une clarté parfaite, une vivacité entraînante, et surtout une profondeur d'inspiration morale qui font de ces pages une prédication d'une très rare éloquence. »
(*La Quinzaine.*)

A consulter :

Le Président de la République, par Henry Leyret (p. 18).
Bibliothèque du Mouvement Social Contemporain (voir page 3).
Questions du Temps présent. Collection de brochures in-16 à **1** fr. (voir page 17).

QUESTIONS D'EDUCATION ET D'ENSEIGNEMENT

L'Enseignement professionnel en France : *Son histoire, ses différentes formes, ses résultats*, par **J.-B. Paquier,** docteur ès lettres, ancien prof. au lycée Saint-Louis. In-18, br. . **3** fr. **50**

« Voici un livre excellent et fortement documenté, où sont abordées dans toute leur complexité les deux questions de l'enseignement professionnel et de l'apprentissage. Clair et méthodique dans son exposé, impartial dans ses appréciations et ses jugements, l'auteur ne laisse dans l'ombre aucun des éléments importants d'un problème dont la gravité préoccupe justement les bons esprits et les pouvoirs publics. » (*La Revue Pédagogique.*)

La Liberté de l'Enseignement devant la Chambre, par **Ed. Aynard**, membre de l'Institut, député. Un volume in-18, broché. . . . . 2 fr.

Ce livre renferme les deux rapports de M. Ed. Aynard sur la liberté d'enseignement et sur le stage scolaire. Ces rapports sont suivis des débats parlementaires auxquels les deux questions donnèrent lieu. Tous ceux qui s'intéressent à ces discussions capitales, qui engagent l'avenir politique du pays, consulteront utilement cette publication.

La Réforme de l'Enseignement secondaire, par **Alexandre Ribot**, de l'Académie française, sénateur. In-18, broché . . . . . 3 fr. 50

« Disons tout de suite la vérité, la puissance et l'ampleur de l'ouvrage de M. Ribot. C'est une étude magistrale, aussi frappante par la clarté de l'exposition et la sévère beauté de la forme que par la sûreté, la précision et la richesse de l'information. C'est plus qu'un rapport, c'est un livre de haute pédagogie appelé à prendre place à côté des beaux rapports, devenus de beaux livres, de M. Gréard. » (*Le Temps.*)

L'Université et la Société moderne, par **Gustave Lanson**, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. Un volume in-18, broché . . . . . 1 fr. 50

« Ce livre mérite d'être beaucoup lu. Les opinions très personnelles et modérées de M. Lanson restent intéressantes, quelles que soient les décisions prises et les réformes consenties. C'est un des plus utiles commentaires et compléments des réformes ; il peut servir de guide aussi à ceux qui ont à les appliquer. » (*L'Enseignement secondaire.*)

L'Enseignement secondaire et la Démocratie, par **Francisque Vial**, professeur au lycée Lakanal. Un volume in-18, broché . . . . . 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Bordin.

« C'est l'œuvre d'un esprit très personnel, indépendant et vigoureux... On rencontre beaucoup de vues originales, suggestives, de pensées fortes, de remarques fécondes, d'idées justes dans le cours de ces analyses. Ce livre est à lire : il oblige à penser et à discuter. »

(G. Lanson. — *Revue Universitaire.*)

Les Études classiques et la Démocratie, par **Alfred Fouillée**. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr.

« M. Fouillée regarde la culture classique comme indispensable au maintien de la grandeur nationale. Sans que l'élévation de la pensée enlève rien à la précision des détails, il expose et soutient, avec une grande force persuasive, un plan d'enseignement basé sur cette culture. Ce maître-livre sera désormais le bréviaire des amis de l'enseignement classique, et leurs contradicteurs eux-mêmes ne pourront se dispenser d'en faire cas. » (*Le Temps.*)

La Réforme de l'Enseignement par la Philosophie, par **Alfred Fouillée**, membre de l'Institut. In-18, broché. . . 3 fr.

« Les idées générales exposées par l'éminent philosophe sont de celles qui semblent appelées à diriger le siècle nouveau ; elles ont une importance qui dépasse de beaucoup l'heure actuelle ; elles paraissent bien devoir s'imposer d'une manière durable à l'examen des philosophes comme des hommes d'Etat. » (*Journal des Débats.*)

Idée d'une École, par **Paul Desjardins**. Une brochure in-18. . . . . 1 fr.

« C'est l'exaltation de la culture en tant que distincte de l'instruction, de la culture qui permettra à l'individu de s'humaniser, et c'est l'annonce d'une Ecole d'humanités où l'enseignement est donné au cours de libres entretiens, et qui s'adresse, non pas dix années durant à des collégiens, mais pendant quatre ans à des adultes. Noble tentative à laquelle tout homme de sens doit s'intéresser. » (*Revue de Paris.*)

A consulter :
L'Éducation et la Société en Angleterre, par Max Leclerc (p. 24).
La Formation sociale de l'Anglais moderne, par P. Descamps (p. 22).
Questions du Temps présent. Collection de brochures in-16 (p. 17).

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

Les Produits coloniaux : *Origine, Production, Commerce*, par **G. Capus**, docteur ès sciences, ancien directeur général de l'Agriculture en Indochine, et **D. Bois**, assistant au Muséum d'Histoire naturelle, professeur à l'École coloniale. Un volume in-18, XVI-688 pages, 203 gravures et cartes, relié toile. . . 7 fr.

« Cet ouvrage, unique en son genre, est un mémento ou recueil d'informations scientifiques, économiques et industrielles. Les auteurs ont, en dehors de ceux du règne végétal, traité également des produits des règnes animal et minéral, de telle sorte que ce livre est indispensable aux élèves des écoles coloniales, aux écoles de commerce ou aux administrateurs coloniaux pour avoir sous la main des renseignements suffisants sur telle ou telle production naturelle, aux industriels, aux commerçants, également au planteur ou au colon. Sous la forme la plus concise, le lecteur rencontrera le maximum de renseignements puisés aux meilleures sources et bénéficiera sans efforts des recherches à travers les publications les plus diverses, que nécessitent semblables documentations. » (*La Quinzaine coloniale.*)

Manuel d'Économie commerciale : *La Technique de l'Exportation*, par **Pierre Clerget**, professeur à l'École supérieure de Commerce et près la Chambre de Commerce de Lyon. Un volume in-18, VII-451 pages, relié toile souple. . . . . 4 fr. 50

« Écrit pour les élèves des écoles de commerce, ce manuel rendra de grands services à beaucoup d'autres catégories de lecteurs : aux étudiants de nos facultés de droit, aux commerçants soucieux de culture générale, aux hommes politiques, au grand public. On y trouvera, étudiées avec compétence et talent, un certain nombre de questions vitales pour notre pays et que tout le monde a intérêt à connaître. » (*Revue d'Économie politique.*)

Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui, par **Daniel Zolla**, professeur à l'Ecole nationale d'Agriculture de Grignon. Un volume in-18, broché . . . . . 3 fr. 50

« On retrouve, dans ce volume, les qualités de netteté et de vigueur qui distinguent les écrits de cet économiste agronome, qui sait si bien rendre vivantes et attrayantes les discussions que soulèvent les problèmes relatifs à la terre. L'ouvrage est à lire en entier : il est instructif et d'une clarté limpide. » (*Revue des Deux Mondes.*)

La Propriété rurale en France, par **Flour de Saint-Genis**, précédé d'un rapport de M. de Foville à l'Académie des Sciences morales et politiques. Un volume in-8° écu, broché. . . . 6 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« Il est rare de rencontrer sur des sujets aussi étendus, des études auss complètes, aussi consciencieuses, d'une telle richesse de documents, d'une érudition si vaste et en même temps d'un aussi libre esprit. Les statistiques de tout genre, l'enregistrement, les questions fiscales, le régime hypothécaire, le code de procédure, les enquêtes, les projets de réforme, n'ont aucun secret pour l'auteur et il ne nous laisse rien ignorer. » (*Rev. des Etudes historiques.*)

Le Compagnonnage : *son Histoire, ses Coutumes, ses Règlements, ses Rites*, par **E. Martin Saint-Léon.** Un volume in-18, XXVIII-374 pages, broché . . . . . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Fabien.

Il n'est peut-être pas d'institution plus originale et plus pittoresque que le Compagnonnage avec ses rites mystérieux qui rappellent singulièrement ceux de la Franc-Maçonnerie, avec son tour de France et les coutumes qui s'y rattachent. L'auteur qui, depuis plusieurs années, poursuit son enquête, nous apporte les révélations les plus curieuses sur les rites et les usages du Compagnonnage de nos jours.

La Mutualité : *Ses principes, ses bases véritables*, par **F. Lépine**, inspecteur de l'Enseignement primaire. (2e Édition, revue, corrigée et augmentée.) Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« On attend beaucoup de la mutualité, qui a rendu déjà de grands services. Mais il est permis de se demander s'il n'y a pas dans la législation même qui la régit des erreurs nombreuses et de toutes sortes. — M. F. Lépine a étudié tout cela de près; il a longuement observé et réfléchi. Tous ceux qu'intéresse la question liront cet ouvrage solide et précis où sont minutieusement signalées toutes les lacunes des systèmes actuels et où l'auteur propose d'utiles réformes. » (*Revue de Paris.*)

La Fortune privée à travers sept siècles : *L'Argent, la Terre*, par le Vte **G. d'Avenel.** In-18 (3e édition), br. . 4 fr.

« A la fois érudit, historien, moraliste et économiste soucieux des problèmes les plus contemporains, M. d'Avenel nous trace l'histoire de l'argent et de la terre à travers sept siècles. Œuvre minutieuse et colossale que l'auteur oriente vers un double but : mettre en lumière les côtés les plus obscurs et peut-être les plus intéressants de notre vie ancienne; projeter cette même lumière sur les problèmes sociaux d'aujourd'hui. Peu d'ouvrages auront rendu autant de services à notre histoire nationale. » (A. Rambaud. — *Revue Bleue.*)

Paysans et Ouvriers depuis sept cents ans : *Salaires, Dépenses*, par le Vte **G. d'Avenel.** In-18 (5e édition), br. . 4 fr.

« Ce volume nous présente des conclusions tout à fait neuves sur l'évolution ancienne du salaire des journaliers, domestiques, ouvriers de métier de l'un et l'autre sexe. C'est une nouvelle étape parcourue dans cette histoire de la civilisation matérielle que l'auteur a entreprise et poursuit avec une science très informée et l'art si rare de donner une valeur et un attrait littéraire à une masse énorme de renseignements et de chiffres. »

(*Journal des Débats.*)

Les Riches depuis sept cents ans, par le Vte **G. d'Avenel.** Un volume in-18, broché. . . . . 4 fr.

« Dans ce livre qui fait tout naturellement suite à *Paysans et Ouvriers depuis sept cents ans*, et où il passe en revue toutes les sortes d'appointements, de bénéfices, d'honoraires depuis le Moyen âge jusqu'à nos jours, M. G. d'Avenel a démontré une fois de plus comment l'histoire des chiffres bien interprétée devient la plus grosse part de l'histoire des hommes, comment le XIXe siècle où s'est fondée l'égalité dans les codes, a vu croître l'inégalité dans les fortunes; que l'influence des révolutions politiques sur le salaire réel a été nulle jusqu'en 1850; quels résultats prodigieux, au contraire, les découvertes scientifiques ont eus sur les salaires depuis cette date... On sait du reste pour les avoir déjà appréciés, l'intérêt de ces travaux si personnels et si originaux et quelle en est la portée économique. » (*Revue des Deux Mondes.*)

Le Mécanisme de la Vie moderne, par le Vicomte **G. d'Avenel** (Ouvrage complet en *5 séries*) :
Chaque série : un volume in-18, broché. . . . . 4 fr.

1re série : *Les magasins de nouveautés. — L'industrie du fer. — Les magasins d'alimentation. — Les établissements de crédit. — Le travail des vins.* (5e ÉDITION.)

2e série : *Le papier. — L'éclairage. — Les compagnies de navigation. — La soie. — Les assurances sur la vie.* (4e ÉDITION.)

3e série : *La maison parisienne. — L'alcool et les liqueurs. — Le chauffage. — Les courses.* (5e ÉDITION.)

4e série : *L'habillement féminin. — La publicité. — Le théâtre. — Le prêt populaire.* (2e ÉDITION.)

5e série : *Les grandes hôtelleries. — La Bourse. — Les moyens de transport urbains. — Porcelaines et faïences. — Tapis et tapisseries.* (2e ÉDITION.)

« On ne saurait dire à quel point M. d'Avenel a réussi à rendre intéressants tous ces sujets si divers, de quelle espèce de vie pittoresque il a su les éclairer et les grandir en quelque sorte, se préoccupant surtout, en ses incessantes recherches, de trouver la preuve et la mesure des progrès accomplis de nos jours dans la division du travail, tandis que d'une plume si sincère et si délicate, toujours sobre et spirituelle, il démêlait la complexité du mécanisme de la vie moderne. Sur toutes ces questions, on n'a rien écrit de mieux informé, de plus consciencieux, ni — tout en étant agréable à lire — de plus grave, et qui prouve plus de largeur d'esprit. » (*Revue des Deux Mondes.*)

Fleuves, Canaux, Chemins de fer, par **Paul Léon**, avec une Introduction de PIERRE BAUDIN, sénateur, ancien ministre. Un volume in-18, *4 planches hors texte*, broché. . . . . 4 fr.

« Ce livre est un exposé précis et documenté de la situation actuelle de l'industrie des transports en France et des méthodes à employer pour tirer le meilleur parti des instruments dont on dispose. Les solutions préconisées par l'auteur peuvent appeler la discussion, non le combat. C'est une lecture qui s'impose à tout esprit s'intéressant aux efforts de l'activité humaine, à tout homme d'action qui veut se faire une opinion raisonnée sur une question où sont en cause de graves intérêts nationaux. » (A. VACHER. — *Notes critiques.*)

Le Fer, la Houille et la Métallurgie à la fin du XIXe siècle, par **Georges Villain.** Un volume in-18, br. . 3 fr. 50

« M. Villain s'est attaché particulièrement au développement de l'industrie et aux *trusts* auxquels le fer a donné naissance. Il a fait œuvre de savant et son livre, qui réunit la clarté de l'exposition à la précision des faits, constitue un des documents les plus intéressants et les plus précieux que l'on puisse avoir sur la matière. » (*Journal Officiel.*)

Voyage autour de l'Octroi de Paris, par **Charles Mayet.** Un volume in-18, broché . . . . . 2 fr.

Ce livre est toujours d'actualité. En mettant en lumière les vices rédhibitoires du système fiscal des octrois, l'auteur conclut à la nécessité de leur suppression et de leur remplacement par un système fiscal moins gênant, moins ruineux pour le commerce et l'industrie de notre pays.

Les Régimes douaniers : *Législation douanière et Traités de Commerce*, par **Bertrand Nogaro** et **Marcel Moye,** prof. à la Faculté de Droit de Montpellier. Un vol. in-18, br. 3 fr. 50

« Il n'y avait pas en langue française d'ouvrage synthétisant et mettant au point les multiples détails de l'organisation douanière. Les auteurs de ce livre ont résumé la matière souvent diffuse et complexe en un petit volume de lecture agréable et de consultation aisée. Ils ont dégagé les caractères essentiels des dernières tendances de la politique douanière contemporaine et ils ont ainsi éclairé une question dont les multiples subtilités rendent parfois difficile une claire compréhension. »

(*Revue économique internationale.*)

L'Or dans le Monde (*Géologie, Extraction, Économie politique*), par **L. de Launay,** membre de l'Institut, professeur à l'École supérieure des mines. Un volume in-18, broché . . . . 3 fr. 50

« Le développement considérable de l'extraction aurifère (Transvaal, Australie, Mexique, Colorado, Alaska) est certainement un des traits caractéristiques de l'industrie minière à notre époque. Ce mouvement si singulier est examiné, dans ses causes et dans ses conséquences, par M. de Launay avec la compétence, le sens pénétrant et l'esprit philosophique dont il a donné tant de preuves. Quand on a terminé la lecture de cet ouvrage captivant, on reste malgré soi étonné, presque stupéfait, du grand nombre de conclusions et de prévisions du plus haut intérêt auxquelles on a été conduit. »

(Auguste Hollard. — *Revue générale des Sciences.*)

L'Émigration européenne au XIXe siècle : *Angleterre, Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie, Russie,* par **R. Gonnard,** professeur à l'Université de Lyon. Un vol. in-18, broché. 3 fr. 50

« Peu de livres sont aussi intéressants, aussi riches d'idées fécondes, de vues ingénieuses, d'aperçus nouveaux. Ce dont il faut surtout savoir gré à l'auteur, c'est qu'il nous sort des systèmes absolus et tranchants dont on nous a pendant longtemps rebattu les oreilles, qu'il n'accepte pas comme un dogme intangible la supériorité sacro-sainte de telle ou telle race. C'est là l'œuvre d'un historien réfléchi qui tente, sans parti pris, de voir clair dans e jeu compliqué des activités nationales. » (*Revue Universitaire.*)

Bulletin du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale (ancien *Bulletin de l'Office du Travail*), paraissant le 20 de chaque mois.

ABONNEMENT ANNUEL (de janvier).

France et Colonies. . . . . 2 fr. 50 | Union postale . . . . . 3 fr. 50
Le numéro. . . . . 20 cent.

A consulter :

Bibliothèque du Mouvement Social Contemporain (voir page 3).
Syndicats et Services publics, par MAXIME LEROY (voir page 8).

QUESTIONS DU TEMPS PRÉSENT. Collection de brochures in-16.
Chaque brochure. . . . . 1 fr.

Littérature et Conférences populaires, par *Paul Crouzet*.
Le Rôle social des Universités, par *Max Leclerc*.
Le Baccalauréat de l'Enseignement secondaire (Projets de réforme), par *E. Boutmy*.
De l'Éducation moderne des Jeunes Filles, par *M. Dugard*.
L'Ame française et les Universités nouvelles, selon l'esprit de la Révolution, par *J. Izoulet*.
L'État et l'Église, par *Charles Benoist*.
Ce qu'on va chercher à Rome, par *Léon Ollé-Laprune*.
La Doctrine politique de la Démocratie, par *Henry Michel*.
M. Brunetière et l'individualisme (A propos de l'article « Après le procès »), par *A. Darlu*.
La Lutte contre le Socialisme révolutionnaire, par *Georges Picot*, de l'Institut.
Autour de la Conférence interparlementaire, par *Gaston Moch*.
Le Parti modéré ; ce qu'il est, ce qu'il devrait être, par *Paul Laffitte*.
L'Impôt démocratique sur le Revenu, par *Kergall*.
Les Grèves et la Conciliation, par *Arthur Fontaine*.
La Morale de la Concurrence, par *Yves Guyot*.
Le Féminisme aux États-Unis, en France, dans la Grande-Bretagne, en Suède et en Russie, par *Kaethe Schirmacher*.
L'Émigration des Femmes aux Colonies, par *J. Chailley-Bert*.
Le Problème de la dépopulation, par le *Dr J. Bertillon*.
Les Pays de France. Projet de fédéralisme administratif, par *P. Foncin*.
La Politique coloniale de la France (L'Age de l'Agriculture), par *J. Chailley-Bert*.
Le Gouvernement de l'Algérie, par *Jules Ferry*.
Lettres d'un Économiste classique à un Agriculteur souffrant, par *Ernest Brelay*.
Une voix d'Alsace, par *Ignotissimus*.

ÉTUDES ET ENQUÊTES
EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

FRANCE

Le Président de la République : *son rôle, ses droits, ses devoirs*, par **Henry Leyret.** Un volume in-18, broché . 3 fr. 50

« Dans cet ouvrage, M. Leyret discute avec une indépendante clairvoyance le rôle, les droits, les devoirs du président. Il conclut fort judicieusement de ses sages et impartiales observations que le président de la République n'est point aussi irresponsable qu'on le dit et qu'on le croit, et il souhaite un président qui, ayant la crainte de se « conduire en parasite ou en paralytique » use de ses droits, et se « conduise en chef d'État ». Cette étude est écrite d'un style alerte et brillant et conduite avec une attrayante méthode. »
(*Le Temps.*

Les Grands Ports de France : *Leur rôle économique*, par **Paul de Rousiers.** Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« Étude très précise, sans être extrêmement détaillée. Par là, elle intéresse non seulement les initiés, qui trouveront profit à voir comment un esprit informé et clairvoyant entre tous juge tel port, ses mérites, ses insuffisances, mais aussi tous les Français cultivés, désireux de connaître l'exacte situation de notre commerce maritime, exagérément décrié. » (*Revue Bleue.*)

« L'enquête scientifique de M. de Rousiers doit être méditée par tous ceux qui sont soucieux de la prospérité de la France maritime. » (*Le Figaro.*)

Les Syndicats industriels de Producteurs en France et à l'Étranger : *Trusts — Cartells — Comptoirs — Ententes internationales*, par **Paul de Rousiers.** (NOUVELLE ÉDITION, refondue, mise à jour et considérablement augmentée.) Un volume in-18, broché . . . . . 3 fr. 50

« Dans ce volume où sont mis en comparaison *trusts* américains, *cartells* allemands et *comptoirs* français, on se plaira à apprécier de nouveau la manière de M. de Rousiers, sa claire érudition et son expérience des affaires. En une succincte et complète exposition, l'auteur nous fait admirablement connaître les origines, les éléments et les effets des *trusts*, ces énormes engins dont l'Europe elle-même sentira la toute-puissance. » (*Revue de Paris.*)

Les Syndicats agricoles et leur œuvre, par le **Comte de Rocquigny** [*Bibliothèque du Musée social*] (3e ÉDITION augmentée d'une préface, exposant le mouvement syndical agricole de 1900 à 1908.) Un volume in-18, *1 carte hors texte*, broché. . . . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française.

« Nul n'était mieux indiqué que M. de Rocquigny, l'un des directeurs du Musée social, pour écrire ce livre documenté et intéressant qui rectifiera bien des erreurs, et où le lecteur trouvera tous les renseignements désirables. »
(HENRI MAZEL. — *Mercure de France.*)

Syndicats ouvriers, Fédérations, Bourses du travail, par **Léon de Seilhac.** Un volume in-18, broché . . . . 3 fr. 50

« Étude impartiale et très documentée du mouvement d'organisation ouvrière depuis un demi-siècle. Ouvrage fort utile à consulter pour les personnes qui, n'ayant pas suivi au jour le jour la grande évolution de l'idée syndicale, veulent connaître les formes par lesquelles s'est manifestée l'énergie corporative, les résultats obtenus par les organisations ouvrières et les idées successives qui ont eu cours dans le monde du travail. » (*Revue de Synthèse historique.*)

Les Congrès ouvriers en France (1876-1897), par **Léon de Seilhac** [*Bibliothèque du Musée social*]. Un volume in-8° écu, broché . . . . . 4 fr.

« Cet ouvrage est bien le mémento le plus substantiel et le plus commode qu'on puisse consulter sur l'histoire du socialisme en France. C'est avec raison que l'auteur a préféré laisser la parole aux rédacteurs officiels des congrès, au lieu d'en écrire, comme cela lui eût été facile, doctoralement l'histoire. Son livre forme ainsi le résumé des « protocoles » de ces congrès, et c'est ce qui lui donne son intérêt documentaire. » (*Le Temps.*)

Les Traités ouvriers. *Accords internationaux de Prévoyance et de Travail* (Textes officiels, commentaire et historique), par **Albert Métin**, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Un volume in-18, broché . . . . . 3 fr. 50

« Ce livre, parfaitement documenté, nous donne les textes officiels des divers accords internationaux concernant les lois protectrices du travail. L'auteur y a joint un commentaire historique, des tableaux et statistiques, des notes comparatives, — bref, tout un répertoire clair et bien ordonné qui fait de cet ouvrage un guide et un instrument indispensable à tous ceux que les questions ouvrières préoccupent aujourd'hui. » (*La Revue.*)

Les Sociétés coopératives de consommation, par **Charles Gide**, professeur d'Économie sociale à la Faculté de droit de Paris. (*Deuxième Edition refondue et augmentée.*) Un volume in-18, 306 pages, broché . . . . . 3 fr. 50

La rédaction première de cet ouvrage, réduite au moindre nombre de pages, constituait un petit manuel destiné aux membres des sociétés coopératives et à leurs administrateurs. Cette *Deuxième Edition refondue et augmentée* contient plus du double des matières de la précédente. Elle ne s'adresse plus seulement aux seuls coopérateurs ; elle s'adresse aussi aux personnes étrangères à la pratique de la coopération qui désirent cependant être renseignées sur l'importance et sur l'évolution du mouvement coopératif.

La Femme dans l'Industrie, par **R. Gonnard**, professeur à la Faculté de droit de Lyon. Un volume in-18, broché . . 3 fr. 50

« Voici un livre à recommander qui se lit avec beaucoup d'agrément. Les choses y sont présentées sous une forme vive, pittoresque et émue, et avec une certaine grâce qui convient bien au sujet. Les citations sont aussi très heureusement choisies. Ajoutez à cela une bibliographie très soignée qui fournit à ceux qui veulent approfondir davantage le sujet, tous les moyens de le faire. » (*Revue Économique.*)

Dix années de Politique coloniale, par **J. Chailley-Bert**, membre du Conseil supérieur des colonies. In-18, br. . 2 fr.

« A mesure que l'on a acquis une notion exacte des difficultés de la mise en valeur de notre empire colonial, on a appris simultanément comment il convient de les résoudre. Il s'est ainsi fait un travail immense dans les esprits, et M. Chailley-Bert, qui y a pris une si grande part, en a tracé une esquisse brillante qui se distingue, comme tous ses écrits, par l'abondance des idées et par la sûreté de la documentation. » (*Le Temps.*)

Le Recrutement des Administrateurs coloniaux, par **Émile Boutmy**, membre de l'Institut, directeur de l'École libre des Sciences politiques. In-18, broché . . . . . 1 fr. 50

Notre Marine marchande, par **Charles-Roux**, ancien député. Un volume in-18, broché. . . . . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« Bien que M. Charles-Roux s'en défende dans son « Avant-propos », son livre est un véritable traité sur la marine marchande. Ses études théoriques comme sa pratique des affaires et ses travaux au Parlement l'avaient admirablement préparé à cette tâche. L'ouvrage se recommande par son excellente méthode, sa clarté d'exposition et son généreux esprit. » (*Le Siècle.*)

Marine française et Marines étrangères, par **Léonce Abeille**, capitaine de frégate, sous-directeur de l'École supérieure de Marine. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« Nul mieux que le commandant Abeille ne pouvait entreprendre et mener à bien cette tâche si ardue d'exposer ce qu'est et ce que doit être la marine française en elle-même et par rapport aux marines étrangères. Admirablement préparé par sa situation et de nombreuses années d'études, il a pu rédiger un véritable cours, rempli de faits que ne pourront se dispenser de connaître ceux qui s'intéressent à ces questions. » (*Le Polybiblion.*)

A consulter :

La Famille française et son évolution, par Louis Delzons (v. p. 4).
L'Orientation religieuse de la France actuelle, par Paul Sabatier (voir page 3).
L'Évolution de la France agricole, par Michel Augé-Laribé (v. p. 4).
Tableau politique de la France de l'Ouest *sous la Troisième République*, par André Siegfried (voir p. 8).
Questions politiques, par Émile Faguet (voir page 9).
Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui, par D. Zolla (v. p. 13).
La Propriété rurale en France, par Flour de Saint-Genis (v. p. 14).
Les Régimes douaniers, par B. Nogaro et M. Moye (voir page 16).
Questions du Temps présent. Collection de broch. in-16 (voir p. 17).
La Colonisation française dans l'Afrique du Nord, par V. Piquet (voir page 29).
L'Afrique du Nord, par Henri Lorin (voir page 30).
Les Musulmans français du Nord de l'Afrique, p. Ismaël Hamet (p. 30).
L'Indochine française, par H. Russier et H. Brenier (voir p. 31).

ALLEMAGNE

Les Universités allemandes au XXe siècle, par le Dr **René Cruchet**, professeur agrégé à l'Université de Bordeaux. Un volume in-18, broché. . . . . 4 fr.

Le Dr René Cruchet a visité les vingt Universités que compte aujourd'hui l'Allemagne. Il s'est efforcé, en replaçant chaque centre universitaire dans son cadre, parmi ses idées, ses usages et ses traditions, d'en montrer les particularités originales. Chacune de ces Universités lui est apparue comme un tout autonome, ayant ses souvenirs glorieux, ses représentants caractéristiques et ses tendances propres. Ecrit dans une langue agréable, égayé d'anecdotes et de fines descriptions, agrémenté de piquantes interviews d'Unisitaires allemands réputés, ce livre est à consulter par tous ceux qui s'intéressent aux Universités en général, et plus spécialement, à l'avenir de nos Universités françaises.

L'Impérialisme allemand, par **Maurice Lair**. Un volume in-18, (2e ÉDITION), broché. . . . . 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Marcelin-Guérin.

« L'intérêt de ce livre n'échappera à personne. C'est un très sérieux document sur le développement politique et économique d'un des plus grands Etats d'aujourd'hui. M. Lair y fait, pour l'Allemagne, ce que M. Victor Bérard a fait pour l'Angleterre dans son ouvrage *L'Angleterre et l'Impérialisme*. Les deux volumes se complètent et s'éclairent mutuellement et seront inséparables l'un de l'autre sur la table de l'homme politique comme sur celle de l'homme d'étude. » (*Annales des Sciences politiques.*)

Les Cartells de l'Agriculture en Allemagne, par **A. Souchon**, professeur à la Faculté de droit de Paris. Un volume in-18, broché. . . . . 4 fr.

« Ce qu'étaient et ce que sont les cartells en Allemagne, voilà ce que nous apprend M. Souchon. Ecrit dans un style très clair, accompagné de nombreux appendices donnant la traduction des divers traités du Kornhaus, des traités des cartells de l'alcool, du sucre, etc., son livre sera lu en France avec autant d'intérêt que de profit, car il vient à son heure. »

(H. HITIER. — *Journal d'Agriculture.*)

L'Expansion allemande hors d'Europe (*États-Unis*, *Brésil*, *Chantoung*, *Afrique du Sud*), par **E. Tonnelat**. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« C'est le tableau des ambitions, des méthodes, des déceptions de la *Weltpolitik* impériale, dans ses tentatives d'expansion chez les Blancs, les Jaunes, les Noirs. Et c'est une psychologie précise et curieuse de l'Allemand qui, un peu honteux de sa langue à l'étranger, disposé à adopter pour patrie la terre où il peut vivre en paix, oublieux assez vite de son pays d'origine, finit par se fondre dans les autres peuples. » (*Revue de Paris.*)

« Ce livre est un de ceux qu'il faut lire avec attention, parce qu'il comporte en même temps un enseignement et une critique, tous deux également profitables à l'avenir économique de notre pays. » (*Gil Blas.*)

La France et Guillaume II, par **Victor Bérard**. Un vol. in-18 (2e ÉDITION), broché. . . . . 3 fr. 50

« Il n'y a pas de sujet qu'il faille toucher d'une main plus délicate. A cette heure, il était utile qu'un historien donnât, en des pages claires et précises, une idée des relations existant entre la France et l'Empereur allemand. Mais, pour traiter ces questions, il fallait une plume alerte, un esprit renseigné et clairvoyant, un tact spécial à discerner dans la masse des documents apportés par une actualité en fièvre d'information, ceux dont il convient de faire état. M. Bérard s'est acquitté de sa tâche avec bonheur. Il parle le langage de la raison sans se défendre d'une franchise audacieuse, lorsqu'il sent que cette franchise sert la cause de la vérité. » (*Le Figaro.*)

A consulter :

L'Émigration européenne au XIXe siècle (*Allemagne*, etc.), par R. GONNARD (voir page 16).

Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE (voir page 16).

Les Syndicats industriels de Producteurs en France et à l'Étranger (*Trusts*, *Cartells*, *Comptoirs*), par PAUL DE ROUSIERS (v. p. 18).

Les Traités ouvriers, par ALBERT MÉTIN (voir page 19).

Marine française et Marines étrangères (*Allemagne*, etc.), par le Ct L. ABEILLE (voir page 20).

La Question polonaise, par R. DMOWSKI (voir page 28).

ANGLETERRE ET EMPIRE BRITANNIQUE

La Formation sociale de l'Anglais moderne, par **Paul Descamps**. Préface de PAUL DE ROUSIERS. Un vol. in-18, br. 4 fr.

Comment l'Anglais acquiert-il les caractères sociaux qui lui sont propres? Pour répondre à cette question, M. P. Descamps étudie l'influence du métier, de la vie familiale et de l'éducation sur la formation de l'individu, puis l'ouvrier à l'atelier et dans son home, l'éducation dans les écoles, la hiérarchie des classes et le rôle social des individus. Cet ouvrage, fruit d'enquêtes personnelles et d'une observation réfléchie, véritable mine de renseignements sur l'organisation sociale de l'Angleterre contemporaine apporte une précieuse contribution à l'étude des questions d'éducation et à la science sociale.

Londres et les Ouvriers de Londres, par **D. Pasquet**, docteur ès lettres, professeur au lycée Condorcet. Un volume in-8° raisin, avec une planche hors texte, 23 cartes et graphiques dans le texte, broché. . . . . 12 fr.

L'auteur de cet ouvrage a voulu présenter dans un tableau d'ensemble les caractères généraux de la vie ouvrière à Londres, et montrer comment les conditions géographiques, historiques et économiques concourent à rendre particulièrement misérable la situation d'une grande partie du monde ouvrier, et particulièrement difficile les entreprises d'amélioration sociale ou morale.

C'est la première fois que l'on essaie d'étudier ainsi un problème complexe et vivant de phénomènes sociaux et de montrer comment ils réagissent les uns sur les autres. Aussi cet ouvrage, d'une documentation minutieuse, doit-il être lu par tous ceux qui s'intéressent aux questions sociales.

Essai sur les Origines de la Chambre des Communes, par **D. Pasquet**. Un vol. in-8° raisin, broché . . . . . 5 fr.

D'après l'opinion généralement admise, la Chambre des Communes serait sortie d'un mouvement révolutionnaire dans lequel noblesse et bourgeoisie se seraient unies, au cours du XIIIe siècle, pour limiter le pouvoir du roi. L'auteur de cet ouvrage prouve, par des textes empruntés aux documents officiels, que la convocation des députés des comtés ou des villes, dont la réunion forma au XIVe siècle la Chambre des Communes, est avant tout l'œuvre des rois eux-mêmes, d'Edouard Ier principalement.

La Crise Anglaise : *Scènes électorales. La Réforme constitutionnelle. Le Problème financier. La terre. Libre échange et réforme douanière*, par **Philippe Millet.** Un volume in-18, br. 3 fr. 50

« Ce livre n'a rien d'académique : l'auteur décrit ce qu'il a vu et aussi ce qu'il a vérifié et appris dans les documents après qu'une conversation l'a mis sur la piste d'un problème. C'est la déposition d'un témoin impartial que sa connaissance de la langue et des mœurs anglaises et son goût de l'observation directe ont préparé à bien voir et à bien entendre. » (*Revue de Paris.*)

Le Développement de la Constitution et de la Société politique en Angleterre, par **Émile Boutmy**, membre de l'Institut, directeur de l'École libre des Sciences politiques. Un volume in-18 (6e ÉDITION), broché . . . . . 3 fr. 50

Comment se sont formés les éléments essentiels qui constituent l'Angleterre politique moderne, voilà le problème dont M. Emile Boutmy va chercher la solution dans l'étude approfondie de son histoire. Nous suivons l'auteur, avec le plus grand intérêt, à travers les époques parfois si troublées des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles jusqu'à cette Angleterre contemporaine que l'évolution démocratique de nos jours semble en voie de transformer.

Essai d'une Psychologie politique du Peuple Anglais au XIXe siècle, par **Émile Boutmy**. Un vol. in-18 (3e ÉDITION), broché . . . . . 4 fr.

« Cet ouvrage est une œuvre des plus importantes, des plus riches en observations profondes, fines et instructives... M. Boutmy a une connaissance approfondie de l'histoire et de la littérature anglaise. Il voit les choses en plein relief et en mouvement. Sa pensée et son style en font le tour et savent en saisir et en rendre tous les aspects. » (G. MONOD. — *Revue Historique.*)

Le Trade-Unionisme en Angleterre, par **Paul de Rousiers**, avec la collaboration de MM. de CARBONNEL, FESTY, FLEURY et WILHELM (*Bibliothèque du Musée social*). Un volume in-18 (3e ÉDITION), broché . . . . . 4 fr.

« La pensée maîtresse exprimée par M. de Rousiers dans ce volume est que les *Trade-Unions* sont le résultat des conditions du travail salarié au XIXe siècle. Le « phénomène social des syndicats d'ouvriers est la manifestation d'une force existante ; la science sociale a pour objet d'étudier cette force », c'est ce qu'a fait l'auteur avec une méthode solide, non seulement pour l'observation des détails, mais pour l'étude des rapports entre les faits sociaux. Cet ouvrage est l'un des meilleurs fruits scientifiques produits par le Musée social. »

(CH. SEIGNOBOS. — *Revue critique.*)

L'ÉDUCATION ET LA SOCIÉTÉ EN ANGLETERRE

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Marcelin-Guérin.

★ **L'Éducation des classes moyennes et dirigeantes en Angleterre,** par **Max Leclerc**, avec un Avant-propos par E. Boutmy, de l'Institut. Un volume in-18 (5e ÉDITION), broché . . . . . 4 fr.

« Comment se forment en Angleterre les classes qui constituent l'élite politique, intellectuelle, industrielle, commerciale de la nation, et qui ont fait la grandeur prodigieuse et presque indéfinie de ce petit pays? M. Max Leclerc a cherché ce que font la famille, l'Etat, l'Ecole pour les former. Le résultat de cette enquête, poursuivie avec une patience et une sagacité rares, est bien fait pour troubler les idées de la pédagogie continentale. »
(*Revue de Paris.*)

★★ **Les Professions et la Société en Angleterre,** par **Max Leclerc.** Un volume in-18 (3e ÉDITION), broché. . . . . 4 fr.

« Ce livre de M. Max Leclerc est une remarquable contribution à cette science nouvelle que les Allemands appellent la psychologie des peuples. Je crois qu'en France on n'a jamais rien écrit de plus pénétrant ni de plus réfléchi sur les mœurs et le caractère des Anglais. On sent que cet ouvrage est sorti d'une longue enquête, conduite avec beaucoup d'intelligence et aussi avec beaucoup d'enthousiasme. » (*Journal des Débats.*)

L'Angleterre et l'Impérialisme, par **Victor Bérard.** Un vol. in-18, *une carte en couleur hors texte* (5e ÉDITION), br. . . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Thérouanne.

« Ce livre magistral contient une série d'études faites de données précises, de chiffres exacts, nourries d'une abondance de renseignements neufs, et pourtant vivantes, séduisantes. Il n'est pas de tableau où ressorte avec plus de relief la crise dramatique du commerce et de l'industrie britanniques, et la croissance prodigieuse de l'Allemagne économique. » (*La Revue de Paris.*)

« M. Victor Bérard a une vue singulièrement nette et précise, vivante et réaliste des hommes et des choses. Selon le procédé de Taine, qu'il rappelle à certains égards, M. Bérard accumule les détails concrets, choisis non pas au hasard, mais en vue d'étayer sa démonstration et de préparer sa synthèse. Ces qualités étaient déjà visibles dans les précédents ouvrages de M. Bérard. Elles s'affirment avec plus d'éclat encore dans ce nouveau volume. »
(*Questions diplomatiques et coloniales.*)

Les nouvelles Sociétés anglo-saxonnes (*Australie et Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud*), par **Pierre Leroy-Beaulieu.** (NOUVELLE ÉDITION [3e] ENTIÈREMENT REFONDUE.) In-18, br. 4 fr.

Couronné par l'Acad. française et par l'Acad. des Sciences morales et polit.

« M. Leroy-Beaulieu nous donne, dans cet ouvrage d'un intérêt et d'une valeur incontestables, des observations toutes personnelles, originales, vivantes et pittoresques à la fois, faites sur les hommes et les choses et recueillies sur les lieux mêmes durant un long séjour aux Etats-Unis, dans les colonies d'Australie et la Nouvelle-Zélande. De l'exemple de ces pays jeunes et hardis, des grandes choses qui se sont accomplies dans les nouvelles sociétés anglo-saxonnes, il a fort bien montré que la vieille Europe peut retirer les plus utiles renseignements tant au point de vue politique qu'économique. »
(*Revue des Deux Mondes.*)

Les Anglais aux Indes et en Égypte, par **Eugène Aubin.** Un vol. in-18 (4e ÉDITION), broché . . . . . 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Furtado.

« M. E. Aubin a longtemps vécu au Caire : il a été témoin des événements qu'il nous raconte. Comme d'autre part il est allé aux Indes, il a pu aussi se rendre compte de l'organisation indienne et il nous en explique le mécanisme avec une clarté parfaite... C'est toute une analyse de la politique anglaise coloniale que le lecteur trouvera dans ce volume : souhaitons qu'il soit beaucoup lu en France et beaucoup médité. » (*La Revue de Paris.*)

A consulter :

Questions extérieures, par V. BÉRARD (voir page 29).
L'Émigration européenne au XIXe siècle, par R. GONNARD (v. p. 16).
Études de Droit constitutionnel (France, *Angleterre*, États-Unis), par EMILE BOUTMY (voir page 9).
Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE (voir page 16).
Les Traités ouvriers, par ALBERT MÉTIN (voir page 19).
Marine française et Marines étrangères, par LÉONCE ABEILLE (v. p. 20).
La Rivalité anglo-russe au XIXe siècle, en Asie, par le Dr ROUIRE (voir page 32).
Révolutions de la Perse, par VICTOR BÉRARD (voir page 32).
L'Inde britannique, par JOSEPH CHAILLEY (voir page 34).
L'Inde d'aujourd'hui, *Étude sociale*, par ALBERT MÉTIN (voir page 34).
Le Canada, *Les deux Races*, par A. SIEGFRIED (voir page 37).
La Colombie britannique, par ALBERT MÉTIN (voir page 37).
La Démocratie en Nouvelle-Zélande, par A. SIEGFRIED (v. p. 38).
L'Évolution sociale en Australasie, par L. VIGOUROUX (voir page 38).

AUTRICHE-HONGRIE

La Hongrie au XXe siècle : *Étude économique et sociale*, par **René Gonnard**, professeur d'Économie politique à l'Université de Lyon. Un volume in-18, broché . . . . . 4 fr.

« Voici un livre qui pourrait être fastidieux et que son auteur a su rendre intéressant, plus que cela : captivant, parce que, dès qu'on s'occupe de politique générale, on se rend compte que les amitiés ou les haines de peuple à peuple sont basées moins sur les tempéraments et la race que sur les nécessités économiques. L'ouvrage de M. Gonnard, écrit de première main, sur place et d'après des documents incontestables, est de ceux qui rendent service non seulement au lecteur, mais au pays. » (*Le Correspondant.*)

« C'est là le livre le plus documenté qu'on puisse recommander au lecteur français désireux de se renseigner sur la Hongrie. »

(EMM. DE MARTONNE. — *Annales de Géographie.*)

A consulter :

Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE (voir page 16).
La Question polonaise, par R. DMOWSKI (voir page 28).

BELGIQUE

La Belgique morale et politique (1830-1900), par **Maurice Wilmotte**, avec une préface de Émile Faguet, de l'Académie française. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« Voici un des ouvrages les plus documentés et aussi les plus lumineux que je sache. M. Wilmotte est un historien, un critique, un psychologue et un sociologue. Il s'est tiré avec bonheur de la tâche considérable qu'il avait entreprise. Je ne crois pas qu'il y ait sur l'histoire de la Belgique rien de plus pénétrant, rien de plus avisé et rien de plus définitif. »

(Émile Faguet. — *Revue latine.*)

A consulter :

Les Régimes douaniers, par B. Nogaro et M. Moye (voir page 16).
Les Traités ouvriers, par Albert Métin (voir page 19).

ESPAGNE

L'Espagne au XXe siècle : *Étude politique et économique*, par **Angel Marvaud**. Un volume in-18 jésus, avec une carte hors texte *en couleur*, broché . . . . . 5 fr.

« M. Angel Marvaud est certainement, au point de vue des questions économiques et politiques, notre meilleur hispanisant. Le livre qu'il nous donne sur l'Espagne est solide et définitif. A cette enquête impartiale et complète, rien ne manque. Une préface historique définit le legs du passé. L'auteur passe ensuite en revue tous les problèmes politiques, l'administration, les partis, le clergé, l'armée; il étudie les questions économiques, financières, agricoles, douanières, industrielles. Il aborde enfin, après le problème social, auquel il a déjà consacré un volume, les relations de l'Espagne moderne avec le Maroc et avec l'Amérique. Lumineux et complet, l'ouvrage de M. A. Marvaud vient à son heure. Il devra constituer le *vade-mecum* de tous ceux qui veulent travailler au rapprochement franco-espagnol. » (*L'Opinion.*)

A consulter :

Les Régimes douaniers, par B. Nogaro et M. Moye (voir page 16).
L'Affaire Marocaine, par Victor Bérard (voir p. 30).
Les Traités ouvriers, par Albert Métin (voir p. 19).

ITALIE

Notes sur l'Italie contemporaine, par **Paul Ghio**. Un vol. in-18, broché . . . . . 3 fr.

« Ce livre, agréablement écrit, mérite de retenir l'attention à cause des documents qu'il nous apporte et par la manière pénétrante et sagace dont l'auteur a entendu son office de critique psychologique, politique et social de l'Italie contemporaine. Le changement de politique qui s'y est manifesté au cours de ces dernières années et le rôle du parti socialiste dans la vie de la nation y sont particulièrement bien retracés. » (*Revue Historique.*)

La Prévoyance sociale en Italie, par **Léopold Mabilleau**, directeur du Musée social, avec la collaboration de MM. Ch. Rayneri et de Rocquigny (*Bibliothèque du Musée social*). Un volume in-18, broché . . . . . 4 fr.

La transformation économique de l'Italie date d'hier ; et l'on peut se montrer surpris de la rapidité de l'évolution de ce pays. Par quel miracle d'ingéniosité et d'énergie, par quels procédés l'Italie est-elle parvenue à tirer parti des conditions défavorables qui lui étaient faites, c'est ce qu'ont étudié les auteurs de ce volume. Ils nous exposent le résultat de leurs enquêtes par le menu, après nous avoir donné une vue d'ensemble qui permet de dégager l'idée maîtresse de l'œuvre et de situer à leur place respective les éléments dont elle se compose.

A consulter :

L'Émigration européenne (*Italie*, etc.), par R. Gonnard (voir page 16).
Les Régimes douaniers, par B. Nogaro et M. Moye (voir page 16).
Les Traités ouvriers, par Albert Métin (voir page 19).
Marine française et Marines étrangères (*Italie*, etc.), par Léonce Abeille (voir page 20).
Le Peuplement italien en Tunisie et en Algérie, par G. Loth (voir page 31).

RUSSIE

L'Empire Russe et le Tsarisme, par **Victor Bérard.** In-18, 400 pages, *1 carte hors texte* (2e édition), broché. . . . . 4 fr.

« Le peuple russe, dit M. Victor Bérard, ignore tout de la France ; le public français n'a de la Russie qu'une idée rudimentaire ou même une imagination assez fantaisiste. » Et l'éminent écrivain étudie le problème russe avec tout le calme et toute la liberté d'esprit de l'historien. Il n'est pas de livre dont la lecture s'impose plus impérieusement au public tout entier. » (*Le Temps.*)

Le Développement économique de la Russie, par **J. Machat.** In-18, *4 cartes* et *10 diagrammes*, broché. . 4 fr.

« On trouvera dans ce remarquable ouvrage les données les plus sûres et les plus complètes sur l'avenir prochain de la nation russe. La comparaison de tous les faits économiques étudiés avec les faits de même ordre chez les autres peuples contribue à en rendre la lecture singulièrement claire et attachante. » (*Le Temps.*)

Finlande et Finlandais, publié sous la direction de **Werner Söderhjelm**, professeur à l'Université d'Helsingfors. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« Ce livre comble une importante lacune. Un groupe d'écrivains finlandais, sous la direction de M. Söderhjelm, vient de présenter au public français un ensemble de petites monographies tout à fait remarquables, qui dévoilent en quelque sorte à nos yeux le monde finlandais sous ses aspects les plus divers. La géographie et l'ethnographie, l'histoire, l'organisation parlementaire, la culture intellectuelle et l'instruction publique, les beaux-arts et la musique, le féminisme, les sports et l'hygiène, le développement industriel et agricole, sont tour à tour décrits sous une forme à la fois scientifique et attrayante par des spécialistes compétents. C'est un livre unique dans son genre : un tableau vivant du pays « aux mille lacs », du cadre physique et de l'âme nationale du peuple finlandais. »

(*Revue des Sciences politiques.*)

La Question de Finlande, *au point de vue juridique*, par **René Henry**, professeur à l'École libre des Sciences politiques. Une brochure in-18 . . . . . 1 fr.

La Question Polonaise, par **R. Dmowski**. Traduction du polonais par V. Gasztowtt, revue et approuvée par l'auteur. Préface de Anatole Leroy-Beaulieu, de l'Institut. Un volume in-18, *une carte hors texte*, broché . . . . . 4 fr.

« L'auteur de ce livre est certainement l'homme le mieux qualifié pour traiter le sujet qu'il présente aujourd'hui au public. Non seulement il le connaît à fond dans tous les détails, mais il a été aussi pendant ces dernières années la personnification des aspirations du peuple polonais, puisqu'il fut président du *Kolo* polonais à la deuxième et à la troisième Douma. Grâce à l'excellente traduction de M. Gasztowtt, cet ouvrage est d'une parfaite clarté. Il convaincra tout le monde. » (*Journal des Débats.*)

A consulter :

L'Émigration européenne, par R. Gonnard (voir page 16).
Les Régimes douaniers, par B. Nogaro et M. Moye (voir page 16).
Marine française et Marines étrangères, par le Cᵗ Abeille (v. page 20).
Révolutions de la Perse, par Victor Bérard (voir page 32).
La Rivalité Anglo-Russe en Asie, par le Dʳ Rouire (page 32).

SUISSE

La Suisse au XXᵉ siècle. Étude économique et sociale, par **Pierre Clerget**, professeur à l'École supérieure de commerce et près la Chambre de commerce de Lyon ; (2ᵉ édition, *revue, mise à jour et augmentée*, 1912.) Un volume in-18, broché. . 3 fr. 50
Ouvrage couronné par la Société de Géographie commerciale de Paris.

« M. Pierre Clerget, qui a appartenu au corps enseignant suisse, étudie en ce livre bien documenté et fort intéressant, tous les problèmes que pose la Suisse contemporaine : population, organisation politique et fiscale, agriculture, industrie, commerce, situation internationale. Il montre à juste titre l'intérêt que présente pour nous l'étude de ce peuple chez qui tous les problèmes qui s'agitent dans notre pays sont résolus ou à la veille de l'être. »
(*La Revue.*)

TURQUIE

La Mort de Stamboul : *Considérations sur le Gouvernement des Jeunes-Turcs*, par **Victor Bérard**. Un volume in-18, broché. 4 fr.

« Dans cet ouvrage, M. Victor Bérard, qui s'est fait une spécialité de l'étude de la question d'Orient, expose les effets désastreux qu'a eu le gouvernement des Jeunes-Turcs. Il le fait avec une richesse de documentation et une minutie d'analyse merveilleuses. Aussi ce long réquisitoire contre un régime qui a perdu la Turquie doit être lu lentement et à tête reposée, tant es faits y sont accumulés et leurs conséquences examinées méticuleusement. »
(*Polybiblion.*)

La Ruine d'un Empire : *Abd-ul-Hamid, ses Amis et ses Peuples*, par **Georges Gaulis**. Préface de VICTOR BÉRARD. Un volume in-18, broché. . . . . 4 fr.

Comment la politique hamidienne a ruiné l'Empire ottoman, ce problème historique méritait d'être examiné d'ensemble par un esprit documenté, sagace, indépendant. Georges Gaulis l'avait étudié sous toutes ses faces avec sa parfaite connaissance des hommes et des choses de Turquie. Et c'est l'œuvre posthume de ce vaillant publiciste que des mains pieuses nous donnent aujourd'hui. Soit que nous pénétrions à Yildiz-Kiosque, soit que nous considérions la mainmise de l'Allemagne sur la Turquie, soit que nous écoutions battre le cœur des peuples macédoniens, serbes, bulgares, grecs, continuellement, sous nos yeux, s'organise la « ruine d'un Empire ».

La Révolution Turque, par **Victor Bérard**. Un volume in-18 de 358 pages, broché. . . . . 4 fr.

« Dans ce volume on trouvera, clairement et impartialement résumé, ce que la Porte et l'Europe ont tenté depuis un siècle et demi pour la réforme de la Turquie; ce que les Jeunes Turcs ont essayé, il y a trente ans, pour l'établissement du régime constitutionnel; ce qu'Abd-ul-Hamid et l'entente austro-russe ont fait pour le maintien du régime de massacres; comment enfin la crise est survenue. Est-il besoin de dire avec quelle aisance, quelle logique et quel art M. Victor Bérard sait rassembler un long passé et le braquer sur les faits contemporains pour les illuminer?» (*Revue de Paris.*)

Questions extérieures (1901-1902), par **Victor Bérard**. Un volume in-18, broché . . . . . 3 fr. 50

Créances et routes turques. — Panama. — La Tripolitaine. — L'Alliance anglo-japonaise. — La guerre Sud-Africaine. — La Royauté espagnole. — L'Angleterre et la Paix.

« Remarquable par la justesse et l'originalité des vues, ce livre est un véritable manuel nécessaire à tous ceux qu'intéressent les problèmes de la politique extérieure contemporaine. » (M. MARION. — *Revue Universitaire.*

A consulter :

Le Sultan, l'Islam et les Puissances, par V. BÉRARD (voir page 32).

AFRIQUE

La Colonisation française dans l'Afrique du Nord : *Algérie-Tunisie-Maroc*, par **Victor Piquet**. Un volume in-8° écu, x-538 pages (2e ÉDITION), 4 cartes hors texte, broché. . . . 6 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française.

« L'œuvre colonisatrice de la France dans l'Afrique du Nord méritait une étude approfondie et un exposé d'ensemble, qui la fit connaître à tous les Français. M. Victor Piquet, qui a déjà consacré un volume aux *Civilisations de l'Afrique du Nord*, ne s'en tient pas à l'historique de notre action coloniale : administration, tribunaux, organisation du crédit, mise en valeur des richesses de tous genres, il aborde toutes les questions, et son livre nous présente vraiment le tableau de l'œuvre civilisatrice poursuivie par la France. » (*Revue de Paris.*)

L'Affaire Marocaine, par **Victor Bérard.** Un volume in-18, 470 pages (2e ÉDITION), broché . . . . . 4 fr.

« On ne saurait trouver meilleure mise au point de la question marocaine. C'est avec son talent habituel que M. Bérard a développé cette idée, que la France est capable, sans attentat à la souveraineté du chérif, sans atteinte à la liberté du commerce mondial, d'amener les Marocains à prendre leur place parmi les serviteurs de la civilisation et de la paix. » (*Journal des Débats.*)

L'Afrique du Nord (*Tunisie, Algérie, Maroc*), par **Henri Lorin,** ancien professeur au lycée Carnot de Tunis, professeur à l'Université de Bordeaux. Un volume in-18, *27 gravures, 3 cartes hors texte* et un index, relié toile, 3 fr. 50; — broché . . . . . 3 fr.

« L'ouvrage est divisé en quatre parties : esquisse géographique générale, géographie régionale, géographie économique et géographie politique. De nombreux croquis et gravures illustrent cet ouvrage que complètent des notes bibliographiques, un index et l'explication des termes arabes employés. Ce travail vient à son heure et il est appelé à rendre de nombreux services. »
(*Bulletin de la Société de Géographie commerciale de Paris.*)

Les Civilisations de l'Afrique du Nord (*Berbères, Arabes, Turcs*), par **Victor Piquet.** In-18, *4 cartes hors texte*, br. . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« Le gros travail de M. Victor Piquet se réfère au passé, long et parfois glorieux, du littoral méditerranéen du continent noir, mais il est propre à éclairer le présent obscur et complexe de la Berbérie. C'est une œuvre très consciencieuse, agrémentée d'abondantes citations de chroniqueurs arabes, et qui comble une lacune, car aucun ouvrage ne groupait encore dans une étude d'ensemble les grandes civilisations historiques qui se sont succédé en Tunisie, Algérie, Maroc. » (*Revue Bleue.*)

Les Musulmans français du nord de l'Afrique, par **Ismaël Hamet,** officier interprète principal à l'État-Major de l'Armée. Un vol. in-18, *2 cartes hors texte*, broché . . 3 fr. 50

« Étudier dans notre Afrique méditerranéenne la distribution de la population musulmane, les mélanges ou oppositions de races et la société qui en découle, l'évolution agricole, commerciale et intellectuelle de cette société et les résultats probables de son influence; essayer de déduire de cette étude quelques prévisions pour l'avenir : tel est le double but que l'auteur s'est assigné et qu'il a pleinement atteint. » (*La Revue de Paris.*)

La France en Afrique, par le Lt-Colonel **Ed. Ferry.** Un volume in-18, broché . . . . . 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Montyon.

« Des renseignements précieux par leur précision, des aperçus exacts et des plus intéressants sur le monde musulman, telle est la caractéristique de cet ouvrage. » (*La Dépêche Coloniale.*)

« Le Lt-Colonel Ferry doit à ses longs séjours en Afrique, une connaissance approfondie des hommes et des choses de l'Islam. Aussi ces pages, d'un style attrayant, méritent-elles de fixer l'attention. » (*Revue de Géographie.*)

Le Peuplement italien en Tunisie et en Algérie, par **Gaston Loth,** directeur du Collège Alaoui, à Tunis. In-8°. raisin, 500 p., *36 gravures* et *cartes* dont *10 planches hors texte*, br. **10** fr.

« Il n'est pas d'aussi important problème dans l'Afrique française, il n'en est pas qui ait donné lieu à autant d'opinions divergentes dans le monde de la science et de la politique de colonisation. Avec ses observations pénétrantes, ses statistiques précises, ses vues ingénieuses, ce volume est indispensable à quiconque s'intéresse à notre domaine africain. » (*Revue Universitaire.*)

La Conquête du Sahara : *Essai de Psychologie politique*, par **E.-F. Gautier**. Un volume in-18, broché . . . . . **3** fr. **50**

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Marcelin-Guérin, et par la Société de Géographie commerciale de Paris.

« Cet essai de psychologie politique, écrit d'une plume alerte par un explorateur et un savant, constitue à la fois la plus instructive et la plus attrayante des lectures. Une première partie raconte d'une façon nette et précise la conquête du « Sahara touareg » et celle du « Sahara marocain ». Puis suivent d'excellentes et pittoresques études, dont l'une, particulièrement suggestive, sur la race et les mœurs des Touaregs. » (*Le Correspondant.*)

A consulter :

Les Sociétés primitives de l'Afrique équatoriale, par le Dr A. Cureau (voir page 6).

L'Or dans le Monde, par L. de Launay (voir page 16).

L'Expansion allemande, par E. Tonnelat (voir page 21).

Les Nouvelles Sociétés Anglo-saxonnes (*Afrique du Sud*, etc.), par P. Leroy-Beaulieu (voir page 24).

Les Anglais aux Indes et en Égypte, par E. Aubin (v. page 25).

ASIE

L'Indochine française, par **Henri Russier,** inspecteur des écoles en Cochinchine, et **Henri Brenier,** inspecteur conseil p. i. des services agricoles et commerciaux de l'Indochine. Un vol. in-18, *56 gravures* dans le texte, *4 cartes* en couleur *hors texte*, br. **4** fr.

Ouvrage couronné par la Société de Géographie de Paris.

« Avec le grand nombre d'images qui l'illustrent, c'est un livre d'un très vif intérêt où sont étudiés en des pages précises, alertes, pittoresques à l'occasion, le pays, les habitants, la mise en valeur, l'organisation politique et administrative de l'Indochine. » (*Le Figaro.*)

« Les plus authentiques renseignements et les plus importants ouvrages ont été mis à profit pour établir ce manuel clairement présenté et habilement distribué. Le lecteur, même non initié, trouvera dans ces pages l'indispensable et le suffisant. » (*Le Correspondant.*)

La Perse d'aujourd'hui : *Iran, Mésopotamie*, par **Eugène Aubin**. In-18, 450 pages, *carte en couleur hors texte*, br. . **5** fr.

« On ne peut pas analyser ce livre; il faut le lire. Et beaucoup de ceux qui, chez nous, parlent de la Perse, de sa vie économique et sociale, de sa politique et de son passé, trouveront dans cet ouvrage de M. Eugène Aubin une documentation plus abondante et, à coup sûr, plus exacte. »

(*Bulletin de la Société d'Economie Politique.*)

Révolutions de la Perse *les Provinces, les Peuples et le Gouvernement du Roi des Rois*, par **Victor Bérard**. Un volume in-18, *une carte en couleur hors texte*, broché . . . . . 4 fr.

« Des vingt-cinq siècles de l'histoire de Perse, M. Bérard a tiré la formule des révolutions persanes et c'est par la géographie du plateau de l'Iran et de sa ceinture de hautes montagnes, qu'il nous explique l'instabilité des dynasties qui, périodiquement, s'y fondèrent et s'y défirent. « L'Eternelle Perse », tel serait peut-être le titre le plus exact de ce livre qui, en ses descriptions et en ses déductions, nous peint, presque toujours d'ensemble, et avec le même éclat, la Perse des Achéménides, des Sassanides et des Kadjiars. »
(*La Revue de Paris.*)

Le Sultan, l'Islam et les Puissances, par **Victor Bérard**. Un volume in-18, *2 cartes hors texte*, broché. . . . . 4 fr.

« Tout ce livre, avec son parallèle entre Turcs et Arabes, son histoire du chemin de fer sacré, son importante relation de « la politique du massacre », est rempli de documents précieux, émouvants, de renseignements et d'enseignements utiles. C'est une œuvre à lire, à étudier et à méditer. » (*Le Figaro.*)

La Révolte de l'Asie, par **Victor Bérard**. Un volume in-18, 440 pages (3e ÉDITION), broché . . . . . 4 fr.

L'Asie et l'Europe. — Le Japon et l'Europe. — La descente russe. — L'Expansion japonaise. — Le rôle de l'Angleterre.

« M. Victor Bérard confronte tour à tour « l'Asie et l'Europe », « le Japon et l'Europe »; il nous fait assister à « la Descente russe » et à « l'Expansion japonaise », et nous montre enfin avec une précision impressionnante « le Rôle de l'Angleterre ». Il faut lire ce livre qui présente un très vif intérêt et qui fera comprendre au public un certain nombre de questions brûlantes, dont tout le monde parle et que bien peu de gens connaissent. » (*Le Figaro.*)

L'Islam. Impressions et études, par le comte **Henry de Castries**. Un volume in-18 (5e ÉDITION), broché . . . . . 4 fr.

« Sous une forme attachante, littéraire et très personnelle, l'auteur aborde dans ce livre des questions de psychologie, d'histoire, de science religieuse et de philosophie, dont le développement et la solution sont de nature à transformer les notions le plus généralement répandues sur l'islamisme et sur son fondateur. » (*Le Temps.*)

La Rivalité Anglo-Russe, au XIXe siècle, **en Asie** (*Golfe Persique — Frontières de l'Inde*), par le **Dr Rouire**. Un volume in-18, *1 carte hors texte*, broché . . . . . 3 fr. 50

« M. le Dr Rouire expose dans cet ouvrage les données du problème extrême-oriental. Il fait un rapide et intéressant résumé de l'histoire moderne des puissances asiatiques, un récit plus complet des événements de leur histoire contemporaine depuis l'intervention active de l'Europe jusqu'à la fin de la guerre russo-japonaise. Son livre n'est pas seulement un historique pittoresque de la lutte séculaire entre l'Angleterre et la Russie; c'est un guide précieux pour tous ceux qu'intéresse l'avenir prochain de l'Asie occidentale. » (*Le Courrier Européen.*)

Le Japon d'aujourd'hui. Études sociales, par **Georges Weulersse**. Un vol. in-18 (5e ÉDITION), broché . . . . . 4 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Montyon.

« Ce volume très substantiel en même temps que d'une lecture fort attrayante est le résumé d'observations rapportées par l'auteur d'un voyage d'études qu'il a accompli en Extrême-Orient : c'est donc vraiment sur le vif, qu'il a pu peindre la société japonaise. Il s'est attaché à mettre en lumière tout ce qui, dans cette civilisation toute faite de juxtapositions, peut fournir une matière d'études précises au sociologue ». (*Revue de Géographie.*)

Le Japon politique, économique et social, par **Henry Dumolard**, docteur en droit, ancien prof. de droit français à l'Université impériale de Tokyo. In-18 (4e ÉDITION), broché. . 4 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Fabien.

« Admirablement documenté, l'auteur dédaignant de nous dépeindre « le Japon classique des estampes et des bibelots artistiques », nous offre le tableau du Japon, puissant empire de 45 millions d'hommes, et nous montre « ce que veut et ce que peut cette nation dont l'unique souci, depuis 35 ans a été de se transformer et de s'aguerrir ». Son livre contient l'histoire de cette transformation matérielle, suivie d'un essai sur l'influence que pourra avoir une telle évolution sur la vie sociale. » (*Revue des Questions historiques.*)

Paix Japonaise, par **Louis Aubert**. In-18, broché . . 3 fr. 50
Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Marcelin-Guérin.

« C'est autour de cette « Paix japonaise », que s'ordonnent aujourd'hui et se développent toutes les ambitions du Japon. M. Louis Aubert s'efforce de lever quelques voiles et de faire mieux comprendre les questions qui s'agitent entre le Japon et la Chine, entre les Japonais et les Américains, nous montrant dans toute son ardeur la lutte qui se produit en ce moment pour le Pacifique. Rempli de documents et d'observations judicieuses, ce livre apporte une contribution précieuse à une étude dont l'urgence paraît chaque jour plus impérieuse pour tous les peuples de notre civilisation. » (*Le Figaro.*)

Américains et Japonais, par **Louis Aubert**. Un volume in-18, *1 carte hors texte*, broché. . . . . 4 fr.

Composé avec des documents de première main, le plus souvent inédits, ce livre, où les faits et les idées s'organisent vivement, clairement, fortement, est indispensable à quiconque veut connaître non seulement le conflit des diplomaties de Washington et de Tôkyô, mais encore les éléments permanents d'un durable conflit de races qui, pour la première fois, est l'objet d'un travail d'ensemble.

Chine ancienne et nouvelle. Impressions et réflexions, par **Georges Weulersse.** Un volume in-18 (2e ÉDITION), broché. 4 fr.

« Ce n'est là, ni une œuvre d'érudition livresque, ni un simple recueil d'impressions. C'est une étude à la fois approfondie et vivante du contraste et de la lutte des « Deux Chines », dans lesquels l'auteur cherche l'explication du spectacle que nous présente l'Empire chinois à l'aube du XXe siècle. »
(*Journal des Débats.*)

« M. Weulersse décrit d'abord ce qu'il a vu; puis il aborde l'étude économique et sociale de l'Empire Céleste et y consacre une série de chapitres très documentés et très suggestifs. On goûtera la dialectique serrée de ces *réflexions* autant que le charme des descriptions. » (*Revue de Géographie.*)

La Chine novatrice et guerrière, par le Commandant **d'Ollone.** Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Fabien.

« Avec ses grandes divisions très précises consacrées tour à tour à la Chine guerrière, à la Chine novatrice, religieuse, administrative et sociale, puis à la Chine actuelle et à sa transformation, le livre est d'une lecture attrayante et facile; renseignements, faits et documents y sont présentés d'une façon vivante, sans recherche et sans pédantisme; c'est tout à la fois une étude très savante et une œuvre excellente de vulgarisation. » (*Le Figaro.*)

L'Inde d'aujourd'hui. Étude sociale, par **Albert Métin.** Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« C'est là un bon livre, plein de conscience, appuyé sur de vastes connaissances antérieures, sur une documentation suffisamment large et très impartiale. Je ne puis guère en faire un plus bel éloge. J'ajoute encore que je ne redouterais pas de mettre ce manuel entre les mains d'une personne qui n'aurait pas vu l'Inde; elle en aurait une idée exacte et juste. »

(J. Chailley. — *La Quinzaine coloniale.*)

L'Inde Britannique (*Société indigène — Politique indigène : les Idées directrices*), par **Joseph Chailley.** Un volume in-8° raisin, 520 pages, *2 cartes en couleur hors texte*, br. . . . 10 fr.

« Tous ceux qui s'intéressent aux passionnantes questions commerciales sauront gré à M. J. Chailley d'avoir accumulé pour eux les renseignements, les exemples, les constatations. L'Inde est de plus en plus un des problèmes les plus ardus de l'Asie contemporaine. M. Chailley aura le mérite peu banal d'en avoir exposé les données : libre à chacun d'en prévoir la solution la plus probable. En tous cas, cet important ouvrage est désormais indispensable à tous ceux que cette solution préoccupe. »

(*Le Correspondant.*)

Java et ses habitants, par **J. Chailley-Bert.** Un volume in-18 (4e édition, *corrigée et augmentée*), broché . . . . . 4 fr.

« M. Chailley-Bert est allé à Java. Il y est demeuré plusieurs mois, et il nous transmet dans ce volume les résultats de son voyage. D'une lecture facile, voire même fort agréable, cet ouvrage contient des études étendues et pénétrantes sur la société indigène et la société européenne à Java; la concurrence économique entre Européens et Orientaux; la question chinoise; la concurrence politique entre Hollandais et Javanais; la question si complexe de l'éducation des indigènes. » (*Le Musée social.*)

A consulter :

Questions extérieures (*Traité anglo-japonais*, etc.), par V. Bérard (voir page 29).

Marine française et Marines étrangères (*Japon*, etc.), par le Comm^t L. Abeille (voir page 20).

L'Expansion allemande (*Chantoung*), par E. Tonnelat (v. page 21).

Les Anglais aux Indes et en Égypte, par Eugène Aubin (v. page 25).

La Ruine d'un Empire, par Georges Gaulis (voir page 29).

AMÉRIQUE

Les États-Unis d'Amérique, par **P. d'Estournelles de Constant.** Un fort volume in-18, IX-536 pages, broché. . . 5 fr.

« Solide et attrayant, le livre de M. d'Estournelles de Constant est bien celui qui convenait à la description d'un monde nouveau. Ce qui le distingue de tant d'autres, c'est à la fois son autorité et sa simplicité. Nous y voyons défiler les principales villes des Etats-Unis, de l'Atlantique au Pacifique, du Canada à la frontière mexicaine, et mieux que les villes, les Etats, et, avec les Etats, les climats, la végétation, les populations toutes diverses les unes des autres. De la première page à la dernière, le lecteur se confie sans réserve à l'auteur dont on sent partout la compétence. Il est impossible d'avoir un guide plus entraînant et plus sûr. Ecrit d'un style toujours vivant, alerte, coloré, souvent passionnant, son livre est à la fois une œuvre d'art, une leçon de vérité et d'énergie. » (*La Revue.*)

« L'auteur, que quatre voyages en Amérique et des relations avec des personnalités les plus diverses du Nouveau Monde ont mis à même d'étudier un sujet qui le passionne, nous offre en ce fort volume une foule de documents utiles. C'est un livre à lire et à consulter. »

(*Le Correspondant.*)

Les États-Unis au XXe siècle, par **Pierre Leroy-Beaulieu.** Un volume in-18, 480 pages (4e ÉDITION), broché . . . . . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« M. Pierre Leroy-Beaulieu a vu de près toutes les choses dont il parle avec la compétence d'un économiste et le sens pénétrant d'un observateur très informé, qui sait mettre en relief le côté social aussi bien que le côté économique des questions qu'il aborde. Son ouvrage offre un tableau complet de l'activité du peuple américain, de toutes les productions du pays, de toutes ses forces et de toute son œuvre. » (*Revue des Deux Mondes.*)

Les États-Unis, Puissance mondiale, par **Archibald Cary Coolidge.** Traduction de ROBERT L. CRU. Préface par ANATOLE LEROY-BEAULIEU, membre de l'Institut. In-18, broché . . . 4 fr.

« Ce livre nous présente une excellente histoire résumée des États-Unis dans leurs relations extérieures récentes, histoire écrite par quelqu'un qui l'a vraiment vécue, soit par ses lectures et ses conversations, soit par ses voyages. Le ton même de la leçon parlée ajoute à l'exposé fait par l'auteur une vivacité qui rend la lecture de son livre attrayante et facile. »

(*Revue Critique.*)

Éléments d'une Psychologie politique du Peuple américain, par **Émile Boutmy.** In-18 (3e ÉDITION), broché. . 4 fr.

« M. Boutmy, plus que personne, était qualifié pour se livrer à des recherches aussi compliquées et en exposer avec une éblouissante clarté les résultats. Je crois que dans ce genre d'études où la psychologie se mêle nécessairement à l'érudition, où il faut que la psychologie soit aussi pénétrante que l'érudition se fait perspicace, ces *Éléments* sont un véritable chef-d'œuvre. C'est l'opinion unanime, incontestée. »

(J.-ERNEST CHARLES. — *Revue Bleue.*)

Aux États-Unis (*Les Champs. — Les Affaires. — Les Idées*), par le Vicomte **G. d'Avenel**. Un volume in-18, broché. . . 3 fr. 50

« Préparé comme il l'était par ses nombreux et si importants travaux d'histoire et d'économie sociale, M. le Vte G. d'Avenel devait profiter de son séjour chez un peuple enfiévré d'affaires, de progrès, pour faire œuvre originale et noter, durant son voyage de l'Atlantique au Pacifique, les évolutions des idées et des œuvres aux Etats-Unis, assez récentes pour n'avoir pas encore eu d'annalistes. » (*Revue des Deux Mondes.*)

La Religion dans la Société aux États-Unis, par **Henry Bargy.** Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« Comment toutes les Églises des Etats-Unis, protestantes, catholiques, juives et indépendantes, ont quelque chose de commun; comment elles sont plus voisines entre elles que chacune d'elles ne l'est de son Église-mère en Europe : voilà ce que l'auteur nous expose en homme qui habite les Etats-Unis depuis plusieurs années. Ce qu'il a vu et compris en observateur pénétrant, il le présente avec méthode et clarté. » (*Revue des Deux Mondes.*)

L'Idéal américain, par **Th. Roosevelt,** traduit par A. et E. de Rousiers, avec une préface par Paul de Rousiers. Un volume in-18 (5e édition), broché. . . . . 3 fr. 50

« Cet ouvrage constitue, dans la diversité des sujets qu'il embrasse, une synthèse de l'esprit américain de notre temps. Il est infiniment intéressant; il ne vaut pas seulement par les lumières qu'il nous donne sur l'Amérique, mais encore par les enseignements qu'il comporte au point de vue social, et dont nous pouvons faire tous notre profit.... Cette œuvre, d'une très noble et très utile inspiration, méritait de traverser les mers. » (*Le Figaro.*)

Les Industries monopolisées (trusts) aux États-Unis, par **Paul de Rousiers** [*Bibliothèque du Musée social*]. Un volume in-18 (3e édition), broché. . . . . 4 fr.

« M. de Rousiers est allé étudier sur place le fonctionnement et la composition des trusts, et dans une étude, dont on ne se lasse pas d'admirer la patiente sagacité, il nous en a donné une minutieuse et intelligente explication. Il est peu de livres plus utiles que celui-ci pour l'étude de l'organisation industrielle aux Etats-Unis et d'une compétence aussi sûre et aussi exacte. » (*Revue historique.*)

La Concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord, par **Louis Vigouroux** [*Bibliothèque du Musée social*]. Un volume in-18, broché.. . . . . 4 fr.

« Ouvrage intelligent et consciencieux.... Après avoir recherché les causes du mouvement qui, dans l'Amérique du Nord, a groupé les travailleurs et dans certains métiers les a réunis en grandes fédérations les portant à nouer des relations avec les syndicats ouvriers du monde entier, l'auteur a particulièrement étudié l'influence exercée sur le travail par la double concentration des employeurs d'une part, et de l'autre, des employés. » (*Le Temps.*)

L'Anarchisme aux États-Unis, par **Paul Ghio**. Un volume in-18, broché. . . . . 2 fr. 50

L'auteur nous expose les « causes et formes de l'action révolutionnaire aux Etats-Unis »; puis il nous présente les anarchistes intellectuels, et les anarchistes insurrectionnels qui tiennent aujourd'hui une si grande place dans la vie américaine. En manière de conclusion, l'auteur met en lumière les raisons de croire au triomphe final en Amérique des doctrines d'individualisme fécond et viril.

Le Canada, *les deux races* (Problèmes politiques contemporains), par **André Siegfried**. In-18, 420 pages (2e ÉDITION), br. . . 4 fr.

« Nous retrouvons dans cette étude sur le Canada les qualités d'observation précise et la variété d'informations qui avaient fait le succès du précédent volume de M. Siegfried, *la Démocratie en Nouvelle-Zélande*. L'auteur est allé sur place recueillir les éléments de son travail. Son livre, essentiel, s'impose à l'attention du public français, qui ne s'est jamais désintéressé du sort de nos frères d'Amérique restés attachés à leur ancienne patrie. »

(*La Quinzaine coloniale.*)

La Colombie britannique, *Étude sur la colonisation au Canada*, par **Albert Métin**, docteur ès lettres, professeur à l'Ecole coloniale. Un volume in-8° raisin, *20 cartes et cartons et 33 phototypies hors texte*, broché. . . . . 12 fr.

« Ce livre se présente dès l'abord au lecteur avec des références de premier ordre : il est l'utilisation intelligente, détaillée, synthétique de la collection considérable de publications officielles auxquelles le problème de la colonisation a donné lieu dans la Colombie britannique, comme dans les autres pays de civilisation anglo-saxonne; mais il est aussi le résultat des enquêtes personnelles d'un esprit qui a su voir vite et bien et qui sait nous communiquer l'impression de la réalité vivante... Un tel livre peut être donné comme modèle aux monographies futures de « pays neufs et de colonies anglo-saxonnes. »

(*Revue du Mois.*)

L'Argentine au XXe siècle, par **Albert B. Martinez**, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Finances de la République Argentine, et **Maurice Lewandowski**, docteur en droit. Avec une Préface de EMILE LEVASSEUR, membre de l'Institut, et une Introduction par CHARLES PELLEGRINI, ancien Président de la République Argentine. (4e ÉDITION *revue et mise à jour*, 1912.) Un volume in-18, LXII-456 pages, *2 cartes hors texte*, broché. . . . . 5 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Fabien.

« Ce qui constitue la valeur de cette belle étude, c'est l'absence absolue de parti pris des auteurs. Ils ont dit ce qu'ils ont vu et constaté. C'est un mélange de critiques et d'éloges qui donne bien réellement le sentiment de la vérité. »

(*Le Temps.*)

« C'est l'édition revue et mise à jour d'un ouvrage qui décrit l'Argentine au quadruple point de vue économique, agricole, commercial, industriel et financier. Les auteurs ont fait ressortir la mise en valeur rapide des richesses de son sol et les débouchés nouveaux qu'il offre aux capitaux européens. »

(*Le Musée social.*)

« Quiconque désire savoir ce qu'est l'Argentine et ce qu'elle peut être, doit lire ce travail. » (*American Geographical Society. New-York.*)

Le Brésil au XXe siècle, par **Pierre Denis**. Un volume in-18 (4e ÉDITION), broché . . . . . 3 fr. 50

« On lira avec intérêt et profit ce que M. Denis dit du paysage brésilien, de la vie politique et des progrès de l'esprit fédéraliste, de la vie économique de ce pays. L'auteur possède, pour bien écrire, une sympathie dont il ne se défend pas à l'égard de cette vieille société agricole qui garde ses traditions, sa vie familiale, son folk-lore. » (*Revue du Mois.*)

A consulter :

Études de Droit constitutionnel, par É. BOUTMY (voir page 9).
Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE (voir page 16).
L'Or dans le Monde, par L. DE LAUNAY (voir page 16).
Les Syndicats industriels de Producteurs en France et à l'Étranger (*Trusts, Cartells, etc.*, par PAUL DE ROUSIERS (voir page 18).
Les Traités ouvriers, par ALBERT MÉTIN (voir page 19).
Marine française et Marines étrangères (*États-Unis*, etc.), par le C^t L. ABEILLE (voir page 20).
L'Expansion allemande, par E. TONNELAT (voir page 21).
Américains et Japonais, par LOUIS AUBERT (voir page 33).
Paix japonaise, par LOUIS AUBERT (voir page 33).

OCÉANIE

La Démocratie en Nouvelle-Zélande, par **André Siegfried**. Un volume in-18, *1 carte en couleur hors texte*, br. . . . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Fabien.

« De cette Nouvelle-Zélande que l'on a appelée le grand laboratoire et le champ d'essai des doctrines socialistes, M. Siegfried nous rapporte une étude documentée sur ces audacieuses innovations politiques : arbitrage obligatoire, vote politique des femmes, lois agraires, etc. Les illusions anglaises sur le loyalisme désintéressé et les véritables sentiments de cette communauté lointaine donnent une actualité piquante à ce livre curieux, sérieux, et pourtant très facile à lire. » (*La Revue de Paris.*)

L'Évolution sociale en Australasie, par **Louis Vigouroux**. (*Bibliothèque du Musée social*). Un volume in-18, br. . . 4 fr.

« On trouvera dans cet ouvrage des vues très curieuses sur les causes du prompt développement des villes australiennes, sur l'origine du mouvement démocratique et sur la législation ouvrière. Partout l'auteur s'est efforcé de rattacher les faits observés à leur cause et d'en démontrer les conséquences. Tous les traits relevés par lui gagnent à cela beaucoup d'intérêt, de vie et de valeur scientifique. » (P. DE ROUSIERS. — *La Science sociale.*)

A consulter :

L'Or dans le Monde (*Australie*, etc.), par L. DE LAUNAY (v. page 16).
Les Nouvelles Sociétés Anglo-saxonnes (*Australie, Nouvelle-Zélande*), par PIERRE LEROY-BEAULIEU (voir page 24).

TABLE ALPHABÉTIQUE PAR NOMS D'AUTEURS

Pages.

ABEILLE (Cte). *Marine française et Marines étrangères* 20
AUBERT. *Américains et Japonais.* 33
— *Paix Japonaise.* 33
AUBIN. *Les Anglais aux Indes et en Egypte* 25
— *La Perse d'Aujourd'hui.* . . . 31
AUGÉ-LARIBÉ. *L'Evolution de la France Agricole.* 4
AVENEL (Vte G. d'). *Paysans et Ouvriers depuis sept cents ans.* 14
— *Les Riches depuis sept cents ans.* 15
— *La Fortune privée à travers sept siècles* 14
— *Le Mécanisme de la vie moderne.* 15
— *Aux Etats-Unis* 36
AYNARD. *La liberté de l'Enseignement devant la Chambre.* . . . 12

BARGY. *La religion dans la société aux Etats-Unis.* 36
BÉRARD. *Questions extérieures.* 29
— *L'Angleterre et l'Impérialisme.* 24
— *La France et Guillaume II...* 22
— *L'Empire russe et le Tsarisme.* 27
— *L'Affaire marocaine.* 30
— *Le Sultan, l'Islam et les Puissances.* 32
— *La Mort de Stamboul.* 28
— *La Révolte de l'Asie* 32
— *La Révolution Turque.* 29
— *Révolutions de la Perse.* . . . 32
BIBLIOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL CONTEMPORAIN. 3
BOUGLÉ. *Sociologie de Proudhon.* 5
BOURGEOIS (Léon). *Solidarité* . . 10
BOURGUIN. *Les Systèmes socialistes* 5
BOUTMY. *Etudes politiques* . . . 9
— *Etudes de Droit Constitutionnel.* 9
— *Le recrutement des Administrateurs coloniaux.* 20
— *La Constitution et la Société politique en Angleterre.* 23
— *Essai d'une psychologie politique du peuple anglais au XIXe siècle.* 23
— *Eléments d'une psychologie politique du peuple américain.* . . 35
BULLETIN DU MINISTÈRE DU TRAVAIL 17

CAHEN (G.). *Les Fonctionnaires.* 3
CAPUS et BOIS. *Les Produits coloniaux.* 13
CASTRIES (H. de). *L'Islam.* 32
CAUDEL. *Nos Libertés politiques.* 8

Pages.

CHAILLEY (J.). *L'Inde Britannique.* 34
CHAILLEY-BERT. *Dix années de Politique coloniale* 20
— *Java et ses habitants.* 34
CHARMONT. *Les Transformations du Droit civil* 4
CLERGET. *La Suisse au XXe siècle.* 28
— *Manuel d'Economie commerciale.* 13
COOLIDGE. *Les Etats-Unis, Puissance mondiale* 35
CRUCHET. *Les Universités allemandes au XXe siècle.* 21
CUREAU (Dr). *Les Sociétés primitives de l'Afrique équatoriale.* 6

DELZONS. *La Famille française et son évolution.* 4
DENIS. *Le Brésil au XXe siècle.* . 38
DESCAMPS. *La Formation sociale de l'Anglais moderne.* 22
DESJARDINS. *Idée d'une Ecole.* . 13
DMOWSKI. *La Question Polonaise.* 28
DUGUIT. *Les Transformations du Droit public.* 5
DUMOLARD. *Le Japon politique, économique et social.* 33

EMERSON. *Essais politiques et sociaux.* 6
ESTOURNELLES DE CONSTANT (Bt). *Les États-Unis d'Amérique* . . 35

FAGUET (Emile). *Problèmes politiques du temps présent.* 9
— *Questions politiques.* 9
FERRY (Jules). *Discours et opinions.* 11
FERRY (Ed.). *La France en Afrique.* 30
FLOUR DE SAINT-GENIS. *La Propriété rurale en France.* 14
FLOQUET (Ch.). *Choix de discours.* 11
FOUILLÉE. *La Réforme de l'Enseignement* 12
— *Les Etudes classiques et la Démocratie* 12
GAULIS. *La Ruine d'un Empire.* . 29

GAUTIER. *La Conquête du Sahara.* 31
GHIO. *Notes sur l'Italie contemporaine.* 26
— *L'Anarchisme aux Etats-Unis.* 37
GIDE. *Les Sociétés coopératives de consommation.* 19
GONNARD. *L'Emigration européenne au XIXe siècle.* 16
— *La Femme dans l'Industrie.* . 19
— *La Hongrie au XXe siècle* . . 25

GUY-GRAND (G.). *Le Procès de la Démocratie* 3
GUYOT. *L'Economie de l'Effort*. . 7
HAMET. *Les Musulmans français du Nord de l'Afrique* 30
HENRY. *La Question de Finlande*. 28
LACOMBE. *L'Appropriation du Sol*. 7
LAIR. *L'Impérialisme allemand*. . 21
LANESSAN (de). *La République démocratique*. 10
LANSON. *L'Université et la Société moderne* 12
LAUNAY (de). *L'Or dans le monde*. 16
LECLERC (MAX). *L'Education et la Société en Angleterre*. 24
LÉON. *Fleuves, Canaux, etc*. . . 15
LÉPINE. *La Mutualité*.. 14
LEROY. *Syndicats et Services publics* 8
LEROY-BEAULIEU. *Les Nouvelles Sociétés Anglo-Saxonnes* . . . 24
— *Les Etats-Unis au XXe siècle*.. 35
LEYRET (H.). *Le Président de la République*. 18
LORIN. *L'Afrique du Nord*. . . . 30
LOTH. *Le Peuplement italien en Tunisie et en Algérie* 31
LYAUTEY (Général). *Du rôle colonial de l'Armée* 11
MABILLEAU. *La Prévoyance sociale en Italie* 27
MACHAT. *Le développement économique de la Russie*... 27
MARTINEZ et LEWANDOWSKI. *L'Argentine au XXe siècle*.. 37
MARTIN SAINT-LÉON (E.). *Le Compagnonnage*. 14
MARVAUD. *L'Espagne au XXe s*. . 26
MATER. *L'Eglise catholique* . . . 7
MAYET. *Autour de l'octroi de Paris*. 16
MAZEL. *La Synergie sociale* . . . 7
MÉTIN. *L'Inde d'aujourd'hui*. . . 34
— *La Colombie britannique*. . . . 37
— *Les Traités ouvriers* 19
MILLET. *La Crise anglaise*. . . . 23
NOGARO ET MOYE. *Les Régimes douaniers* 16
OLLONE (Commandant d'). *La Chine novatrice et guerrière*. 34
PAQUIER. *L'Enseignement professionnel en France*. 11
PARODI. *Traditionalisme et Démocratie*. 8
PASQUET. *Londres et les Ouvriers de Londres*. 22
— *Essai sur les Origines de la Chambre des Communes* 23
PIQUET (V.). *Les Civilisations de l'Afrique du Nord* 30
PIQUET (V.). *La Colonisation française dans l'Afrique du Nord*. 29
QUESTIONS DU TEMPS PRÉSENT . . 17
RIBOT. *La Réforme de l'Enseignement secondaire*. 12
RICHARD. *La Question sociale et le Mouvement philosophique*. 4
ROCQUIGNY (Cte de). *Les Syndicats agricoles et leur œuvre* 18
ROOSEVELT. *L'Idéal américain*. . 36
ROUIRE (D^r). *La rivalité Anglo-Russe au XIXe siècle en Asie* . 32
ROUSIERS (P. de). *L'Elite dans la société moderne*. 6
— *Les Grands Ports de France* . 18
— *Les Syndicats industriels en France et à l'étranger*. 18
— *Le Trade-Unionisme en Angleterre*.. 23
— *Les Industries monopolisées (Trusts) aux Etats-Unis*. . . . 36
ROUX (CHARLES-). *Notre Marine marchande* 20
RUSSIER et BRENIER. *L'Indochine française* 31
SABATIER. *L'Orientation religieuse*. 3
SCHATZ. *L'Individualisme* 6
SÉAILLES. *Les Affirmations de la Conscience moderne*. 10
SEILHAC (L. de). *Syndicats ouvriers, Fédérations, Bourses du Travail*. 19
— *Les Congrès ouvriers en France*. 19
SIEGFRIED. *Tableau politique de la France de l'Ouest* 8
— *Le Canada*. 37
— *La Démocratie en Nouvelle-Zélande*. 38
SÖDERHJELM (WERNER). *Finlande et Finlandais*. 27
SOUCHON. *Les Cartells de l'Agriculture en Allemagne*.. 21
TONNELAT. *L'Expansion allemande* 21
VIAL. *L'Enseignement secondaire et la Démocratie*. 12
VIGOUROUX. *La Concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord* 36
— *L'Evolution sociale en Australasie*. 38
VILLAIN. *Le Fer, la Houille et la Métallurgie à la fin du XIXe s*. 16
WEULERSSE. *Le Japon d'aujourd'hui*.. 33
— *Chine ancienne et nouvelle* . . 33
WILMOTTE. *La Belgique morale et politique* 26
ZOLLA. *Questions agricoles*. . . . 13

67-14. — Coulommiers. Imp. PAUL BRODARD. — P3-14.

La Russie et la Guerre, par Grégoire Alexinsky, ancien député à la Douma. Un volume in-18, br. 3 50

La Serbie : *la Serbie et son histoire, les victoires serbes, le peuple serbe,* par Victor Bérard. Avec un Avant-propos de M. Mil. R. Vesnitch. Une brochure in-18 . . . . . » 50

La Paix future *d'après la Révolution française et Kant,* par M. A. Aulard. Une brochure in-18 . . . . . » 50

Karl Marx, pangermaniste, *et l'Association internationale des Travailleurs, de 1864 à 1870,* par James Guillaume. Un volume in-18, broché 1 50

Les Origines de la Guerre européenne, par Auguste Gauvain. Un volume in-18, broché 3 50

La Monarchie des Habsbourg, par Henry Wickham Steed. Traduction de Firmin Roz. Un fort vol. in-18, br. . . 4 »

La Question Polonaise, par R. Dmowski. Traduit du polonais par V. Gasztowtt. Préface de A. Leroy-Beaulieu. Un vol. in-18, 1 carte hors texte, broché . . . . . 4 »

L'Impérialisme Allemand, par Maurice Lair. Un volume in-18, broché 3 50

Ouvrage couronné par l'Académie française.

La Fondation de l'Empire Allemand (1852-1871), par Ernest Denis. Un vol. in-8 cavalier, broché. . . . . 10 »

Histoire politique de l'Europe contemporaine : Évolution des partis et des formes politiques (1814-1896), par Ch. Seignobos. Un vol. in-8 carré, 826 pages, broché . . 12 »

Ouvrage couronné par l'Académie française.

8475 — Paris. — Imp. Hemmerlé et Cie. (5-15).